

DIX-HUITIÈME ANNÉE.

N° 172

L'Asie  
Française



BULLETIN MENSUEL

DU

COMITÉ DE L'ASIE FRANÇAISE

Indochine — Levant — Extrême-Orient

JANVIER-AVRIL 1918

AU SIEGE DU COMITE  
PARIS — 19-21, Rue Cassette, 19-21. — PARIS  
TÉLÉPH. Saxe 32-84. — ADRESSE TÉLÉGR. COMASIE-PARIS

Le Numéro : 2 fr. 25.



# COMITÉ DE L'ASIE FRANÇAISE

Sous le haut patronage de M. RAYMOND POINCARÉ, président de la République française

Président : M. EMILE SENART, de l'Institut ;

Vice-présidents : MM. EUG. ETIENNE, député, ancien ministre ; marquis DE MOUSTIER, député ; LOUIS MARIN, député.

Trésorier : M. CHARLES GEORGES-PICOT ;

Secrétaires généraux { Comte DE LABRY ;  
Baron L. DE CONTENSON ;

Secrétaire général adj. : J.-H. FRANKLIN.

Membres : MM.

Adam, ancien député ;  
Général d'Amade ;  
D'Anthouard, ministre plénipotentiaire ;  
Prince d'Arenberg ;  
Aymonier, ancien directeur de l'Ecole Coloniale ;  
Général Bailloud ;  
Marquis de Barthélemy, explorateur ;  
Bapst, ministre de France à Copenhague ;  
Beau, ambassadeur de France à Berne ;  
Philippe Berthelot, ministre plénipotentiaire ;  
Maro Bel, ingénieur civil des mines ;  
Bertin, de l'Institut ;  
Édouard de Billy, administrat. des Chargeurs Réunis ;  
Prince Bonaparte, de l'Institut ;  
De la Boulinière, ministre plénipotentiaire ;  
Henri Brenier ;  
Vicomte Robert de Caix de Saint-Aymour ;  
Casenave, ministre plénipotentiaire ;  
Comte Jean de Castellane ;  
J. Challey, député ;  
Comte du Chaylard, ministre plénipotentiaire ;  
Chastenot, sénateur ;  
Baron Denys Cochin, de l'Académie Française ;  
Victor Collin, ministre plénipotentiaire ;  
Henri Cordier, de l'Institut ;  
Baron de Courcel, ambassadeur de France ;  
J. Couvert, prés. de la Chambre de commerce du Havre ;  
Deschanel, de l'Académie française ;  
J. Develle, ancien ministre ;  
Paul Doumer, ancien gouverneur général de l'Indochine ;  
Dubail, ministre plénipotentiaire ;  
Dubouché, prés. de la Chambre de commerce de Nantes ;  
Finot, anc. dir. de l'Ecole Française d'Extrême-Orient ;  
Etienne Flandin, sénateur ;  
Henri Froidevaux ;  
C. Gabiat, ancien député ;  
Amiral Ganchet ;  
F. Georges-Picot, consul général de France à Beyrouth ;  
A. Gérard, ambassadeur de France ;  
A. Gérard, administr. des Manufactures de Saint-Gobain ;  
Amiral Gervais ;  
Comte J. de Gontaut-Biron, député ;  
Jean Gout, ministre plénipotentiaire ;  
Grandidier, de l'Institut ;  
G. Hanotaux, de l'Académie française ;  
Harmand, ambassadeur de France ;  
Prince d'Hénin, sénateur ;  
A. Henry, ambassadeur de France ;  
Lucien Hubert, sénateur ;

Baron Hulot, secrét. général de la Société de Géographie ;  
Jonnart, sénateur ;  
Général Jouinot-Gambetta ;  
Raymond Kœchlin ;  
Paul Labbé, sec. gén. de la Soc. de Géogr. Commerciale ;  
Général de Lacroix ;  
Commandant Lunet de la Jonquière ;  
Charles Lallemand, de l'Institut ;  
Etienne Lamy, de l'Académie française ;  
Fernand Laudet ;  
Lavoignat, doyen des notaires de Paris ;  
A. Lebon, ancien ministre ;  
Général Lebon ;  
Pierre Lefèvre-Pontalis, ministre plénipotentiaire ;  
Général Levé ;  
Raphaël Georges Lévy, de l'Institut ;  
Georges Leygues, ministre de la Marine ;  
R. Martinie ;  
M<sup>me</sup> Massieu, explorateur ;  
Claudius Madrolle, explorateur ;  
De Margerie, ministre plénipotentiaire ;  
Marmottant, avoué ;  
Mège, ancien député ;  
Mellier, président des Eaux et Électricité de l'Indochine ;  
Millerand, député, ancien ministre ;  
Marcel Monnier, explorateur ;  
Charles Mourey, chef de service à l'Office colonial ;  
Baron de Neufize ;  
A. Nisard, ambassadeur de France ;  
Baron Hély d'Oissel, ancien député ;  
Comte d'Ormesson, ambassadeur de France ;  
Maurice Ordinaire, sénateur ;  
Georges Outrey, ministre plénipotentiaire ;  
Colonel Vicomte de la Panouse ;  
Ed. Payen ;  
D. Pérouse, Insp. gén. des Ponts et Chaussées en retraite ;  
De Peyerimhoff de Fontenelle ;  
S. Pichon, ministre des Affaires Étrangères ;  
René Pinon ;  
Poignant ;  
Raiberti, député ;  
L. Raveneau, sec. de la réd. des « Annales de Géographie » ;  
Joseph Reinach ;  
A. Ribot, de l'Académie française ;  
P. Ristelhueber, consul général de France en retraite ;  
Baron Roulleaux-Dugage, député ;  
Roume, ancien gouverneur général de l'Indochine ;  
Saint-Germain, sénateur ;  
Saint René Taillandier, ministre plénipotentiaire ;  
Sallandrouze de la Mornaix ;  
A. Salles, inspecteur des Colonies ;  
Comte Jean de Sayve ;  
Christian Schefer ;  
Le P. Scheil, de l'Institut ;  
Spronck, député ;  
Eugène Schneider, gérant des établissements du Creusot ;  
Stegfried, sénateur, ancien ministre ;  
S. Simon, directeur de la Banque de l'Indochine ;  
Steeg, ministre plénipotentiaire de France à Christiania ;  
A. Terrier, sec. gén. du Comité de l'Afrique Française ;  
André Tardieu, député ;  
Ternaux-Compans, ancien député ;  
Colonel de Thomasson ;  
J. Trystram, sénateur ;  
P. de Vauréal, admin. des Phares de l'Empire ottoman ;



RETRO  
NEWS

# L'ASIE FRANÇAISE



BULLETIN MENSUEL DU COMITÉ DE L'ASIE FRANÇAISE

INDOCHINE — LEVANT — EXTRÊME-ORIENT

1918

H° ] 12  
L c  
248



**RETRO  
NEWS**



# L'ASIE FRANÇAISE



BULLETIN MENSUEL

DU

COMITÉ DE L'ASIE FRANÇAISE

PUBLIÉ SOUS LA DIRECTION DE M. ROBERT DE CAIX DE SAINT-AYMOUR

AVEC LA COLLABORATION DE MM. JEAN-LOUIS DELONGE; HENRI DE PEYERIMHOFF DE FONTENELLE;

CH. MOUREY; E. PAYEN; PAUL LABBÉ; M. SAUVÉ; J.-H. FRANKLIN, etc., etc.

---

ANNÉE 1918

---

PARIS

COMITÉ DE L'ASIE FRANÇAISE

19-21, RUE CASSETTE, 19-21

Téléphone : 732-84

1918



**RETRO  
NEWS**

# L'ASIE FRANÇAISE

BULLETIN MENSUEL

DU

COMITÉ DE L'ASIE FRANÇAISE

Publié sous la direction de M. Robert de Caix de Saint-Aymour

Adresser toutes les communications relatives à la rédaction de L'ASIE FRANÇAISE,  
Paris, 21, rue Cassette. — Téléph. Saxe 32.84. Adresse télégr. : COMASIE PARIS.

## SOMMAIRE

|  |    |
|--|----|
| Liste des souscripteurs.....   | 5  |
| Le Comité.....   | 6  |
| Nos morts :  |    |
| Edouard Chavannes, R. C.....   | 6  |
| Jules Charles-Roux, R. C.....  | 8  |
| Le Myre de Vilers, par HENRY FROIDEVAUX.....   | 10 |
| Les problèmes de l'Est et l'entente, par ROBERT DE CAIX.....   | 15 |
| La guerre en Orient :  |    |
| En Arménie.....  | 23 |
| En Mésopotamie.....  | 23 |
| En Palestine.....  | 25 |
| En Arabie.....   | 28 |
| L'enseignement supérieur en Indochine.....   | 28 |
| Abdul Hamid.....   | 30 |
| La loi de 1901 et l'enseignement français en Orient, et dans l'Extrême-Orient.....   | 33 |
| L'insurrection du Hedjaz, son caractère, ses résultats.....  | 34 |
| Indochine. — L'œuvre de M. Sarraut.....  | 38 |
| Siam. — Un discours royal. — Les inondations. — Le développement des chemins de fer. — Le mouvement commercial.....  | 41 |
| Levant. — Nouvelles menaces contre les Arméniens. — Le mouvement sioniste. — La situation économique en Turquie.....   | 44 |
| Extrême-Orient. — Chine : La situation intérieure. — Le rendement des douanes. — Les inondations. — Les intrigues allemandes en Chine.....   | 47 |
| Japon : Les prêts aux Alliés. — Les progrès de la navigation. — Le mouvement commercial. — La prospérité de Tokyo. — Découverte de mines de cuivre à Formose.....  | 49 |
| Asie Anglaise. — L'agitation politique. — Les désordres. — Le recrutement. — La prospérité de l'Inde. — Une nouvelle association anglo-indienne. — Les Etats fédérés malais et les dépenses de la guerre. — L'Inde et les relations avec l'Afghanistan. — La culture de l'indigo. — La culture du blé..... | 51 |
| Indes Hollandaises. — Les relations maritimes avec les Etats-Unis.....   | 53 |
| Perse. — L'œuvre de police de sir Percy Sykes. — Méthodes allemandes.....  | 53 |
| Bibliographie. — Un grand destin commence, par ONÉSIME RECLUS. — Jérusalem délivrée, par M <sup>sr</sup> BAUBILLART. — The Indian-corps in France, par J. W. B. MEREWETHER et sir FREDERIC SMITH.....  | 56 |

## LISTE DES SOUSCRIPTEURS

MM.

|   |         |
|---|---------|
| Emile Senart, de l'Institut.....                          | 500 »   |
| Louis Vignon, à Paris.....                                | 12 »    |
| Louis Aubert, à Paris.....                                | 20 »    |
| Capitaine de Pange, aux armées.....                       | 20 »    |
| Ecole d'artillerie et du génie, à Fontainebleau.....      | 20 »    |
| Général Tétard, à Paris.....                              | 12 »    |
| M <sup>sr</sup> Chouvellon, évêque de Chungking.....      | 20 »    |
| R. P. Bousquet, à Koni-Yang.....                          | 20 »    |
| Cercle militaire de Grenoble.....                         | 10 »    |
| Ministre des Colonies, à Paris.....                       | 25 »    |
| Directeur du service de l'Indochine.....                  | 25 »    |
| Bibliothèque du ministère des Colonies.....               | 25 »    |
| Ecole coloniale, à Paris.....                             | 24 »    |
| L. Delavaud, ministre plénipotentiaire.....               | 20 »    |
| Bertrand, biblioth. des Affaires étrangères.....          | 24 »    |
| Capitaine J.-C. Charpentier, à Paris.....                 | 20 »    |
| Bibliothèque des officiers de Diégo-Suarez.....           | 20 »    |
| Dr Yersin, à Nha-Trang.....                               | 20 »    |
| Comte de la Selle, à La Barbée.....                       | 12 »    |
| Biblioth. des officiers du 1 <sup>er</sup> Algériens..... | 12 »    |
| Imperial Library, à Calcutta.....                         | 25 »    |
| Conserv. de la biblioth. du port de Toulon.....           | 25 »    |
| R. P. Cyprien, à Buenos-Ayres.....                        | 20 »    |
| Pierre Gréa, à Rôtalier.....                              | 15 »    |
| C. Dedin-Laporte, à Bergerac.....                         | 12 »    |
| Marc de Sambucy, à Saint-Etienne-du-Grés.....             | 12 »    |
| Dr H. Brouillard, méd. maj., à Bordeaux.....              | 12 »    |
| H. Taplin, esq., à Londres.....                           | 20 »    |
| Gabriel Combelles, à Paris.....                           | 100 »   |
| Comte Cressaty, à Paris.....                              | 20 »    |
| R. Wallut, à Paris.....                                   | 20 »    |
| Général Houry, à Paris.....                               | 15 »    |
| Vicomte de Guichen, à Paris.....                          | 20 »    |
| Gouvernement de la Cochinchine (4 abon.).....             | 100 »   |
| Directeur des Douanes et Régies, à Hanoi.....             | 20 »    |
| Command. Lunet de la Jonquières, à Roaillan.....          | 30 »    |
| J. C. Gollion, à Hongay.....                              | 100 »   |
| Colonel Morel, de l'Indochine.....                        | 12 »    |
| Société géograph. du ministère des Aff. étrang.....       | 25 »    |
| Général Sadorge, comt. supér. en A. E. F.....             | 25 »    |
| A reporter.....   | 1.464 » |



|  |         |
|--|---------|
| Report.....  | 1.464 » |
| Wict, off. interp., à Casteljaloux.....                    | 45 »    |
| J. de Saint-Girons, sous-intendant, aux armées.....        | 20 »    |
| Commandant H. Fargues, aux armées.....                     | 10 »    |
| M <sup>me</sup> V <sup>o</sup> G. Dupin, à Bordeaux.....   | 10 »    |
| Chanoine Panier, à Besançon.....                           | 10 »    |
| Comte d'Ormesson, ambassadeur.....                         | 20 »    |
| G. Regelsperger, à Rochefort.....                          | 10 »    |
| Asselin, à La Haye.....                                    | 24 »    |
| Louis Raveneau, à Paris.....                               | 25 »    |
| Baron Hulot, à Paris.....                                  | 20 »    |
| Kaigon Gunreibu, à Tokyo.....                              | 20 »    |
| Amiral Huguet, à Paris.....                                | 12 »    |
| Rivière, à Paris.....                                      | 12 »    |
| Command. comte de Maleissye-Melun, à Paris.....            | 20 »    |
| Victor Collin, ministre plénipotentiaire.....              | 30 »    |
| Jean Cyrot, à Paris.....                                   | 12 »    |
| Lieutenant L. Proton, aux armées.....                      | 25 »    |
| Bibliothèque de l'Univers, d'Aix.....                      | 12 »    |
| Ministero Affari Esteri, à Rome.....                       | 20 »    |
| Bibliothèque de garnison, à Lyon.....                      | 12 »    |
| Cercle militaire de Toulouse.....                          | 15 »    |
| Comte de Chasteigner, au Rouillon.....                     | 12 »    |
| Réunion des officiers d'Oran.....                          | 25 »    |
| Comte de Saint-Quentin, sénateur.....                      | 25 »    |
| M <sup>me</sup> Th. J. Dubos, à Paris.....                 | 25 »    |
| M. Le Gallen, gouverneur de Cochinchine.....               | 45 »    |
| J. Lionel-Marie, à Paris.....                              | 20 »    |
| Chambre de Commerce de Saïgon.....                         | 40 »    |
| Rainaud, professeur de Faculté, à Caen.....                | 12 »    |
| Leduc, consul général.....                                 | 12 »    |
| Comte du Chaylard, ministre plénipotentiaire.....          | 25 »    |
| Maurice Courant, à Ecully.....                             | 12 »    |
| Commandant Cobas, à Pau.....                               | 40 »    |
| Roger Maugras, à Paris.....                                | 25 »    |
| Colonel Burnol, à Bordeaux.....                            | 15 »    |
| Marcel Detieux, à Hanoi.....                               | 400 »   |
| C <sup>o</sup> de Commerce d'Extr.-Orient, à Saïgon.....   | 20 »    |
| Armand Nisard, à Paris.....                                | 25 »    |
| C. Striedter, adm., à Badec.....                           | 12 »    |
| Jules Grénard, à Bangkok.....                              | 25 »    |
| Marius Topenot, à Bangkok.....                             | 25 »    |
| Bourboulon, à Shanghai.....                                | 50 »    |
| Colonel Brémont, aux armées.....                           | 15 »    |
| Lieutenant J. Jacottet, aux armées.....                    | 15 »    |
| R. P. Procureur du Tchély.....                             | 30 »    |
| Alphonse Gérard, à Paris.....                              | 400 »   |
| Ch. Michel-Cote, à Paris.....                              | 25 »    |
| Sous-lieutenant C. A. Schmitt, aux armées.....             | 15 »    |
| Bibliothèque publique, à Tunis.....                        | 25 »    |
| Lieutenant de vaisseau Quesnel, aux armées.....            | 15 »    |
| Capitaine J. Pichon, aux armées.....                       | 15 »    |
| Comte G. de Labry, à Paris.....                            | 50 »    |
| Ch.-E. Bonin, à Montréal.....                              | 20 »    |
| Commandant du génie Blanc, aux armées.....                 | 12 »    |
| Résidence supérieure, à Pnom-Penh.....                     | 15 »    |
| H. Allize, ministre plénipotentiaire.....                  | 25 »    |
| Commandant Sougnac, infanterie coloniale.....              | 12 »    |
| Georges Poignant, à Paris.....                             | 25 »    |
| G. Padoux, ministre plénipotentiaire.....                  | 50 »    |
| H. Charlot, à Saint-Cloud.....                             | 20 »    |
| René Saint-Pierre, à Pékin.....                            | 25 »    |
| Ch.-B. Maylon, à Shanghai.....                             | 15 »    |
| Ed. Bapst, ministre plénipotentiaire.....                  | 50 »    |
| Bibliothèque des officiers du 7 <sup>e</sup> colonial..... | 10 »    |
| Total.....   | 2 957 » |

## LE COMITÉ

Le Comité a tenu sa séance annuelle le vendredi 22 mars. Le président, M. Emile Senart, a prononcé l'éloge des membres du Comité décédés pendant l'année et résumé l'activité de notre association.

Le Comité a entendu le rapport du trésorier, M. Charles Georges-Picot, et approuvé le budget.

M. Henri Brenier, directeur des Services de la Chambre de Commerce de Marseille, a fait ensuite une conférence sur le développement de l'industrie et du commerce d'exportation du Japon pendant la guerre. Les délais que demande en ce moment la gravure des tableaux et graphiques nous obligent malheureusement à ajourner la publication de son exposé à notre prochain numéro.

## NOS MORTS

### ÉDOUARD CHAVANNES.

Au mois de janvier le Comité a vu se briser prématurément la belle et féconde carrière d'un de ses membres les plus marquants : nous avons perdu Edouard Chavannes, né à Lyon en octobre 1863. Jamais sa santé, de bonne heure fragile, n'avait pu réduire son indomptable énergie. Après avoir fourni un travail prodigieux, il est tombé en pleine activité, toute sa volonté tendue vers la réalisation de vastes projets déjà amplement préparés mais qui auraient demandé encore un long avenir.

Elève de l'École Normale, agrégé de philosophie, professeur au Collège de France à vingt-huit ans, membré à trente-huit de l'Académie des Inscriptions, Chavannes a été avant tout un savant. Il laisse une œuvre scientifique que l'auteur de cette trop courte notice ne saurait apprécier avec une compétence suffisante, mais dont l'étendue et la variété frappent le plus profane et dont la solidité et l'originalité lui avaient assuré une autorité universelle.

Il n'avait cependant pas apporté seulement à notre Comité le prestige d'une belle renommée. Il n'était pas de ces érudits qui s'enferment étroitement dans leur tâche, penché sans partage sur leurs livres. Si absorbant que fût son labeur, il gardait les yeux bien ouverts sur la vie. C'est d'ailleurs dans la vie même, au cours de ses voyages, qu'il avait trouvé à la fois le sujet et la méthode de ses études.

A ses débuts il était attaché libre à la légation de France à Pékin et il put puiser ainsi aux sources la connaissance et la pratique de la Chine et des Chinois. Plus tard il retourna en Extrême-Orient pour accomplir une brillante mission qui lui fit visiter une notable partie de la Chine et d'où il rapporta sur la sculpture ancienne la documentation la plus précieuse et les vues les plus neuves. Les lecteurs du Bulletin se rappellent sans doute avoir lu dans notre organe le



résultat de cette mission et vu un certain nombre de photographies montrant les relations indéniables que constatait Chavannes entre la sculpture chinoise et la sculpture indo-grecque qui s'était développée dans le Nord-Ouest de l'Inde à la suite des conquêtes d'Alexandre.

De bonne heure il avait eu l'intention de traduire et de commenter le plus ancien et le plus célèbre des annalistes chinois, Se Ma Tsien. Il était naturellement attiré par les données positives de l'histoire, mais sa curiosité ne se bornait pas aux temps reculés : il savait tout comprendre et dans l'évolution des événements il ne s'intéressait pas moins au présent qu'au passé. A ses recherches d'archéologie et d'épigraphie, d'histoire politique et d'histoire religieuse, il avait su dérober le temps de s'occuper des choses contemporaines de l'Extrême-Orient.

L'attention d'Edouard Chavannes dépassait d'ailleurs le cadre de la Chine : il savait les choses chinoises jusque dans leurs prolongements les plus lointains et leurs rapports avec les nations et les cultures étrangères, avec l'Asie antérieure et avec l'Inde bouddhique. Ses savantes recherches sur les Turcs occidentaux du haut moyen âge, continuées par celles dont les découvertes récentes de sir Aurel Stein et de Paul Pelliot lui avaient fourni la matière, l'avaient profondément familiarisé avec l'Asie centrale.

Il nous appartenait ainsi par sa connaissance aussi étendue que précise de l'Asie orientale tout entière. Il ne nous appartenait pas moins par le patriotisme vibrant qui, au milieu des tâches les plus absorbantes, ne lui laissait jamais perdre de vue les intérêts actuels et vivants du pays. Son esprit précis et exigeant s'accordait avec sa réserve, avec sa modestie grave, avec sa haute conscience pour lui inspirer une méfiance naturelle des manifestations extérieures. Il semblait répugner à se mettre en avant. Il n'avait cependant jamais cessé de témoigner pour les objets et les efforts de notre œuvre une sympathie active à laquelle l'autorité de son savoir et de son caractère donnait un prix que nous connaissions bien. Sa perte laissera dans notre Comité, comme dans la science, un vide que toutes ses qualités nous rendront longtemps sensible. Nous croyons devoir attester ici la rare estime dont Edouard Chavannes jouissait parmi ses pairs en reproduisant les paroles qu'au nom de la Société asiatique dont il était vice-président, le président de notre Comité, M. Emile Senart, a prononcées sur sa tombe. Ces paroles émanent d'un homme qui, plus que nous, est capable d'apprécier la valeur de l'œuvre historique et archéologique d'Edouard Chavannes.

R. C.

\* \*

« Messieurs,

« La Société asiatique mène aujourd'hui un deuil cruel. On vous a dit l'homme qu'était Edouard Chavannes : vous pouvez mesurer la place qu'il tenait à ce foyer commun des études orientales. Il lui appartenait dès 1888. Il y occupa, en 1894, les fonctions de secrétaire qu'avaient honorées d'illustres prédécesseurs. En 1910, il devenait vice-président ; il était, à ce titre, collègue de Maspéro. Et voici que notre So-

ciété s'est, coup sur coup, découronnée de ces deux hommes qu'elle se glorifiait de voir à sa tête ; et c'est assez dire quelle est l'amertume de cette journée pour les aînés condamnés à voir sombrer tant de belles espérances.

« Avec une sûreté digne de son ferme esprit, Chavannes, quand il partit pour la Chine, avait déjà marqué la direction future de ses études. Dès lors, il entendait, par une traduction largement commentée, rendre accessible le plus ancien et le plus fameux des historiens chinois : Se Ma Tsien. De ce vaste travail, la Société asiatique fut la première confidente et l'auxiliaire zélée. Encore qu'inachevé, il demeure comme l'axe de toute cette vie scientifique. L'histoire de la Chine, poursuivie à travers ses longues annales, contrôlée par tous les ordres de documents, orientée vers tous ses aboutissements extérieurs du Midi et de l'Ouest, dans des régions par où elle se rapproche de nous ou de cycles historiques éclairés d'une lumière propre, tel est le vaste ensemble qu'osa envisager, dès l'abord, le jeune savant, dont il poursuivit l'exécution avec une ardeur, une abnégation, une ingéniosité, une variété d'aptitudes et de connaissances qui le sacrèrent de bonne heure et, je pense, d'un consentement unanime, comme le maître de la sinologie contemporaine.

« Il s'est tracé une entreprise immense et que devaient féconder singulièrement les découvertes qui, depuis une vingtaine d'années, ont jailli du sol de l'Asie centrale. Il y ouvrit bien des filons ; jamais il n'en abandonna aucun ; et l'extraordinaire labeur où il s'est prématurément usé, a, par un miracle d'énergie, suffi, trente années durant, à mener de front des tâches multiples dont chacune eût honoré une vie.

« A une carrière si riche il ne serait pas de plus bel hommage que d'en énumérer une à une toutes les étapes et d'en marquer, au passage, toutes les originalités. Ce sera, demain, le devoir de notre reconnaissance fidèle. Aujourd'hui, notre émotion ne peut qu'en embrasser l'ensemble d'un regard.

« Philologue toujours attentif et sagace, c'est comme archéologue que Chavannes avait fait ses premières armes d'orientaliste : son premier livre nous révéla la plus ancienne sculpture sur pierre des Chinois. Bien plus tard, par sa grande mission en Chine, il se reprenait à renouveler la documentation et l'histoire des hautes périodes de la sculpture chinoise à laquelle, entre temps, il avait consacré d'autres études pénétrantes et étendues. Les documents épigraphiques ne fixèrent pas moins, à toutes les époques, son attention très informée et très ingénieuse.

« Attiré de bonne heure par ces pèlerins bouddhiques qui, pendant des siècles, ont établi la liaison entre la Chine et l'Inde et dont plusieurs ont laissé des mémoires dès longtemps célèbres, il n'a jamais cessé de les tirer de l'ombre, d'emprunter à leur étude, de demander à l'étude du bouddhisme chinois d'abondantes contributions à la connaissance générale du bouddhisme dont, parallèlement, il explorait avec soin la face indienne.

« C'est par l'Asie centrale que passait l'itinéraire des pieux voyageurs. Rouverte à l'étude par une ample moisson de trouvailles, cette région devait retenir son ardente activité. Ses profondes études sur les



Tou-Kiou occidentaux et sur tout le passé de ces pays qui se réveillaient à la lumière de l'histoire, le désignèrent, non moins que son expérience de la sinologie pure, à l'appel du pionnier britannique de l'Asie centrale, sir Aurel Stein, comme l'éditeur et l'interprète qualifié des documents d'origine chinoise qu'il avait rapportés du Turkestan. Rien ne saurait mieux attester l'autorité sans rivale dont jouissait Chavannes; rien ne pouvait mieux la justifier que la promptitude, l'aisance supérieure avec lesquelles il s'acquitta d'une mission ardue.

« Les monuments du Turkestan l'acheminaient vers d'autres renouvellements encore. Préparé par les solides études philosophiques de son début à l'exploration et à l'intelligence des mouvements de pensée, on le vit s'unir à Pelliot pour publier et interpréter un important document manichéen qui, grâce au plus savant commentaire, projeta des clartés inattendues sur un grand courant d'histoire religieuse qu'enveloppent tant d'obscurités.

« Jusque dans la littérature des fables et des contes dont ses études bouddhiques lui ménageaient l'accès, il se plut à poursuivre patiemment cette histoire si attachante, si subtile aussi, des transmissions littéraires et des emprunts internationaux. Il y a quelques semaines à peine, à la Société asiatique, jalouse d'en hâter la publication, il annonçait l'achèvement du dernier volume de ses cinq cents contes et apologues. C'est pour nous une mélancolique consolation de penser que notre Société aura été ainsi mêlée à l'une de ses suprêmes préoccupations comme elle avait été en quelque mesure, associée à ses premiers efforts.

« Pas à pas, nous avons suivi avec une fierté heureuse la carrière si variée et si forte de l'homme qui, avec un éclat nouveau, avait su renouer la lignée illustre de nos grands sinologues. Comment, en cette heure d'affliction, ne pas nous glorifier de l'honneur dont il laisse l'héritage à nos études et à notre pays? De près, nous l'avons vu au travail, nous l'avons vu, aussi, aux prises avec l'angoisse patriotique dont est tissée, pour nous tous, la trame de ces terribles années. Nous savons combien elle a miné ses forces. Son sentiment très haut du devoir s'était exalté encore à la pensée des responsabilités plus pressantes qu'imposaient à chacun les épreuves de la patrie. A ses amis inquiets qui, dans les derniers mois, le suppliaient de s'accorder un peu de trêve, il ne répondait que par une résolution plus âpre de se consacrer, comme en un sursaut passionné de travail, au pays dont il se désolait de ne pouvoir servir directement la défense.

« Le pays, Messieurs, il nous appartient de le proclamer sur cette tombe, il l'a vaillamment, généreusement servi. Non moins qu'une intelligence lumineuse, Chavannes fut — don plus précieux et plus rare — une volonté. Dès ses débuts, sa vocation est dirigée par une volonté pleinement consciente; à tous les problèmes qui l'occupent il s'attaque en vertu d'une décision méditée; incessamment et sans jamais fléchir, sa volonté lutte contre les épreuves d'une santé délicate. Jamais le ressort de son application puissante et tenace n'a connu une défaillance.

« Mais cette force se parait à un degré rare d'harmonie et de bienveillance. Le beau souci presque

anxieux de la mesure! L'expression contenue et comme enveloppée s'éclairant d'un sourire dont ceux qui le connaissaient bien sentaient tout le prix de grâce amicale; la parole toujours nette, rebelle aux formules excessives et voyantes dont notre temps est prodigue, tout en lui éveillait cette impression de simplicité forte, de gravité morale qui, dès sa jeunesse rayonnait de lui comme le trait caractéristique.

« Même en ce moment où j'ai le devoir d'apporter mon hommage à une activité brillante et à une belle renommée, vous permettrez, Messieurs, au témoin de toute sa vie scientifique, au représentant d'une Société où nous rapprochait la sympathie des occupations communes, d'arrêter son suprême adieu sur l'image familière de l'ami sûr et discret, de l'esprit élégant et sage, de l'homme scrupuleusement droit et foncièrement bon dont le souvenir nous restera inviolablement cher et sacré. »

### JULES CHARLES-ROUX

Au commencement de mars notre Comité a perdu en M. Jules Charles-Roux, né à Marseille en novembre 1841, un homme qui devait nécessairement appartenir à une association comme la nôtre non seulement par la direction d'une grande partie de son activité mais encore par les idées de bien et de progrès publics qui inspirèrent toute sa carrière.

Celle-ci fut dans la diversité de ses manifestations d'une unité parfaite car tous les objets de l'activité de M. Jules Charles-Roux s'entraînaient nécessairement les uns les autres du moment où il avait assez d'énergie pour en dépenser sur tant d'occupations. M. Jules Charles-Roux fut désigné, alors qu'il avait moins de vingt-cinq ans, comme adjoint au secrétaire général de la Chambre de Commerce de Marseille, pour aller visiter les travaux du canal de Suez. C'était comme un début symbolique de sa longue carrière qui devait être consacrée au développement de notre marine, à celui des industries marseillaises et des Colonies dont la mise en valeur devait contribuer à élargir la vie de la ville natale de M. Jules Charles-Roux: on peut dire que celui-ci n'a jamais cessé de penser à sa patrie particulière, Marseille, dans la grande patrie nationale. Il fit son éducation d'homme d'affaires et d'homme public à la Chambre de Commerce de Marseille. Il devint conseiller municipal, puis conseiller général des Bouches-du-Rhône. Enfin, en 1889, il entra comme député de ce département au Palais Bourbon.

C'est alors que son activité se révéla tout entière. M. Jules Charles-Roux eut fort à faire pour sauvegarder dans une Chambre extrêmement protectionniste une partie au moins des libertés commerciales que son expérience lui avait montré absolument nécessaires au développement du pays. Il réussit à obtenir l'entrée en franchise des matières premières. Sa carrière parlementaire fut marquée par des rapports sur les budgets des ministères du Commerce et des Colonies, résumés singulièrement clairs et dans lesquels les intérêts de nos grands ports, ceux de notre marine marchande et la mise en valeur de notre



domaine colonial étaient défendus par une force remarquable.

\* \* \*

Après quelques années M. Jules Charles-Roux abandonna la vie politique, mais ce fut pour se consacrer avec plus de vigueur que jamais à la défense des intérêts auxquels il appliquait toute son énergie. En 1889 il était entré au conseil d'administration de la Compagnie du canal de Suez. Il devint membre du Comité de direction en 1893 et enfin vice-président en 1896.

En 1900 il fut le créateur de la section coloniale à l'Exposition universelle et il prépara l'Exposition coloniale qui eut lieu à Marseille en 1906 et qui fut un résumé si saisissant des « possibilités » de notre domaine d'outre-mer. M. Jules Charles-Roux appartenait à cette époque à toutes les associations qui s'occupaient du développement des colonies et il devint président de l'Union Coloniale après la mort de M. Mercet.

Son travail de défense et de propagande ne fut pas moins actif dans le domaine de la marine marchande que dans celui de l'expansion coloniale. En 1904, il devenait président du Conseil d'administration de la Compagnie générale transatlantique et des Chantiers et ateliers de Saint-Nazaire. Toute une série d'autres présidences de chantiers et de compagnies de navigation venaient ajouter au rôle qu'il jouait dans notre navigation comme esprit dirigeant de la principale Compagnie maritime française des mers occidentales. C'est en grande partie à lui que la Compagnie transatlantique, qui avait traversé une période très difficile, dut de manifester une grande vitalité et de reprendre avec énergie la lutte contre les compagnies étrangères. Il obtint les subventions nécessaires pour construire des unités capables de porter dignement le pavillon français dans la rude concurrence de la navigation du Nord-Atlantique. Après la *Provence* vint la *France* de 24.000 tonnes et des paquebots mixtes comme le *Chicago* et le *Rochambeau* qui permettent à la fois des transports confortables de passagers et une exploitation commerciale suffisamment fructueuse.

Dans ces dernières années M. Jules Charles-Roux était devenu président du Comité des Armateurs de France qui pendant la guerre a été appelé à collaborer dans un esprit si patriotique à la défense nationale, laquelle dépend dans une si large mesure de nos transports maritimes. On peut d'ailleurs regretter que les avertissements donnés si fréquemment par M. Jules Charles-Roux, quand il rappelait aux Pouvoirs publics et à l'opinion la nécessité vitale d'une marine marchande nombreuse, n'eussent pas été mieux écoutés. En 1917 encore il avait, dans des articles à la *Revue des Deux Mondes* et dans une conférence à la *Société d'économie politique de Paris*, montré ce qu'il appelait « le péril de notre marine » et, il y a quelques mois à peine, il a publié un livre sur cette question dans la préface duquel il écrivait : « Je serais heureux si je pouvais convaincre mes lecteurs de la grandeur du danger. C'est non seulement la continuation de la guerre en vue d'un but

fructueux qui est en jeu, mais encore le relèvement économique de la France après la victoire. Ce relèvement dépend en effet des dispositions que les Pouvoirs publics sauront prendre pour assurer à notre pavillon la place qu'il mérite. »

Nous venons de dire un mot des écrits dus à la plume de M. Jules Charles-Roux. Cet homme d'une activité si diverse défendait en effet ses idées non seulement dans des conférences et dans des expositions, comme celles par lesquelles il s'efforça de vulgariser en France l'idée coloniale, mais encore par des articles de périodiques et des livres. C'est ainsi qu'en 1898, peu de temps après sa sortie du Parlement, il avait publié un livre : *Notre marine marchande* qui était un exposé complet des maux de notre marine marchande et des méthodes qu'on aurait dû dès lors employer pour les guérir.

En 1892, M. Jules Charles-Roux avait déjà publié une manière de compte rendu de ses efforts sous le titre de : *Vingt ans de vie publique*, dans lequel il abordait toutes les questions qu'il avait été amené à traiter. Il écrivit d'ailleurs assez fréquemment des articles dans le *Temps*, les *Débats*, la *Revue des Deux Mondes*.

\* \* \*

Comme beaucoup d'autres hommes de grande activité, M. Jules Charles-Roux eut ses occupations de loisir. Il aimait, nous l'avons dit, passionnément sa petite patrie et non seulement il lui montra son attachement en jouant un rôle important dans la direction des industries marseillaises telles que les raffineries, mais encore il avait voué à l'originalité et à la culture de la Provence un culte touchant. Il lui consacra quelques ouvrages : *Les Légendes de Provence*, *Le Costume Provençal* eurent un légitime succès. Ajoutons que M. Jules Charles-Roux fut un collectionneur d'objets et de tableaux provençaux dans son château de Sausset, sis parmi des pinèdes au bord du golfe de Marseille et qu'il eut toute sa vie le goût du félibrige et la coquetterie d'une grande amitié pour Frédéric Mistral.

Il est difficile de résumer en quelques lignes une carrière si complexe dans son unité : il faudrait encore citer les œuvres sociales de M. Jules Charles-Roux : restaurants, coopératives et autres créations du même genre destinés à faciliter la vie des classes les moins favorisées de la société. M. Jules Charles-Roux fut de ces hommes pour qui l'argent n'est pas un but mais un moyen, l'expression du succès et non pas son objet même. En un mot il appartenait à cette catégorie de personnages qui font surgir la richesse et sa perte est particulièrement sensible à un moment où nous pouvons prévoir une période pendant laquelle les « excitateurs » de son genre, les créateurs d'action seront nécessaires si l'on veut que le pays puisse se relever et grandir malgré le fardeau écrasant que la guerre aura placé sur ses épaules, même lorsqu'elle aura produit tous les résultats que nous devons en espérer.

R. C.



## LE MYRE DE VILERS

Le 10 mars dernier, le Comité de l'Asie française déjà si cruellement éprouvé depuis le commencement de la guerre, a été mis en deuil une fois encore par la mort de M. Le Myre de Vilers.

Il ne saurait être question, dans une revue spécialisée comme l'*Asie française*, de raconter l'ensemble de la vie de Charles-Marie Le Myre de Vilers. Celui qui vient de disparaître à quatre-vingt-cinq ans, après une existence singulièrement active et fort bien remplie, n'a pas en effet marqué sa trace qu'en Asie; il l'a également marquée en Afrique, où il a passé quelques-unes des années les plus importantes de sa brillante carrière. En insistant sur le rôle joué par M. Le Myre de Vilers en Algérie, et surtout à Madagascar, nous sortirions du cadre de cette revue. Nous y demeurerons enfermé, au contraire, en rappelant en quelques mots les principales étapes et — si l'on peut ainsi parler — les grandes lignes de la vie de M. Le Myre de Vilers avant d'insister sur le rôle joué par lui en Indochine et sur la manière dont, une fois définitivement sorti des cadres officiels, il a continué de servir son pays.

\* \* \*

C'est dans la calme et riante vallée du Loir, dans cette petite ville de Vendôme qui sommeille depuis longtemps, autour de sa superbe collégiale bénédictine, à l'ombre des ruines de son vieux château féodal, fièrement campé sur une colline abrupte, que Charles-Marie Le Myre de Vilers est né le 17 février 1833. A cette époque relativement lointaine, toute animation n'avait pas encore cessé à Vendôme; située sur le grand chemin de Paris en Espagne, sur la route que suivaient naguère les pèlerins se rendant à Saint-Jacques de Compostelle, la vieille citée comtale n'était pas encore tombée dans cette sorte de torpeur dans laquelle elle est entrée à partir du jour où fut construite, plus au Sud, la grande voie ferrée de Paris à Bordeaux par Blois. Animée surtout, comme il est naturel, les jours de marché, Vendôme l'était encore les autres jours, et l'on y pouvait, dans les maisons construites sur les îlots que circonscrivent les bras du Loir, ou dans les faubourgs, rêver de voyages dans les pays lointains et d'expéditions aventureuses analogues à celles de ce Bellanger de Lespinay qui fut, au temps de Louis XIV, pendant la guerre de Hollande, le premier résident français à Pondichéry, avec François Martin.

Ce n'est pas ici le lieu de rechercher comment le jeune Le Myre de Vilers fut amené à embrasser la carrière de marin, à laquelle les tranquilles paysages du Vendômois ne semblent nullement préparer. Bornons-nous à constater ici que, dès le 1<sup>er</sup> octobre 1849, à l'âge de seize ans, Charles-Marie était déclaré admis à l'École navale et qu'il en devenait élève; il en sortait le 1<sup>er</sup> août 1851 en qualité d'aspirant de deuxième classe; rapidement, il devenait aspirant de première classe, puis enseigne de vaisseau. Quand il démissionna, le 8 mai 1861, il était déjà, à vingt-huit

ans, chevalier de la Légion d'honneur depuis deux ans (13 août 1859).

Une nature ardente comme celle de M. Le Myre de Vilers ne pouvait naturellement pas demeurer inactive; ni l'âge, ni le tempérament, ni l'intelligence, ni les goûts de notre collègue ne lui permettaient le repos. Aussi ne faut-il pas s'étonner de voir Le Myre de Vilers entrer très vite dans l'administration préfectorale. Il est sous-préfet de Joigny le 1<sup>er</sup> mars 1863, passe quatre ans plus tard à Bergerac et devient tôt après préfet d'Alger, le 11 novembre 1869, quelques mois avant la guerre franco-allemande. Celle-ci crée naturellement ce que nous n'osons pas, par suite de la gravité des circonstances, appeler « un intermède » dans la carrière administrative de M. Le Myre de Vilers. L'ancien marin qu'est le préfet actuel d'Alger ne peut pas admettre, en effet, de demeurer paisiblement à Alger alors que ses camarades concourent à la défense nationale; il sollicite donc et il obtient, en septembre 1870, l'autorisation de servir à nouveau avec son grade, et il est promu un peu plus tard lieutenant de vaisseau, puis officier de la Légion d'honneur. Mais voici, tôt après, la fin de la guerre; licencié en février 1871, Le Myre de Vilers rentre dans l'administration d'où les événements l'avaient tiré, et il y fait la plus brillante et la plus rapide carrière. Il devient en effet, successivement préfet de la Haute-Vienne en 1873, puis, sur l'initiative du général Chanzy, directeur général des affaires civiles et financières de l'Algérie et conseiller d'Etat en 1877; deux ans après, le 13 mai 1879, il est nommé gouverneur de la Cochinchine et ministre plénipotentiaire près la cour de Hué, et il remplit ces importantes et délicates fonctions jusqu'au jour, où, quelques mois après avoir reçu la cravate de commandeur de la Légion d'honneur, il est admis à faire valoir ses droits à la retraite (25 mai 1883).

Mais, à cinquante ans, M. Le Myre de Vilers est encore un homme très jeune, et il est un homme plein d'expérience; il est capable de rendre les plus grands services, et il ne tarde pas à en fournir des preuves nombreuses. C'est d'abord à Madagascar, où, en 1885, il est envoyé comme résident général; et où il demeure jusqu'au moment où, en 1889, il est mis en disponibilité; puis c'est au Siam, où il se rend, en 1893, dans des circonstances sur lesquelles nous reviendrons et où il signe le traité de Bangkok; c'est enfin à Madagascar, où il retourne en 1894 en qualité de ministre plénipotentiaire, et où il demeure jusqu'au moment où l'entente avec la cour de Tananarive devient absolument impossible.

Nommé ambassadeur honoraire, M. Le Myre de Vilers, grand officier de la Légion d'honneur depuis le 22 août 1888, fait bénéficier le Parlement des trésors de son expérience en matières administratives et coloniales. Depuis 1889, il y siège comme député de la Cochinchine; à partir de 1899, il y représente un département métropolitain, le Calvados, jusqu'en 1902. Alors après avoir joué son rôle dans les commissions parlementaires, après avoir rapporté le budget des colonies en 1900 (pour 1901), M. Le Myre de Vilers se retire de la vie politique, ce qui ne veut nullement dire de la vie active; pendant plusieurs années encore, dans des Sociétés savantes comme la Société de



Géographie, dans des Sociétés coloniales comme l'Asie française, dans des Sociétés humanitaires comme la Société antiesclavagiste, ailleurs également, M. Le Myre de Vilers joue un rôle très important. Puis, peu à peu, il se retire volontairement et laisse la première place à de moins âgés, tout en continuant à marquer son intérêt et à prodiguer ses conseils et ses services aux œuvres qui lui paraissent dignes de retenir son attention. Ce rôle, M. Le Myre de Vilers le joua encore durant les premières années de la grande guerre; mais un deuil particulièrement cruel et le chagrin causé par les vicissitudes de la lutte qui dure depuis bientôt quatre ans finirent par avoir raison d'une nature particulièrement solide, et dont la vigueur faisait naguère, comme la lucidité de l'intelligence et la vivacité de l'esprit, l'admiration de tous ceux qui approchaient M. Le Myre de Vilers.

\* \* \*

De cette existence si pleine et si féconde, par laquelle celui qui n'est plus s'est assuré une place dans l'histoire coloniale de notre pays, quelques épisodes sont (nous l'avons déjà indiqué) particulièrement intéressants pour les lecteurs de l'*Asie française*. Tel est, en premier lieu, celui qui se place entre 1879 et 1883 et qui a permis à M. Le Myre de Vilers de déployer, comme gouverneur de la Cochinchine, des qualités de tout premier ordre.

A certains égards, sa tâche lui était facilitée par l'œuvre de ses prédécesseurs. Les amiraux qui, depuis la conquête de la Cochinchine française, avaient été placés à la tête de la colonie, avaient travaillé de leur mieux au développement du pays dont ils étaient les gouverneurs et s'étaient efforcés d'assurer à la contrée l'essor auquel elle pouvait légitimement prétendre. De là une série de mesures de toute espèce, qui avaient été prises graduellement et qui avaient eu pour résultat, non pas seulement de rétablir le calme dans le pays, mais d'en assurer l'organisation et d'en préparer, voire même d'en amorcer la mise en valeur. A ces gouverneurs et à leurs collaborateurs immédiats, les marins administrateurs que furent les Aubaret, les Luro, les Philastre, les Vial et d'autres encore, remonte cette première organisation de l'administration indigène, qui a tant contribué aux progrès et à la prospérité de la Cochinchine; ils améliorèrent et multiplièrent les voies de communication: canaux et routes; ils firent des travaux de drainage et d'assainissement dans les régions basses et insalubres; par l'ouverture d'écoles, ils travaillèrent à donner satisfaction au désir ardent d'instruction des indigènes. C'est à eux enfin qu'est due cette exploration scientifique du Mékong, dont Doudart de Lagrée et Francis Garnier furent les chefs, et dont les conséquences de toute nature sont vraiment incalculables.

Tant de services auraient peut-être amené le gouvernement métropolitain à continuer de recourir en Cochinchine à la collaboration des amiraux si, depuis quelques années déjà, les derniers d'entre eux n'avaient suivi, à propos de l'affaire du Tonkin, une politique montrant nettement une ignorance des affaires chinoises capable de porter un coup fatal à l'influence française en Annam. Avec un gouverneur

civil assisté par un fonctionnaire des Affaires étrangères, devait nécessairement disparaître la dualité qui avait jusqu'alors existé entre la politique des amiraux-gouverneurs de la Cochinchine et celle de nos ministres en Chine; désormais plus de concessions impolitiques faites par les premiers à l'Annam, comme la licence d'envoyer un ambassadeur à Pékin, ce qui contrecarrerait singulièrement l'action de la légation de France dans la capitale de l'Empire chinois. D'autre part, quel fonctionnaire, mieux qu'un ancien officier de marine comme M. Le Myre de Vilers, pouvait faciliter la transition du gouvernement des amiraux à un gouvernement civil?

Les événements justifiaient le choix fait par le gouvernement de la métropole. Avec la collaboration de M. Raindre, second secrétaire d'ambassade, M. Le Myre de Vilers travailla de son mieux, sans jamais se décourager, mais parfois sans grand succès, à remédier aux conséquences néfastes que la politique des amiraux avait engendrées à la cour d'Annam. On sait quelles étaient ces conséquences: « l'absence de communications directes entre le roi et notre chargé d'affaires, et la tendance de la cour de Hué à chercher dans ses anciennes relations avec la Chine un moyen d'échapper à notre prépondérance exclusive (1) »; de tout son pouvoir, le gouverneur de la Cochinchine s'efforça d'y porter remède. S'il ne put empêcher une ambassade annamite de partir en 1880 pour Pékin, du moins parvint-il à convaincre le gouvernement siamois de se comporter autrement dans ses rapports avec l'Annam et amena-t-il la Cour de Bangkok à recourir à notre intermédiaire pour envoyer ses cadeaux à l'empereur Tu-Duc (1882). Enfin, de toutes ses forces, M. Le Myre de Vilers s'appliquait à suivre au Tonkin une politique favorable aux intérêts de la France et néanmoins absolument conforme aux vues du gouvernement métropolitain. On n'a pas oublié les termes de ses instructions au commandant Rivière en date du 17 janvier 1882: « Vous connaissez, mon cher Commandant, les vues du gouvernement de la République; il ne veut à aucun prix faire, à quatre mille lieues de la France, une guerre de conquête qui entraînerait le pays dans de graves complications. C'est politiquement, pacifiquement, administrativement, que nous devons étendre et affermir notre influence au Tong-King et en Annam (2)... » Il n'a pas tenu, on le sait, à M. Le Myre de Vilers que les événements ultérieurs ne se produisissent pas; il a fait tout le possible pour obéir strictement aux instructions qui lui avaient été envoyées de Paris en même temps que pour fournir au gouvernement métropolitain toutes les indications — c'est-à-dire tous les renseignements et aussi tous les conseils — susceptibles de le mettre à même d'agir au mieux des intérêts français.

Ce n'est pas seulement de cette manière que M. Le Myre de Vilers a rempli tout son devoir et s'est montré, dans l'exercice de ses fonctions, digne de la con-

(1) Lettre de M. Le Myre de Vilers au ministre de la Marine, Saigon, 24 août 1879, citée par HENRI CORDIER: *Histoire des relations de la Chine avec les puissances occidentales*, t. II, p. 292.

(2) *Livre Jaune sur les Affaires du Tonkin* (Première partie: 1874-décembre 1882), p. 202. Cf. H. CORDIER, *ouv. cité*, t. II, p. 345-346.



fiance que le gouvernement français lui avait témoignée. Non content d'être pour le ministère des Affaires étrangères un collaborateur assidu, précieux et attentif à la fois, le premier gouverneur civil de la Cochinchine a entendu exercer dans son domaine propre et dans les limites de sa compétence une action vraiment utile, profitable à la fois pour la métropole et pour la colonie à la tête de laquelle il était placé. Certes, les idées qui avaient cours aux environs de l'année 1880, et qui étaient les siennes propres, sont aujourd'hui singulièrement discutées; la politique d'assimilation, alors si en faveur, est maintenant délaissée pour la politique d'éducation et de collaboration, d'association dit-on aussi; de là résulterait, pour qui voudrait juger l'œuvre de M. Le Myre de Vilers avec les idées actuelles, l'énonciation de certaines réserves, sinon de certaines critiques. Mais il y aurait vraiment injustice à se comporter ainsi à l'égard de celui qui vient de disparaître: désormais, M. Le Myre de Vilers appartient à l'histoire; c'est donc en tenant compte des idées de son époque, et non pas des idées de la nôtre, que son œuvre doit être étudiée et appréciée.

Sous quelque angle qu'on l'envisage, cette œuvre est singulièrement féconde. Elle l'est en particulier dans l'ordre administratif, où M. Le Myre de Vilers, pleinement édifié sur les abus de pouvoir engendrés peu à peu par le système instauré au moment de la conquête française du pays, a travaillé résolument à introduire en Cochinchine une organisation conforme aux principes alors en faveur. De là, une série de décrets rendus sur sa proposition, décrets dont l'étude, très intéressante, nous entraînerait trop loin, mais dont il faut du moins dire ici qu'ils ont complètement modifié l'organisation de la colonie gouvernée par M. Le Myre de Vilers. Décret du 3 février 1880, instituant dans la Cochinchine française un conseil colonial qui a été modifié depuis lors à différentes reprises, mais dans lequel, dès le début, sont représentés les indigènes; décret du 4 mai 1881, modifiant le système administratif de la colonie, et lui substituant (suivant les termes mêmes de cet acte) « un régime d'administration directe se rapprochant autant que possible du droit commun »; décret du 25 mai suivant, poursuivant l'œuvre commencée et réalisant la séparation des deux pouvoirs administratif et judiciaire, confondus jusqu'alors comme l'acceptaient les coutumes indigènes; décret de la même date encore, déterminant les conditions dans lesquelles les indigènes de la Cochinchine pourront obtenir la naturalisation française, « le gouvernement de la République devant favoriser le rapprochement des Annamites et les élever du rang de sujets à celui de citoyens français », voilà les principales mesures prises par le gouvernement métropolitain sur l'initiative et à l'instigation de M. Le Myre de Vilers en qui on doit voir — son livre sur les *Institutions civiles de la Cochinchine* en fait foi — le vrai fondateur des institutions civiles de la colonie.

Il faut encore signaler ici, comme dues à l'initiative de M. Le Myre de Vilers ces importantes missions d'étude et d'exploration que les Néis, les Aymonier, les Delaporte, et surtout Auguste Pavie (qui préludait déjà à ses voyages ultérieurs) ont commencé de remplir avec l'appui du premier gouverneur civil de la Cochinchine, pour le plus grand bénéfice de la science

géographique, pour celui de la France, et pour le très réel profit du pays qui en était le point de départ. Grâce à M. Le Myre de Vilers, la Cochinchine française était au mois de mai 1883, lorsque son gouverneur la quitta à la suite de conflits avec un inspecteur général des services administratifs de la Marine, pleinement en mesure de servir de base à la France lors de ses démêlés avec la Chine à propos de l'affaire du Tonkin.

\*  
\* \*

Celui dans lequel d'aucuns ont vu, non sans raison, « le grand gouverneur » de la Cochinchine n'a pas seulement travaillé de toutes ses forces, entre 1879 et 1883, à consolider la domination française en Extrême-Orient. A un autre moment encore, en 1893, dix ans après avoir quitté cette Cochinchine où il avait laissé d'inoubliables souvenirs et qu'il représentait à la Chambre des députés depuis 1889, M. Le Myre de Vilers a contribué avec succès à la même œuvre.

C'est au Siam qu'il a déployé cette fois ses qualités de décision et d'énergie.

Naguère — on l'a vu tout à l'heure — il s'était déjà trouvé en relations avec la Cour de Bangkok, et il avait obtenu d'elle qu'elle se « conformât aux traités conclus en 1874, qui interdisent à l'Annam d'entretenir des relations directes avec toute autre puissance que la France (1) »; mais combien différente de ce qu'elle était en 1880 était en 1893 l'attitude des Siamois! Profitant de notre indifférence, comptant sur l'appui au moins moral de l'Angleterre pour les soutenir contre nos revendications et nos protestations les Siamois n'avaient pas hésité à empiéter sur les territoires de la vallée du Mékong soumis à notre influence; ils avaient envahi, sous différents prétextes, les possessions de nos nouveaux vassaux, et en particulier le Laos annamite, et jamais ils n'avaient répondu aux protestations françaises que par des promesses purement platoniques. L'assassinat de l'inspecteur de la garde civile indigène, Groscurin, à Kien-kec en juin 1893, décida le ministère français — déjà résolu à « ne plus tolérer et au besoin à prévenir la violation des droits de la France », méconnus par le Siam (2) — à intervenir avec énergie; et c'est M. Le Myre de Vilers que M. Develle, ministre des Affaires étrangères, chargea de se rendre à Bangkok en mission extraordinaire pour y « poursuivre, s'il est possible, le règlement amiable des questions actuellement pendantes (3). » Des instructions très nettes et très précises, rédigées sous l'inspiration de MM. Hanotaux et Delcassé, étaient remises à notre ministre plénipotentiaire, en même temps que les pouvoirs les plus étendus. « Vous aurez, lui disait M. Develle, à réclamer du gouvernement siamois: 1° la reconnaissance de nos revendications territoriales sur la rive gauche du Mékong; 2° les réparations dues pour les

(1) Expressions du ministre de la Marine, dans une lettre à M. Le Myre de Vilers en date du 28 février 1882 (H. CORDIER, *ouv. cit.*, t. II, p. 298).

(2) Paroles de M. Develle à la chambre des députés, le 18 juillet 1893.

(3) Lettre de M. Develle à M. Le Myre de Vilers, Paris, 8 juillet 1893 (MARCEL DUBOIS et AUG. TERRIER: *Un siècle d'expansion coloniale*, p. 900).



incidents que je viens de rappeler, ainsi que le paiement d'une indemnité... Le gouvernement conserve l'espoir qu'il ne sera pas nécessaire de recourir à des mesures de coercition;... il compte sur votre tact et votre fermeté pour amener la Cour de Bangkok à donner satisfaction à nos légitimes revendications (1). » M. Le Myre de Vilers devait donc (selon ses expressions) « exiger du gouvernement siamois les réparations qui nous étaient dues et régler les difficultés pendantes. »

Ce n'est pas ici le lieu de rappeler comment furent déjouées ces prévisions, grâce à « des ordres télégraphiques adressés à la division navale, insuffisamment clairs, mal transmis, ou retardés. » On ne dira pas davantage ici comment, au lendemain même du jour où M. Le Myre de Vilers, muni de ces instructions, s'embarquait pour le Siam, la division navale d'Extrême-Orient, commandée par l'amiral Humann, était attaquée par les Siamois tandis qu'elle remontait le Ménam jusqu'à Paknam, le 13 juillet 1893, comme l'article 15 du traité du 15 octobre 1856 lui en donnait le droit (2). On sait ce qui suivit : à l'ultimatum signifié par M. Auguste Pavie à la Cour de Bangkok le 20 juillet, celle-ci ne répondit que de mauvaise grâce, et tardivement, dix jours après que notre ministre eut remis au gouvernement siamois le texte même de cet ultimatum. Mû par le désir de ne pas pousser les choses à l'extrême, conscient des difficultés d'une situation très délicate (3), le gouvernement français n'aggrava pas les conditions précédemment stipulées par lui; mais il profita de leur acceptation par la Cour de Bangkok pour prier M. Le Myre de Vilers de conclure un arrangement définitif avec les Siamois. Le député de la Cochinchine, qui attendait à Singapore les ordres de ses chefs hiérarchiques, s'empessa d'y obtempérer; le 16 août, il arrivait dans la capitale du Siam, où le ministre résident de France, M. Pavie, l'avait précédé de quelques jours.

A quelle mauvaise volonté, à quels atermoiements se heurta notre ministre plénipotentiaire, personne ne l'a oublié; M. Le Myre de Vilers l'a naguère, d'ailleurs, donné lui-même à entendre dans un article de la *Revue des Deux Mondes* (4). Derrière le Siam se trouvait l'Angleterre, décidée à affirmer son autorité toute puissante, fallût-il, pour ce faire, avoir recours à la guerre. « Si les Siamois étaient humiliés (a raconté M. Le Myre de Vilers), ils n'avaient pas perdu la face et, confiants dans la protection de leur puissant allié, s'efforçaient de se dérober aux engagements de l'ultimatum notifié par l'amiral Humann et tout d'abord accepté par eux. A son débarquement, le représentant de la République fut abreuvé de mauvais procédés; le roi, afin de ne pas le recevoir, se retira à

Bang-païn, dans sa villa du haut Ménam. Pour faire respecter sa dignité et vaincre l'obstination de Sa Majesté, notre agent dut refuser d'entrer en communication officielle ou officieuse avec le gouvernement siamois, tant qu'il n'aurait pas obtenu une audience solennelle. Le ministre des Affaires étrangères, le prince Devawangse, demi-frère du roi, souleva difficultés sur difficultés; pendant un mois, sous prétexte de maladie, les conférences furent interrompues.

« En réalité, c'était le Foreign Office qui dirigeait les négociations. Si la moindre divergence de vues se produisait à Bangkok, à Paris, l'ambassadeur d'Angleterre intervenait près de notre ministre des Affaires étrangères, et se plaignait des exigences du plénipotentiaire. Celui-ci ne pouvait même pas correspondre régulièrement avec son gouvernement, les lignes télégraphiques de Saïgon et de Maulmein, soi-disant en réparation, ne laissaient pas passer ses télégrammes; ils devaient emprunter la voie Malte-Singapore avec transbordement sur caboteurs. A mesure que nous faisons des concessions, les prétentions des Siamois s'accroissaient : un peu plus, ils nous auraient demandé des excuses ». Il fallait donc soustraire, à tout le moins pendant quelques heures, la Cour de Bangkok aux conseils du gouvernement britannique. Pendant tout un temps, M. Le Myre de Vilers en chercha sans succès le moyen, puis il finit par le trouver. Alors, le 29 septembre, fort des termes mêmes de ses instructions et de son énergie coutumière, il remit au prince Devawangse le texte du traité qu'il proposait à l'acceptation du gouvernement siamois, déclarant devoir partir de Bangkok sans tarder si les termes mêmes de ce texte n'étaient pas acceptés dans les quarante-huit heures. « Le prince demanda une prolongation de délai, invoquant la nécessité de consulter verbalement le roi retourné à Bang-païn. C'eût été remettre la décision au Foreign Office, quarante-huit heures suffisant pour l'échange de télégrammes avec Londres. Aussi le plénipotentiaire maintint-il sa déclaration ». Acculé par ce véritable ultimatum, le gouvernement siamois céda, malgré les insistances du consul britannique, le capitaine John, et du conseiller belge, M. Rollin-Jacquemin, comprenant enfin qu'il était impossible d'é luder davantage sans courir une périlleuse aventure; le 1<sup>er</sup> octobre 1893 à 9 heures, c'est-à-dire à l'heure même de l'avant-veille par M. Le Myre de Vilers, était accepté, sans modifications, le traité franco-siamois dont le texte avait été remis le vendredi 29 septembre par le plénipotentiaire français au premier ministre.

Le traité du 3 octobre 1893 a été un incontestable succès, puisqu'il a fait triompher nos revendications, du moins dans la limite où il avait convenu au gouvernement d'alors de les concevoir et de les présenter : M. Le Myre de Vilers avait rempli avec fermeté et habileté le mandat qui lui avait été confié. Il est permis cependant de regretter la manière à la fois insuffisante et agaçante dont nos difficultés avec le Siam étaient réglées. Nous ne faisons pas rendre au Cambodge les provinces qui lui avaient été arrachées par le Siam. Au lieu de droits mal définis et fertiles en conflits dans une zone de 25 kilomètres sur la rive droite du Mékong, nous aurions dû, une bonne fois,

(1) MARCEL DUBOIS et AUG. TERRIER, *ouv. cité*, p. 301; Cf. H. CORDIER, *ouv. cité*, t. III, p. 113-114.

(2) Il n'est sans doute pas inutile de rappeler ici les termes de cet article; les voici : « Art 15. Les bâtiments de guerre français pourront pénétrer dans le fleuve et jeter l'ancre à Paknam, mais ils devront avertir l'autorité siamoise pour remonter jusqu'à Bangkok, et s'entendre avec elle relativement à l'endroit où ils pourront mouiller. »

(3) « Si nos renseignements sont exacts — et nous avons lieu de le croire — une rupture entre la France et l'Angleterre fut sur le point de se produire », a écrit M. Le Myre de Vilers.

(4) Le traité franco-siamois (*Revue des Deux Mondes*, 1<sup>er</sup> novembre 1902, p. 52-73). Nous avons tiré grand parti de cet article pour raconter cet épisode de la carrière de M. Le Myre de Vilers.



nous assurer dans le bassin de ce fleuve tous les territoires qui auraient été utiles à l'Indochine, et, cela fait, laisser le Siam tranquille et maître chez lui. Nous aurions évité ainsi des froissements, la nécessité de rouvrir des querelles et nous aurions donné à l'Indochine une meilleure conformation territoriale. Nous pouvons le dire sans revenir sur nos accords postérieurs avec le Siam, que notre Comité a loyalement acceptés après les avoir vivement discutés pendant les négociations, ni diminuer les mérites de M. Le Myre de Vilers, obligé de suivre la politique qu'il était chargé d'appliquer au Siam.

\* \* \*

*L'Asie française* devait — son nom même l'y oblige — particulièrement évoquer le souvenir de ces deux épisodes de la vie de celui qui vient de nous quitter. Ses préoccupations constantes, le souci qu'a notre Comité de l'avenir des indigènes de nos possessions d'Extrême-Orient lui font également un devoir de mettre en lumière quelques idées très chères à M. Le Myre de Vilers.

Non content d'être un administrateur colonial de tout premier ordre, celui-ci eût souhaité devenir un éducateur colonial. C'est que, autant, sinon mieux que personne, il comprenait la nécessité absolue de donner à tous ceux qui s'occupent des colonies, ou qui s'intéressent à leurs progrès, une éducation particulière vraiment solide. C'est qu'il comprenait la nécessité absolue, pour les métropoles européennes, de témoigner aux populations sujettes d'outre-mer une constante sollicitude, un désir ardent d'assurer leur bien-être matériel et moral. Or, comment les en convaincre, sinon par des actes? Et comment assurer la continuité de ces actes — condition indispensable du succès — sinon en leur obtenant, dans la métropole, la faveur du public éclairé? Voilà pourquoi M. Le Myre de Vilers a témoigné un constant intérêt à une œuvre comme l'Alliance Française, pourquoi il s'est employé de tout son pouvoir au plein succès de la mission française de la maladie du sommeil, et pourquoi il s'est occupé encore, pendant la grande guerre, du bien-être des soldats indigènes venus combattre sur le front français (on sait qu'il fut un des présidents d'honneur du « Comité d'assistance aux troupes noires »); voilà aussi pourquoi il désira, aux alentours de l'année 1900, devenir un éducateur colonial.

Mais comment l'être? Après avoir prêché d'exemple par ses actes, M. Le Myre de Vilers voulait encore servir les idées qui lui étaient chères en les propageant de toutes les manières: par la parole, dans les conversations particulières et dans les milieux spécialisés, et aussi — pour toucher un public plus étendu — par les écrits. S'il n'a pas, dans ce sens, rempli tout son programme, M. Le Myre de Vilers l'a du moins partiellement rempli. Educateur colonial, en effet, il l'a été en l'année 1900, lors de la tenue de ce Congrès international de Sociologie coloniale (6-11 août) dont il fut le président et dont, malheureusement, la première session n'a jamais été suivie d'une seconde. Avec quelle autorité M. Le Myre de Vilers a formulé, à ce moment, tout un programme de politique coloniale! « On ne colonise pas à coups de fusil, déclarait-

il, aux applaudissements de toute l'assistance, dans son discours d'ouverture. Une bonne politique indigène est la base de la prospérité coloniale. Elle consiste principalement à assurer la distribution d'une justice équitable, appropriée aux besoins du peuple conquis; à lui garantir la jouissance de ces biens et la liberté individuelle, dans la mesure de ses mœurs; à constituer l'outillage économique et à créer des instruments de crédit, si embryonnaires soient-ils; à mesurer l'impôt aux ressources des contribuables et à ménager les deniers publics.

« Partout où cette politique a été suivie, les résultats ont dépassé les espérances et la richesse s'est produite, s'est développée, avec une admirable rapidité: l'indigène, heureux, paisible, assuré du lendemain, s'attache à l'autorité ferme et paternelle qui la régit.

« Les gouvernements, Messieurs, sont tenus de suivre cette politique. En privant les natifs de leur indépendance nationale, ils ont pris vis-à-vis de leurs nouveaux sujets l'engagement moral de les faire jouir des bienfaits de la civilisation (1). »

Quelques jours plus tard, dans la séance de clôture de ce même Congrès, M. Le Myre de Vilers reprenait encore ces idées; il les condensait de la manière la plus heureuse et dans une formule en quelque sorte lapidaire. « Il est nécessaire, s'écriait-il alors, de traiter les natifs avec fermeté, justice et bienveillance. Ces trois termes ne s'excluent pas les uns des autres; ils doivent toujours s'unir pour arriver aux résultats que l'on désire (2). »

On pourrait retrouver ailleurs, tantôt plus et tantôt moins développées, ces idées essentielles, base de ce que M. Le Myre de Vilers appela un jour, d'un mot particulièrement expressif, le « Code moral des gouvernements de domination. » Il les a énoncées en particulier avec une remarquable ampleur dans le rapport qu'il a présenté à la Chambre des députés sur le budget des Colonies pour l'exercice 1901 (3). On ne saurait trop insister sur l'importance de cet excellent travail; à défaut de ce petit manuel de politique coloniale que M. Le Myre de Vilers a songé un moment à composer et qu'il n'a malheureusement jamais écrit, c'est là qu'on trouvera énoncées sous leur forme la plus complète les idées du premier gouverneur civil de la Cochinchine sur la politique coloniale. Aussi peut-on en quelque façon voir dans ce document parlementaire le testament colonial de M. Le Myre de Vilers.

Nous aimerions pouvoir en citer de nombreux extraits; à défaut des pages que nous ne saurions reproduire ici, donnons-en du moins quelques lignes qui constituent le développement de certaines idées énoncées succinctement par M. Le Myre de Vilers au Congrès de Sociologie Coloniale: « Une colonie tropicale de domination, dit-il expressément, est inattaquable si les indigènes sont fidèles. En effet, l'adversaire isolé sur une plage insalubre, privé de vivres frais, entouré de

(1) Exposition universelle internationale de 1900. Congrès international de Sociologie coloniale, tenu à Paris du 6 au 11 août 1900. Tome I: Rapports et Procès-verbaux des séances, p. 163.

(2) Congrès international de sociologie coloniale, t. I, p. 433.

(3) Journal officiel, 10 novembre 1900, p. 1751-1809, annexe n° 1856.



partisans, sera incapable d'agir et ne tardera pas à se rembarquer, après avoir perdu une partie de ses troupes. Au contraire, si les habitants sont hostiles, le dominateur ne pourra résister à l'ennemi de l'intérieur et à celui de l'extérieur et sera obligé de se retirer dans les places fortes. Coupé dans ses communications, ne recevant plus de relève, ses effectifs fondront rapidement et il devra capituler.

« La défense des colonies est beaucoup plus une question d'administration et de politique indigène qu'une question militaire ; les puissances qui veulent conserver leurs possessions doivent traiter leurs sujets avec fermeté et humanité, leur distribuer une bonne justice, se les attacher par l'intérêt. » (p. 1752.)

\* \*

Que d'autres services, moins connus, mais d'une inestimable valeur, M. Le Myre de Vilers a rendus à la cause coloniale et à la France ! C'est la fondation de ces *Excursions et Reconnaissances*, dont les 32 numéros, publiés à Saïgon de 1879 à 1890 constituent une mine inestimable de renseignements sur la Cochinchine et sur toute l'Indochine orientale. C'est la libérale communication de ses papiers à des historiens comme M. P. Cultru, à M. Jean Darsy ; c'est un conseil à celui-ci, un encouragement à celui-là, un coup d'épaule donné à tel autre, qui s'était montré digne de l'appui de M. Le Myre de Vilers. Tout en définitive — et on s'en apercevra mieux avec le recul de l'histoire — tout permet de saluer dans celui qui vient de disparaître un homme de grand cœur et de grande expérience, de grande énergie et de ferme volonté, de sens très solide et de remarquable clairvoyance, dans lequel la postérité verra un excellent colonial et un excellent Français.

HENRI FROIDEVAUX.

## LES PROBLÈMES DE L'EST ET L'ENTENTE

Pour bien comprendre le caractère de l'offensive allemande du 21 mars et prévoir l'énergie désespérée avec laquelle elle sera reprise jusqu'à impossibilité totale de la continuer, il faut se rendre compte de l'exaltation et des espérances que l'Orient inspire aujourd'hui à l'Allemagne. Elle n'y trouve plus rien devant elle. Si elle est libre de se consacrer à l'utilisation de la chance que lui a donné l'effondrement de la Russie, elle peut espérer organiser les territoires laissés en déshérence par l'Empire russe, dominer sans conteste la Turquie, étendre son influence prépondérante sur la Perse, menacer l'Inde, aller peut-être plus loin encore. Comme l'a dit le Président Wilson dans le discours qu'il a prononcé le 6 avril à Baltimore, pour l'anniversaire de l'entrée en guerre des États-Unis : « L'Allemagne travaille

à se bâtir un empire qui, non seulement pèsera sur toute l'Europe, mais encore dominera en fin de compte la Perse, l'Inde et les nations de l'Extrême-Orient. »

C'est-à-dire qu'entre l'Allemagne et son hégémonie sur le monde et entre l'oligarchie dominante et la confirmation, par le plus éclatant succès, de son règne sur l'Allemagne elle-même, il n'y a plus que l'épaisseur du front occidental. Comment s'étonner de ce que l'ennemi ne recule devant aucun sacrifice pour le briser ? Le désir de pouvoir réaliser en toute tranquillité à l'Est et la crainte de voir l'occasion se perdre à mesure qu'interviendra la force américaine à laquelle on a fini par croire en Allemagne, telles sont évidemment les deux premières explications de la fureur de l'effort allemand contre les armées anglaise et française.

\* \*

Il suffit de considérer comment l'Orient est livré aujourd'hui à l'impérialisme germanique pour voir que nous n'exagérons pas. Jamais Alexandre opposant sa phalange aux hordes inorganiques de l'Asie ne put se sentir un conquérant oriental plus assuré que Guillaume II libre d'envoyer ses bataillons solides aussi loin qu'il le voudra à travers l'inconsistante poussière de la Russie de la Révolution. Jamais Bonaparte, cet autre romantique de l'impérialisme, n'avait pu penser à l'Orient d'une manière plus démesurée. Le *Drang nach Osten* ne voit plus sur sa route aucun obstacle cohérent : il n'a plus à vaincre que le désordre et l'espace. Or le désordre, l'Allemagne croit que c'est sa mission divine de le remplacer partout par le carcan de sa discipline, et la vapeur et l'électricité ont singulièrement diminué les facultés de résistance qu'avait encore l'espace au temps de Napoléon.

Nous voyons l'Allemagne développer partout à l'Est, de l'océan Arctique à la Méditerranée, la politique des « possibilités » qui lui sont ouvertes. Profitant de l'intolérable régime que le bolchevisme faisait régner en Finlande et de la longue propagande allemande dans ce pays, évincant le protecteur suédois possible, elle a pris sous sa tutelle la Finlande « blanche » et l'aide à écraser la Finlande « rouge » dont le gouvernement n'était qu'une orgie menée avec le concours de la soldatesque maximaliste russe. Ainsi se poursuit au Nord du golfe de Finlande l'œuvre d'étouffement de la Russie que l'annexion plus ou moins déguisée de la Courlande, de la Livonie et de l'Esthonie doit commencer au Sud. Mais de plus la politique finlandaise de l'Allemagne tend à fermer aux Russes leur fenêtre sur l'océan Arctique en peussant le territoire de la Finlande, protectorat germanique, jusqu'à la mer Blanche et en coupant ainsi le nouveau chemin de fer de la côte Mourmane. L'Ukraine est occupée jusqu'aux gisements miniers du Donetz, qui fournissaient à la Russie 70 0/0 de son charbon et de sa fonte et 50 0/0 de son acier. On ne voit pas quelle force



peut empêcher l'Allemagne de pousser peu à peu jusqu'au Caucase par le Nord de la mer Noire. On voit même pour elle un moyen d'y arriver beaucoup plus vite que par la voie de terre, en se servant des eaux de cette mer elle-même : des forces allemandes peu nombreuses mais suffisantes pour s'ouvrir un chemin dans la déliquescence russe ont envahi la Crimée. Elles ont pris Sébastopol et sans doute mis la main sur la flotte russe qui sera désormais au service du kaiser — peut-être cette flotte va-t-elle tenter, avec le *Göben* des raids dans la Méditerranée. Ainsi, la marche de l'Allemagne à travers les ruines de la Russie est à la veille de lui assurer avec l'Asie un contact plus facile et des relations plus directes que celles qu'elle avait par l'intermédiaire de la Turquie domestiquée.

A moins de 500 milles de Sébastopol, sur une mer fermée où l'Allemagne et ses vassaux règnent maintenant sans conteste, est Batoum, porte de la Transcaucasie, reliée à la Caspienne et au Nord-Ouest de la Perse par la voie ferrée. Dans le traité même qui a été signé le 2 mars à Brest-Litovsk, et qui aggravait sur ce point le texte présenté le 21 février aux négociateurs maximalistes, les ambitions asiatiques de l'Allemagne sont déclarées. L'article 4 de cet instrument de démembrement cède dans la réalité sinon dans les mots les districts de Kars, Ardahan et Batoum à la Turquie. Voici comment, du moins à en croire le texte allemand du traité, tel qu'il a été télégraphié le 3 mars à Amsterdam, cet article 4 est conçu :

La Russie fera tout ce qui est en son pouvoir pour achever aussitôt que possible l'évacuation des provinces anatoliennes et assurer leur retour ordonné à la Turquie.

Les districts d'Ardahan, de Kars et de Batoum seront de même évacués sans délai par les troupes russes. La Russie ne se mêlera pas de la réorganisation ni des conditions constitutionnelles et internationales de ces districts mais laissera aux populations de ceux-ci le soin d'assurer cette réorganisation d'accord avec les Etats voisins et particulièrement avec la Turquie.

Pour bien assurer cet accord avec les populations géorgiennes et arméniennes des districts transcauciens rendus au bienfaisant régime turc quarante ans après le traité de San-Stefano la Turquie s'est empressée d'y faire entrer ses troupes. Dans les derniers jours d'avril on annonçait qu'elles avaient occupé Batoum. Ainsi l'Allemagne va avoir entre ses mains, directement ou non, les deux termes d'une route maritime lui ouvrant l'accès de la Transcaucasie.

Qu'elle veuille en user pour aller beaucoup plus loin, c'est ce qui apparaît à l'article 7 du traité de Brest-Litovsk ainsi conçu :

Partant du fait que la Perse et l'Afghanistan sont des Etats libres et indépendants, les parties contractantes s'engagent à respecter leur indépendance politique et économique et leur intégrité territoriale.

Ce respect de l'indépendance afghane et persane est sans doute destiné à rassurer les intéressés. La vérité est que l'Allemagne compte pour-

suivre son jeu à travers l'Iran jusqu'aux abords de l'Inde. Un commentaire allemand du traité prenait soin de dire : « Par la stipulation du libre transit nous nous sommes assuré, par la Russie, avec la Perse et l'Afghanistan, les communications commerciales directes qui nous avaient été refusées jusqu'ici. » Plus brutalement M. Nardolny, qui fut conseiller de la Légation allemande à Téhéran, a dit — c'est la *Norddeutsche Allgemeine Zeitung* qui a cru bon de relever ses paroles — : « Après que le mur russe au Nord de la Perse a été crevé, nous espérons que le mur anglais du Sud sera brisé aussi et que le travail allemand réussira à pénétrer par cette brèche et contribuera ainsi au développement de la Perse. » N'oublions pas qu'aucune résistance sérieuse indigène n'est à rencontrer en Perse, même si les Persans avaient la velléité d'en tenter une. Comme le faisait observer le *Times* du 21 mars, l'exemple de ce qu'a fait dans le Centre et le Sud de ce pays la petite force des fusiliers de la Perse méridionale, formée par Sir Percy Sykes, qui commença ses randonnées avec 1.500 hommes, n'a certainement pas été perdu pour les Allemands. Ils peuvent vouloir pousser jusqu'à Téhéran pour s'emparer du gouvernement du chah ; entreprendre même de mener un raid jusqu'aux frontières de l'Afghanistan pour essayer de tourner ce pays contre l'Inde. Le désir de nuire à l'Angleterre excitera sans aucun doute au plus haut point l'imagination impérialiste et l'esprit d'entreprise du gouvernement de Berlin. Si on en doutait, on n'aurait qu'à lire les journaux allemands, depuis les feuilles expansionnistes comme les *Hamburger Nachrichten* et la *Tägliche Rundschau* jusqu'au *Börsen Courier*, d'ordinaire modéré, comme il convient à un organe de finance. Tous consacrent de longues colonnes à la politique qui doit donner à l'Allemagne la domination de l'Asie occidentale et frapper l'Empire britannique dans l'Inde.

Tout cela nous permet de penser qu'avant longtemps on verra des troupes allemandes passer à Batoum, entraînant peut-être avec elles quelques contingents vassaux ukrainiens, et renforcer les troupes turques pour tourner par la Transcaucasie le barrage que les Anglais ont poussé jusqu'au Nord de Bagdad. N'oublions pas que cette invasion serait facilitée aux Turcs par le chemin de fer russe de Transcaucasie qu'ils ont trouvé prolongé jusqu'à Erzeroum. De l'autre côté de la Caspienne la poussée turco-allemande trouverait encore le rail menant non seulement jusqu'aux abords du Turkestan chinois, mais encore, par un embranchement partant de Merv, jusqu'à Kouchk, à la frontière afghane, à deux étapes de Hérat.

La solidarité pantouranienne avec les Tatars du Caucase, menés par leurs richards de Bakou et même avec les Turcs de l'Asie centrale, pourrait servir à cette grande entreprise : si le pantouranisme devenait plus tard gênant l'Allemagne désormais toute puissante saurait bien amoindrir la consistance de ce système. Mais en attendant nous voyons à la route danubienne et ottomane



du *Drang nach Osten* s'ajouter une route par la mer Noire et la Transcaucasie et sans doute une autre par les plaines de la Russie du Sud-Est.

Derrière son avance militaire et politique le German créerait des instruments nouveaux pour assurer l'exploitation économique de ses conquêtes. Il a repris à son compte le projet russe, déjà ancien, d'un canal de la Baltique à la mer Noire. Il y ajoute un autre projet de cette mer à la Caspienne par le Don et le cours marécageux du Manytch. Non seulement l'Euxin des années à venir serait une rade militaire immense, où se formeraient, complètement à l'abri, des escadres germaniques appelées, lors de la « prochaine guerre » à laquelle l'Allemand, sorte de maniaque des conflits internationaux, ne cesse de penser, à balayer la Méditerranée orientale, mais encore un lac allemand, élargissement et carrefour des routes par lesquelles l'Allemagne espère aujourd'hui pénétrer l'Est et assurer son asservissement économique.

Tels sont les espoirs et la politique qui règnent chez nos ennemis depuis que la Russie est comme un cadavre immense entre les mains de l'équarisseur allemand. Et l'on rêve même plus encore : on voit des journaux d'outre-Rhin lancer des formules telles que « Berlin-Tokyo ». Pourquoi se limiter lorsque, pour reprendre un mot de Paul Rohrbach, un des partisans les plus en vue du *Drang nach Osten*, « il n'y a plus que le vide » dans les pays de l'ex-empire russe. Dans ce vide s'exercera « l'organisation » allemande qui est, comme nul ne l'ignore, une étape qui fait dépasser à l'humanité la phase de « l'individualisme » occidental. Nous savons d'ailleurs ce que promet à ses victimes cet orgueil messianique. Ainsi qu'on le verra d'autre part il commence, en Orient, par couvrir de sa respectabilité et de ses prétextes de nouveaux massacres arméniens. Partout le peuple élu s'appliquera à entretenir les antagonismes nationaux, et même à les créer artificiellement comme on l'a vu en Ukraine. Il cherchera des clientèles dans les pays soumis, pour y avoir des partisans, et il les choisira de préférence parmi les milieux opposés à la démocratie, qui est de plus en plus la bête noire des maîtres de Berlin, Vienne et Pest. C'est sans doute ce qui explique, au moins en partie, qu'en Roumanie l'Allemagne semble soutenir les boyards et essaye de leur éviter les réformes agraires que le gouvernement du roi Ferdinand avait commencé à édicter. De même, en Ukraine elle appuie les grands propriétaires, et nous ne parlerons pas des barons baltes dont la nationalité, en dehors de toute question de classe, fait les soutiens désignés de la domination germanique. Malheureusement les bolcheviks ont eu une politique si outrageuse et si extravagante qu'à beaucoup de Russes, ruinés, insultés, découragés, l'Allemand pouvait apparaître comme un sauveur. Ainsi l'Allemagne trouve, pour le matérialisme où elle veut noyer, dissoudre l'esprit national des pays qu'elle travaille à asservir, un terrain bien préparé par les excès de la démagogie russe. On peut

être assuré qu'elle le cultivera sans répit par une politique où s'associeront les rigueurs envers les indépendants et la corruption à l'usage des autres. Elle comprimera, isolera, anémiara tous les milieux nationaux capables de réagir ; enseignera le mensonge par la presse, l'école et tous les moyens de propagande, et elle s'efforcera de fermer toutes les sources d'où pourrait sortir la vérité. Le travail de caporalisation mentale auquel est soumis le peuple allemand lui-même, laisse bien deviner la démoralisation systématique à laquelle seraient livrés les pays conquis. Il y a quelque chose de dramatique dans le danger que court un peuple doué et plein d'avenir comme le peuple russe — ne soyons ni impolitiques ni déraisonnables dans notre manière de juger des alliés qui sont plus des victimes que des coupables —, de voir son développement national arrêté, faussé, corrompu par la domination du matérialisme le plus systématique qui existe actuellement dans le monde.

Une menace n'est pas diminuée par ce qu'elle a d'ignominieux et il s'agit non de nous indigner mais de voir les choses en face. Nous avons pour perspective prochaine une domination germanique subjuguant sous des formes diverses tous les pays allogènes du bord occidental de l'empire russe et s'étendant même sur l'Ukraine qui est bien partie de la Russie. Elle gagnerait au Sud-Est jusque dans l'Asie centrale. Cependant la Grande Russie serait soumise aux « Commissions de Contrôle » allemandes armées du droit de *veto* et cuirait dans son jus en attendant l'heure d'une restauration monarchique cuisinée par l'Allemagne et à son profit, qui ferait entrer les pays moscovites eux-mêmes dans le système allemand. Acculée à l'extrémité d'un tel empire, l'Europe occidentale ne garderait plus que la vie que l'on voudrait bien lui laisser ; elle ne pourrait plus avoir ni indépendance ni caractère : on lui permettrait gracieusement de fournir les artistes, d'assurer les *græculi* nécessaires aux plaisirs des nouveaux maîtres du monde. Tel est le danger que fait naître la débâcle russe : voyons quels moyens nous avons de réagir contre lui.

\* \*

Les puissances occidentales ont sans doute beaucoup moins de possibilités de contrarier la politique allemande en Orient qu'elles n'en avaient à l'époque où, en Turquie, puis dans les Balkans, il leur eût été possible d'arrêter net le *Drang nach Osten*. Ce n'est pas une raison pour ne pas rechercher et employer autant que les circonstances le permettent celles qui leur restent.

L'entente doit s'efforcer d'aider au moins par des conseillers techniques et un concours financier, en attendant qu'elle puisse envoyer des armes, les Géorgiens et les Arméniens, maintenant unis devant le péril, et qui disputent encore la Transcaucasie aux Turco-Allemands. La Perse, qui peut être le chemin des secours,





envoyés au Caucase, n'a en réalité aucun intérêt au triomphe de l'Allemagne et de la Turquie pantouranienne. La partie la plus éclairée de sa population est à vrai dire encore sous l'impression de la politique anglo-russe qui trouva sa formule dans les accords de 1907. Mais, outre que cette politique, du moins du côté anglais, n'a jamais été aussi menaçante pour la Perse que les amitiés dominatrices auxquelles ce pays est aujourd'hui exposé, elle a cessé d'exister avec la Russie impériale. Lord Curzon en annonçait naguère la fin dans un discours au Parlement britannique. En Perse les Alliés ont pour eux l'avantage d'être, en réalité du même côté que les véritables intérêts des Persans. La difficulté est de le faire comprendre à ces derniers. Comme nous le disions dans notre dernier numéro cette tâche devrait être confiée par l'Angleterre à la France. Des missions françaises d'organisation chargées de mettre la Perse debout, autant que cela est possible, trouveraient des sympathies et n'inspireraient aucun soupçon. Elles pourraient satisfaire les Persans et ne pas porter ombrage aux Anglais : si elles nous valaient des avantages de culture et d'influence morale, ceux-ci ne sauraient, sur un tel terrain, s'accompagner dans notre esprit du moindre impérialisme. Si les jalousies et les suspicions de certains milieux anglo-indiens étaient soulevées par la perspective d'une telle action de la France il appartiendrait au gouvernement de Londres de leur imposer silence : il ne s'agit pas actuellement de profits mais de défense et d'établir en Orient, avant tout pour la sauvegarde de l'Inde elle-même, des digues que l'on doit faire construire par les ouvriers les plus capables de les élever sans résistances et le plus rapidement ; il faut faire violence aux esprits qui retardent sur les circonstances : on a perdu trop de temps et d'occasions pour écouter encore des susceptibilités et des jalousies que les événements ont singulièrement dépassées depuis août 1914.

Mais pour pouvoir faire de la politique au Caucase et en Perse il faut évidemment bien faire la guerre en Mésopotamie et en Palestine. Ici ce serait à un technicien des choses militaires de se prononcer. La profane est cependant tenté de se demander si les opérations sont menées là avec assez de résolution et de sentiment de l'urgence du concours qu'elles devraient apporter à l'action générale des Alliés. Le rappel immédiat des pointes de cavalerie qui dépassent victorieusement Tékrit sur le Tigre et Ana sur l'Euphrate n'en donnent pas l'impression. Tous les témoins s'accordent à montrer l'armée turque assez affaiblie pour faire penser qu'elle pourrait être traitée avec moins de précautions et un souci moins paralysant de ne jamais devancer les gros moyens de communications des troupes anglo-indiennes. On ne saurait, en outre, avoir la certitude que la répartition des contingents militaires des Alliés entre les divers théâtres de guerre est la plus judicieuse possible. Nous avons par exemple en France bon nombre de bataillons de Noirs qui ne peu-

vent guère être employés dans le Nord que l'été et que l'intensité des bombardements du front occidental impressionne plus que les troupes européennes. Ces hommes des pays chauds ne seraient-ils pas d'un meilleur rendement en Asie, où ils se trouveraient à l'aise toute l'année, se nourrissant plus aisément des vivres indigènes importés de l'Inde et d'Égypte et où la difficulté des transports rend le tir de l'artillerie moins intense qu'en Europe? Croit-on que pour les Turcs d'Anatolie, gens de hauts plateaux, il serait commode d'avoir à faire la guerre dans la chaleur de l'été des régions basses et désertiques du Sud contre des Noirs adaptés aux climats les plus torrides et qui pourraient relever des troupes anglaises auxquels ces mêmes pays sont si peu propices précisément dans la saison où les opérations battent leur plein en Europe? Nous arrivons à l'unité de direction sur le front occidental. Ne pourrait-on arriver aussi à l'unité d'emploi de toutes les forces de la ligue qui défend le monde contre la tyrannie germanique? Ce serait déterminer leur répartition de manière à assurer le maximum d'effet à la fois en Europe et en Asie. L'arrivée des contingents américains en France et l'amélioration du problème du tonnage rendront sans doute bientôt plus faciles ces échanges d'effectifs que recommande la nature même des choses.

Que l'on ne croie pas qu'une telle idée ne s'inspire que du souci d'augmenter la participation française aux opérations dans des pays d'Orient où nous avons à sauvegarder une influence séculaire, à laquelle nous avons même réservé son domaine le plus traditionnel par des accords interalliés que l'on peut d'autant plus mentionner que l'indiscrétion des bolcheviks, maîtres des archives du Pont-aux-Chantres, les a rendus publics. Les opérations d'Asie ne sont pas sans rapports avec celles d'Europe. Croit-on qu'elles ne tendraient pas à décongestionner quelque peu le front de France si l'Allemagne voyait demain la Turquie menacée jusque dans la région d'Alep? Il lui faudrait alors ou secourir l'allié ottoman ou s'exposer à le voir faire une défection qui serait singulièrement grave au point où en est la guerre. Toute bonne conduite de celle-ci en Syrie et en Mésopotamie doit avoir en Europe des effets militaires et politiques du plus grand intérêt pour les Alliés.

\*  
\*  
\*

Mais le gros morceau est la Russie : c'est de ce qui va se passer dans cet immense pays que dépend surtout non seulement le succès durable des Alliés en Asie mais encore leur sécurité en Europe. Maintenant qu'il est prouvé que, malgré tous les efforts des sous-marins ennemis, les bataillons américains peuvent arriver dans un flot constant et que l'épreuve est faite de la valeur de ces troupes alliées, utilisables à bref délai puisque le gouvernement de Washington a eu l'intelligence et le désintéressement de consentir à l'amalgame, l'Allemagne, une fois son offensive actuelle défi-



nitivement contenue, ne pourra plus avoir aucun espoir de bien finir la guerre si elle ne trouve pas, de son côté, un nouvel élément à y introduire. Cet élément elle ne saurait le chercher qu'en Russie. Elle s'efforce actuellement d'y découvrir des vivres. Qui nous dit que demain elle n'essaiera pas d'y lever, ou tout au moins en Ukraine, des recrues sans doute fort peu enthousiastes, mais qui feraient nombre? On nous annonce d'importantes réunions des princes de la coalition ennemie. Peut-être s'agit-il de déterminer définitivement le statut des régions arrachées à l'ex-empire russe. Le moment est particulièrement favorable pour Berlin : à la suite des révélations faites en France sur l'empereur Charles la politique autrichienne ne peut être que plus domestiquée que jamais. L'Allemagne n'a jamais été en meilleure posture pour instituer et munir à son gré de souverains des principautés et royaumes non seulement de Finlande, de Livonie, de Courlande et de Lithuanie, mais encore de Pologne et d'Ukraine. Elle peut espérer, en donnant un statut définitif à ces pays, non seulement consolider les résultats acquis par la conquête allemande et les rendre moins discutables dans les négociations de paix, mais même se servir des couronnes nouvelles, dont on organiserait une reconnaissance fallacieuse par leurs sujets, pour lever des contingents nouveaux en faveur des armées coalisées. Il suffit de bien peu d'imagination pour concevoir une telle politique et le moins que l'on puisse dire est que cette faculté a beaucoup moins manqué pendant la guerre à l'Allemagne qu'aux gouvernements de l'Entente.

Ceux-ci se sont trouvés très désarmés contre la mainmise de l'Allemagne sur la Russie. On ne saurait dire cependant que leur politique ait été fertile en idées. Elle s'est trop bornée à désirer et à attendre une intervention japonaise qui ne dépendait qu'en partie d'eux, qui exigeait des efforts préparatoires en Russie même et que l'on a eu la naïveté de faire demander par des campagnes de presse, comme si on pouvait s'attendre à voir les Japonais appliquer les raisons invoquées à leur politique par cela même qu'elles sont merveilleusement applicables à celle des puissances occidentales. Jusqu'ici, de toutes ces invites, qui ne mettaient pas précisément, surtout par leur ton, les Alliés dans une bonne posture à l'égard du Japon, il n'est absolument rien sorti qui eût une utilité quelconque pour la guerre et nous n'avons rien à ajouter à ce que nous avons précédemment dit de l'intervention japonaise ni rien à en retrancher. Il semble que vers la fin de février le gouvernement de Tokyo ait été pressenti par les Alliés. Il y eut alors des échanges de vues à Washington et le gouvernement des Etats-Unis se montra beaucoup plus froid et réservé à l'égard du projet d'intervention que ses alliés européens. La question qui ne se posait pas dès lors de la meilleure manière fut vivement discutée au Japon pendant les semaines qui suivirent. Il y avait un parti de l'intervention dont les journaux publiaient des informations alarmantes sur les

progrès de l'influence allemande vers l'Est et, spécialement sur l'organisation et l'armement des prisonniers austro-allemands en Sibérie, sur l'attitude et l'effectif desquels on donnait d'ailleurs les renseignements les plus contradictoires. On parlait d'aider les éléments sains qui existaient encore dans l'Extrême-Orient russe et, en particulier, le général Semenov qui, à la tête de cosaques, résiste aux bolcheviks dans la région entre Tchita et la frontière de Mandchourie. On a l'impression que le gouvernement du maréchal comte Terauchi et spécialement son ministre des Affaires étrangères, le vicomte Motono, aient été plutôt en faveur de l'intervention. Mais un parti contraire s'est vivement manifesté et il paraît avoir eu des tenants jusque dans le cabinet. Au milieu de mars des échos venant du Japon faisaient croire à une prochaine démission du ministère et à une réunion des genrô pour choisir ses remplaçants. Puis ces rumeurs, toujours incertaines, cessèrent et, si le cabinet resta au pouvoir on annonça que son président, le comte Terauchi, était très malade et que le vicomte Motono se retirait pour la même raison ; tous ceux qui connaissent l'état de santé de ces deux personnages savent qu'il ne s'agissait de rien qu'on pût qualifier de maladie diplomatique. Le baron Goto a remplacé au ministère des Affaires étrangères le vicomte Motono. A première vue on peut se demander si avec ce personnage, dont les préoccupations paraissent plus exclusivement extrême-orientales, il est permis d'attendre autant qu'avec le vicomte Motono une intervention japonaise ayant une action sur la guerre. Quoi qu'il en soit tout le bruit fait autour de cette affaire n'a eu aucune suite sérieuse : la montagne n'est jusqu'ici accouchée que d'une souris. A la suite d'un succès des bolcheviks à Blagovestchensk où les Japonais furent maltraités, et pour protéger, disait-on, contre la destruction ou la livraison à l'ennemi des 500.000 tonnes de matériel de guerre qui sont à Vladivostok, les Japonais y mirent à terre, le 5 avril, des compagnies de débarquement bientôt suivies d'un petit détachement anglais. C'est une simple mesure d'attente.

Pour que l'intervention japonaise existât réellement il aurait fallu, et pour qu'elle existe il faudrait une entente complète entre alliés et une demande formelle et résolue du gouvernement des Etats-Unis dont l'influence, pour des raisons que l'effort de guerre des Etats-Unis augmentent tous les jours, est particulièrement grande à Tokyo. Un programme présenté par Washington, et comportant non une action limitée à l'Extrême-Orient russe mais la création beaucoup plus à l'Ouest d'un noyau solide autour duquel pourraient se grouper les éléments de réorganisation existant en Russie, aurait seul présenté de l'intérêt, et il aurait eu chance d'être accepté si les Alliés avaient fait au Japon des conditions répondant résolument à ce qu'il peut désirer d'eux. En dehors de cette manière de procéder il ne pouvait y avoir que la satisfaction d'intérêts locaux et de ces bavardages de presse qui ne servent à rien quand ils ne créent pas des malentendus en ouvrant des questions



avant que l'on ait réuni les éléments de leur maturité.

Mais il aurait fallu et il faudrait encore autre chose : une préparation soignée du moral russe. On peut en croire que c'est en partie de crainte de déterminer une intervention indue en Russie, et peut-être d'y soulever des susceptibilités et des résistances que le Président Wilson est resté si nettement sur la réserve. Comme nos lecteurs se le rappellent peut-être, nous avons nous-mêmes, à la fin de l'année dernière, signalé l'importance de ce côté de la question. On pouvait même craindre que l'annonce de l'approche des Japonais servit de raison ou de prétexte à un rapprochement d'une partie de la population avec les Allemands, qui ont l'avantage d'être plus près et de pouvoir plus vite profiter des occasions. Cette affaire est à tous égards moins simple que beaucoup ont paru le croire.

De fait, la Russie s'est montrée très divisée devant la perspective d'une intervention japonaise. Les bolcheviks n'en veulent pas : peut-être même leurs chefs n'ont-ils pas été fâchés de faire blanc de leur épée contre cette ingérence pour faire un peu oublier leur capitulation devant l'Allemagne. D'après un télégramme de Pétrograd au *Times* en date du 10 avril, l'*Izvestia*, l'organe officiel des soviets, aurait annoncé que le gouvernement maximaliste demandait à l'Allemagne de l'autoriser à ne pas démobiliser complètement l'armée en raison de « la nécessité possible de défendre le territoire russe contre l'invasion étrangère ». Cette invasion aurait sans doute surtout le tort d'être incompatible avec le maintien de l'anarchie qui est l'unique cause de la popularité qu'a eue à l'origine et que conserve encore, mais en la perdant un peu plus tous les jours, le régime maximaliste. Mais, par contre, beaucoup d'éléments sains en Russie sentent qu'il faut un noyau solide fourni par l'étranger pour permettre de commencer le travail de réorganisation nationale et que ce serait le malheur du pays que ce noyau soit une création allemande : un de leurs organes le *Rousskoé Slovo* a été suspendu par le gouvernement des Commissaires du peuple pour avoir préconisé l'intervention japonaise. Tout fait croire que le nombre des désabusés augmente en Russie et que le sentiment qui inspirait le grand journal de Moscou deviendra peu à peu prépondérant. Une politique intelligente pourrait sans doute déterminer dans le pays un mouvement en faveur d'une intervention alliée.

Au point où en sont les choses, il est devenu clair que la Russie ne se sauvera pas d'elle-même : elle a besoin d'une aide extérieure, ne fût-ce que pour lui apporter un centre consistant de cristallisation, et il n'est pas plus possible que nécessaire de rendre la possibilité d'appliquer la panacée japonaise pour essayer de porter secours à l'infortuné pays que tout nous commande de considérer toujours comme un allié. Que l'on commence à employer les moyens dont peuvent disposer les Alliés occidentaux : tant mieux,

si ensuite on trouve moyen de faire venir l'aide japonaise à la rescousse. Il faut d'abord vouloir en finir avec ce manque complet de conception et de courage, cet émiettement d'efforts sans liens, cette ladrerie de fesse-mathieu, fautes qui ont successivement ou toutes ensemble caractérisé depuis le commencement de la Révolution russe une politique dont l'histoire découragera le mépris.

On ne saurait énoncer ici en détail ce que notre politique devrait enfin devenir, ce qu'elle pourrait tenter pour avoir quelque chance de produire un résultat : à défaut de la censure une réserve inspirée par l'intérêt public ne permettrait aucune suggestion bien précise. Il n'y a cependant aucun inconvénient à dire que la première chose à faire serait de savoir ce qui se passe dans les différentes régions et milieux de la Russie d'Europe et d'Asie ; or, on ne le sait pas ; on n'est pas, par exemple, renseigné sur le caractère exact des crises qui éclatent en Ukraine : les éléments d'information, tant indigènes qu'étrangers, ne manqueraient cependant pas à une politique qui aurait la méthode de se créer un service de renseignements ayant des départements pour les divers éléments du monde russe : nationalités, église, sectes dissidentes, intérêts économiques, etc.

La seconde observation qui s'impose est que la politique purement négative, préconisée par un certain nombre d'esprits, est fort peu recommandable : ils disent que nous n'avons qu'à laisser l'anarchie durer et au besoin l'y aider et que ce sera le meilleur moyen d'empêcher les Allemands de rien tirer des pays russes. L'anarchie est incapable d'opposer aucune force à la pénétration allemande et elle lui recrutera partout des partisans qui ne pardonneraient pas aux Alliés de s'être montrés favorables à un désordre qui fait à tous égards le malheur de tout ce qu'il y a d'éduqué ou simplement de raisonnable dans la population russe. Comme tous les groupes humains les Russes doivent tendre vers un minimum d'ordre. Le seul auquel les Alliés auraient à résister, dans la mesure où ils le peuvent, est celui qui serait instauré par les Allemands, pour être exploité par eux ensuite. Les Alliés ne peuvent opposer au danger d'un ordre allemand que la constitution d'un ordre vraiment russe favorisé par tous les moyens qu'ils ont à leur disposition. Si la réorganisation n'est pas conçue et imposée par l'ennemi, elle ne peut venir que d'un assagissement et d'une adaptation aux réalités sociales du gouvernement révolutionnaire, qui aurait pour cela à faire violence à toutes ses doctrines et aux instincts des partisans qu'il a encore, ou bien d'une réaction plus ou moins accentuée. C'est la dernière hypothèse qui paraît maintenant la plus probable. — D'aucuns estiment que les Allemands sentant le terrain devenir de plus en plus probable se préparent à opérer une restauration tsariste qui leur serait, au moins pendant un certain temps, favorable. Les Alliés ne doivent pas plus manquer d'adaptabilité que l'ennemi et ils n'ont pas, en raison de la couleur de



sa cocarde, qu'elle soit révolutionnaire ou monarchiste, à se tenir à l'écart d'aucune des forces d'ordre qui peuvent se manifester dans le pays. Il s'agit de notre sécurité d'aujourd'hui et de demain, et du salut d'un peuple profondément intéressé et que menace une domination indigne de lui et systématiquement démoralisante pour les peuples qui la subissent. Devant de tels intérêts doivent s'effacer les préférences doctrinales; les événements qui se sont déroulés depuis un an ont d'ailleurs assez montré ce qu'elles peuvent avoir d'illusoire pour que l'on se résigne à appliquer désormais à ce problème la méthode expérimentale, moins séduisante, plus laborieuse, mais répondant beaucoup mieux à la rudesse des faits.

La politique des puissances de l'Entente en Russie doit en outre nécessairement être interalliée. On n'a vu que trop de petits efforts incohérents ou même contradictoires et, à une heure où il s'agit du salut de la Russie, il ne peut pas être question de savoir si l'influence de l'un ou de l'autre des pays de l'Entente a chance d'être la plus favorisée. Il est même pénible de constater que deux mois après la paix de Brest-Litovsk, qui date déjà du 2 mars, et dont le caractère et les suites ont dû tuer les illusions des plus incorrigibles abstentionnistes, il n'y ait pas apparence d'un organisme interallié chargé de réunir tous les renseignements et de concentrer tous les moyens permettant de concevoir et de mener une action commune en Russie. Il est clair que le rôle des uns et des autres ne saurait être identique. L'Amérique arrive avec de grands moyens pécuniaires et une bonne volonté si généreuse qu'on peut la dire touchante, mais sans la moindre expérience des questions européennes. L'Angleterre dispose d'un personnel expérimenté et elle est habituée à traiter les affaires de toute une partie de l'Asie, mais on ne saurait dire que sa politique, que des traditions rendent très suivie, se distingue plus par sa prompte adaptabilité à des problèmes nouveaux que par une sorte de routine solide. Si nous voulons que les choses se fassent, la France devrait donc prendre des initiatives et entraîner ses alliés au lieu de les attendre. La façon dont l'Entente a adopté des formules françaises, parfois même médiocres, montre quel rôle nous revient naturellement.

Il s'agit de déterminer nos alliés à une action résolue. Avec ou sans le concours japonais il est nécessaire qu'une force soit mise à la disposition des éléments russes capables de rétablir un Etat cohérent. De l'argent aiderait sans aucun doute à constituer cette force parmi les Russes eux-mêmes. Il y a déjà en Russie même des groupes étrangers, qui pourraient servir de noyau: il est à cet égard permis de regretter que les troupes tchèques qui se trouvaient dans le pays, et dont les journaux ont annoncé ces jours derniers l'arrivée à Vladivostok, en route pour venir combattre sur le front de France, n'aient pas au moins en partie été maintenues en Russie pour y former le cadre d'une force nationale disposée à soutenir un gouvernement ordonné et capable d'assurer

le salut public. La porte d'Arkhangelsk, que le printemps va rouvrir, nous donne une entrée pour faire pénétrer du levain dans la pâte russe. Mais il est clair qu'il n'y a pas à s'éterniser en négociations entre alliés. Le jour où l'Allemagne sera convaincue que son offensive à l'Ouest ne peut lui donner le succès, elle se remettra de notre côté sur la défensive et se retournera vers la Russie pour étendre sa mainmise, préparer l'exploitation dont nous parlions plus haut et se donner des gages plus assurés en vue des négociations dont une nouvelle campagne pacifiste ne manquera pas alors d'essayer de déterminer l'ouverture. C'est sans délai que l'on doit se préoccuper de faire surgir un centre ordonné dans les régions de la Russie qui échappent jusqu'ici à l'emprise allemande.

Si nous voulons sauver l'Orient et avec lui la liberté future de l'Occident il faut donc penser et agir vite. Mais, à côté de cette action proprement politique, on ne doit pas négliger la propagande. L'opinion de la masse russe est encore très mal formée. Elle n'est pas suffisamment édifiée sur les caractères de la politique allemande qui va s'efforcer, qui s'efforce même déjà en Ukraine, où toute une presse a été fondée par l'ennemi, de la fausser. A cette œuvre de corruption mentale nous devons opposer une œuvre d'éducation. On peut, par des émissaires nombreux, par des pamphlets que quelques uns lisent et dont tout le village peut être amené à parler, faire savoir aux Petits et Grands Russiens ce qu'est l'entreprise allemande, de quel avortement elle menace la vie nationale et morale du peuple russe. Des brochures rédigées comme il faut pour le peuple, et avec cette allure religieuse qui plaît aux Russes, montreraient que l'Allemagne représente à notre époque le péché contre l'esprit. Si l'âme populaire russe la jugeait comme elle doit être jugée, un état de révolte, au moins mentale et « perlée » serait déterminé et les Allemands trouveraient beaucoup plus malaisément en Russie ce qu'ils vont y chercher. Ils se heurteraient à un esprit national plus conscient de lui-même. Une telle œuvre serait utile aussi bien pour l'après-guerre que pour la guerre elle-même et elle est réalisable: avec autant d'application et de moyens la vérité doit l'emporter sur le mensonge.

\* \* \*

Et ceci amène à dire un mot d'une autre œuvre de propagande qui se poursuit plus à l'Ouest, en Autriche-Hongrie, dans un milieu déjà plus éduqué et mieux préparé. Il est clair que la poussée allemande vers le Sud-Est serait arrêtée dès l'origine si le « brillant second » disparaissait ou cessait d'être le serviteur de Berlin. L'une ou l'autre solution peut être aidée par l'attitude des éléments slaves et latins de la double monarchie qui est pour eux une prison et que leur mécontentement peut rendre immaniabiles à une heure où les Empires du centre ont déjà bien assez de fers au feu. La conférence des nationalités op-



primées, qui vient de se tenir à Rome, a rapproché leurs représentants et, ce qui est plus important encore, a fait disparaître l'antagonisme très embarrassant qui persistait entre les buts de guerre de l'Italie et les aspirations nationales des Slaves du Sud.

Certains, sans aucun doute, regrettent la politique qui a inspiré cette conférence et l'approbation qui lui a été donnée par le gouvernement italien et les autres gouvernements alliés. Ils pensent qu'elle a le tort de nous mettre en antagonisme irrémédiable avec la monarchie de Habsbourg. Elle fait, disent-ils, un tout déplorable avec la récente publication de la lettre de l'empereur Charles au prince Sixte de Bourbon. Il ne faudrait cependant pas confondre les deux choses.

Nous avons été de ceux qui ont trouvé aussi peu politique que peu convenable la publication de la lettre. Il est d'ailleurs permis de croire que parmi les journalistes qui approuvèrent ce geste, beaucoup se bornèrent à justifier le mieux possible un acte sur lequel on ne pouvait plus revenir et qu'il ne restait donc qu'à présenter favorablement au public. Sans doute cette révélation fut-elle un argument écrasant dans la discussion ouverte par le comte Czernin avec la plus sottise fourberie, mais il ne faut pas confondre les succès du polémiste avec ceux de l'homme d'Etat. Il n'y avait aucun intérêt à cet éclat : c'était employer un bien gros moyen pour briser l'intrigue du comte Czernin qui n'aurait été à craindre que si la plus entière franchise n'avait pas existé, et cela depuis le début, dans les relations de la France avec les autres gouvernements de l'Entente. En outre on n'a jamais profité à ajouter aux antagonismes des politiques les blessures personnelles.

Nous irons même plus loin et nous dirons que nous doutons que, au printemps de 1917, alors que régnait dans le camp ennemi une inquiétude dont la motion de « paix sans indemnités ni annexions », votée le 19 juillet par le Reichstag, fut la dernière manifestation, on ait eu raison de ne pas chercher à voir exactement ce qu'il y avait derrière l'avance de l'empereur Charles. Cette curiosité eût été sans danger du moment où elle aurait été satisfaite d'un commun accord par tous les gouvernements de l'Entente et où les pourparlers auraient été entièrement soustraits à la publicité, ce qui n'était pas difficile car, à la première indiscretion, on pouvait les rompre et dénoncer la fourberie de l'interlocuteur. L'esprit de guerre eût sans aucun doute été moins menacé par cette négociation de coulisses qu'il ne l'est par l'occasion donnée à l'agitation des pacifistes qui ne sentent pas le danger de proclamer, depuis qu'ils connaissent la lettre de l'empereur, qu'une occasion a été irrémédiablement perdue au printemps de 1917 : on peut donc regretter, pour toutes ces raisons, à la fois la fin de non-recevoir absolue décidée à Saint-Jean de Maurienne et la publication de la lettre de Charles de Habsbourg.

Mais, pour revenir à ce qu'il faut faire maintenant, il convient de se rappeler que nous ne sommes plus au printemps de 1917 et qu'il n'y a

pas, comme disent les Anglais à « pleurer sur le lait répandu ». La Révolution russe a depuis longtemps cessé d'être un sujet d'inquiétude dans le camp ennemi ; elle y est devenue l'occasion d'une énorme ripaille de conquérants. Aujourd'hui l'Autriche-Hongrie, que nous y soyons pour quelque chose ou pour rien, est de plus en plus liée au char de l'Allemagne. Ces nœuds ne pourront être relâchés que par de nouvelles craintes. Des difficultés intérieures, surgissant au moment d'une déception inspirée par la résistance du front d'Occident et par l'arrivée de plus en plus nombreuse des Américains, peuvent en faire naître. C'est-à-dire qu'en somme, à prendre les choses où elles sont, la politique de la conférence de Rome fait partie des seuls moyens qui peuvent incliner de nouveau la Cour de Vienne à nous rechercher, si tant est qu'elle ait jamais réellement voulu et pu le faire. Le jour où la victoire allemande paraîtrait décidément irréalisable et où l'on penserait que l'Entente peut servir à faire accepter une Autriche nouvelle à des populations dont l'attitude aurait contribué à rendre impossible la survie de l'ancienne Autriche, les chemins de Vienne se rouvriraient pour nous quelles que soient les erreurs de politique ou de procédé que nous ayons pu commettre. Nous ne sommes pas pour le moment, à un carrefour où l'on puisse choisir une autre voie. C'est la même politique qui, seule, peut, actuellement, mener à un démembrement des domaines de la maison de Habsbourg ou à une réconciliation durable des Puissances occidentales avec cette Maison : elle se résume, quelle que soit celle des deux solutions qui doive, en fin de compte, paraître possible ou préférable, à discerner et à prendre partout où on les trouve, et spécialement dans les pays opprimés de l'Europe centrale, tous les moyens de vaincre.

\* \*

La première qualité que cette politique exige est l'imagination, cette imagination que les sages affectent de décrier bien qu'elle soit la seule source des idées politiques, comme de toutes les autres, alors que l'esprit critique n'en est que le filtre. Si la diplomatie comme la stratégie des Alliés n'en avaient été prodigieusement dépourvues il y a longtemps que la guerre aurait eu une fin heureuse. Mais à l'époque où l'on pouvait contenir la Bulgarie et isoler la Turquie, s'assurer un contact durable avec la Roumanie et la Russie en allant, dans la première moitié de l'année 1915, pour ainsi dire saisir l'Orient à sa tige en sauvant la Serbie par Salonique, la politique bornait son action à de simples palabres avec Sofia tandis que la stratégie condamnait les « théâtres secondaires », vivait sur la pensée que l'Allemagne ne disposait plus d'effectifs à y envoyer, et avait pour tarte à la crème que « il faut battre l'armée allemande là où elle est, c'est-à-dire en France ». En même temps, en Angleterre, on s'obstinait à défendre l'Egypte non pas dans les Balkans, ni même à Alexandrette mais sur les bords mêmes du canal de Suez. Les gens qui ne croyaient qu'au



front occidental, les « occidentalistes » comme on les appelle parfois, peuvent savourer aujourd'hui l'ironique victoire de leur thèse : leur politique a amené la réduction de la guerre au seul front qu'ils voulaient regarder, et avec les conséquences que l'on a ressenties depuis le 21 mars, d'Ypres à La Fère. Mais il faut du moins ramasser les restes encore utilisables de la politique qu'ils n'ont pas su comprendre, chercher à l'Est tout ce que l'on peut y trouver encore aujourd'hui : une partie des chemins qui mènent à la victoire continuent à passer par l'Orient, par un Orient largement compris et s'étendant de la mer Blanche au golfe Persique ; c'est un fait qui reste vrai quoique les Prussiens soient encore à Noyon ou, plus exactement, qu'ils aient pu y revenir grâce à la trop grande facilité avec lesquelles on leur a permis d'aller à Riga, à Kiev et à Constantinople.

ROBERT DE CAIX.

## LA GUERRE EN ORIENT

### En Arménie.

Les honteuses conséquences de l'effondrement russe qu'il était trop facile de prévoir à la fin de l'année dernière se sont produites dès les premiers mois de l'année 1918. Non seulement l'armée russe du Caucase n'a plus existé comme instrument d'attaque ou même seulement de défense du territoire arraché par elle à la barbarie turque, mais encore elle est devenue un élément d'anarchie et les pillages des soldats débandés, qui sont allés jusqu'à enlever des femmes et à les vendre comme du bétail, ont largement contribué aux désordres de la Transcaucasie. Les Turcs, malgré leur épuisement et n'ayant rien en face d'eux ont repris l'offensive et reconquis à l'heure actuelle beaucoup plus que tout le terrain qu'ils avaient perdu depuis la défaite que le général Youdénitch leur infligea à Sarykamich, pendant l'hiver 1915-1916.

Le 24 février Trébizonde était réoccupée par les troupes turques après avoir appartenu aux Russes depuis le 18 avril 1916. La partie de la population grecque et arménienne de la ville qui n'avait pas pu fuir a largement souffert lors de cette réoccupation. Le 12 mars les Turcs annonçaient que, malgré la résistance des contingents arméniens qu'ils qualifiaient d'ailleurs de « bandes », Erzeroum était reprise. Le gouvernement de Constantinople accusait les Arméniens d'avoir mis le feu à la ville avant de se retirer. C'est en février 1916 que les Russes s'étaient emparés de cette célèbre forteresse. Les Turcs ont annoncé qu'à Trébizonde ils avaient pris 82 canons, et 168 à Erzeroum. La modestie de ces chiffres ferait croire que les Arméniens ont pu emporter une partie de l'artillerie. On annonçait d'ailleurs quelque temps plus tard que dans un retour offensif ils

avaient repris Erzeroum ; mais la nouvelle resta toujours vague et en tout cas il ne semble pas que les contingents arméniens aient pu se maintenir longtemps dans la ville.

L'attitude des Turcs à leur égard s'est immédiatement manifestée. Ils ont raconté que les Arméniens avaient commis des atrocités et les massacres ont recommencé. Non seulement les Turcs ont fusillé, noyé ou brûlé vifs les trainards russes qu'ils prenaient au cours de leur avance, mais encore ils torturèrent les Arméniens dont ils purent s'emparer, ils crucifièrent les vieilles femmes et livrèrent à la soldatesque les jeunes. A Trébizonde les enfants arméniens furent cousus dans des sacs et jetés à la mer.

Depuis lors les Turcs ont annoncé non seulement qu'ils avaient réoccupé tout le pays conquis par les Russes, en reprenant en dernier lieu la région du lac de Van, mais encore qu'ils avaient occupé Ardahan puis Batoum et étaient tout près de Kars. Les communiqués turcs font partout mention de la résistance des Arméniens qui évidemment ont fait de leur mieux pour empêcher l'ennemi de pénétrer dans le refuge que leur race avait trouvé dans la Transcaucasie russe. Il est d'ailleurs possible que les succès turcs que nous ne connaissons que par des communiqués de Constantinople paraissent plus grands que nous ne les verrions si nous avions également des communiqués émanant des forces arméniennes et géorgiennes, auxquelles se sont joints quelques Grecs de Trébizonde qui disputent pied à pied aux Turcs la Transcaucasie. C'est ainsi qu'une dépêche de Tabriz, adressée le 13 avril à *La Voix de l'Arménie*, annonçait la reprise par les troupes arméniennes de la ville de Van. Malheureusement les Arméniens ont été attaqués dans la région de l'Ararat et aussi à Bakou par les Tatares excités par des émissaires turcs. Ils seraient donc pris revers par les Tatares de Transcaucasie tandis que les Turcs les attaquent de front.

### En Mésopotamie.

La tournure prise par les opérations en Mésopotamie montre ce qu'il serait advenu de la Turquie pendant la campagne de l'hiver 1917-1918 si seulement les troupes russes avaient continué à tenir fortement le front gagné en Arménie et surtout si elles avaient pu pousser un peu vers le Sud, dans la direction de Diarbékir et de Mossoul.

Ce n'est d'ailleurs pas vers Mossoul, en remontant le Tigre, que les forces anglo-indiennes du général Marshall ont exercé leur pression ces dernières semaines. Elles ont remonté l'Euphrate, à vrai dire sous forme de petits contingents, mais on peut se demander si les Anglais n'ont pas pour but de menacer les communications turques dans la région d'Alep plutôt que d'aller prendre l'ennemi à leur extrémité vers Mossoul. Peu de temps avant sa mort le général sir Stanley Maude avait d'ailleurs remporté un succès considérable sur l'Euphrate, sensiblement en amont de Féloudja, le point qu'il avait occupé sur ce fleuve peu de jours après s'être emparé de Bagdad. Ra-



adich avait été occupée et plus de milliers de prisonniers capturés. Depuis lors, dans le courant de février, les troupes anglo-indiennes occupèrent Hit, beaucoup plus haut sur le fleuve et le 26 mars, poussant leur marche à 35 kilomètres au delà, elles attaquèrent les positions turques de Baghdadié tandis que la cavalerie faisait un grand mouvement tournant dans l'Ouest à travers le désert pour menacer les communications de l'ennemi. A la tombée du jour les lignes turques étaient prises d'assaut et la cavalerie tombait sur les derrières des Turcs en retraite. Le butin fut de 3.000 prisonniers y compris 1 général de division, 2 colonels, 200 autres officiers turcs et un certain nombre d'officiers et de sous-officiers allemands. Les pertes des Turcs en matériel étaient de 10 canons, de 2.000 fusils et d'un bon nombre de mitrailleuses et de plusieurs centaines d'animaux de bât.

La poursuite se continua immédiatement jusqu'au delà de Haditha à environ 37 kilomètres plus loin. Le 28 mars la cavalerie du général Marshall avait atteint Ana, à 96 kilomètres environ de Baghdadié. Sur ce point, de même qu'à Haditha, de grands dépôts d'armes et de munitions furent saisis et le nombre des prisonniers à la fin de cette brillante opération s'élevait à 5.000. Il semble que la cavalerie ait poussé plus loin encore, jusqu'à Abou-Kémal, presque à mi-chemin entre Bagdad et Alep. Mais les Anglais n'ont pas occupé ce point et, conformément à une habitude peut-être regrettable, ils s'en retournèrent vers leur base et il n'apparaît pas, d'après les communiqués, que leur avant-postes permanents soient au delà de Ana. Ce succès est néanmoins sensible et il semble que toutes les forces turques qui opéraient dans cette région de la vallée de l'Euphrate aient été détruites — ce qui obligera l'ennemi à y envoyer de nouveaux renforts et ce qui rend moins facile pour lui la défense de la région de Mossoul si les Anglais préfèrent se porter sur cette ville au lieu de continuer leurs opérations dans la direction d'Alep en remontant l'Euphrate. Notons que tant pour opérer dans cette direction que dans celle de Mossoul, les Anglais peuvent disposer du cours de deux fleuves et l'utiliser au moyen d'embarcations nouvelles, ayant un tirant d'eau incroyablement réduit et une très grande rapidité qu'ils commencent à mettre en service en Mésopotamie.

Nous arrivons malheureusement dans la saison où les mouvements militaires sont rendus singulièrement difficiles par la chaleur dans les plaines de Mésopotamie. Peut-être est-ce une occasion de regretter que, tant dans cette région que dans d'autres, nous n'ayons pas été amenés à apporter à l'aide de nos alliés nos troupes coloniales habituées à faire campagne dans les climats les plus chauds. Nous avons en France des Sénégalais fort peu utilisables pendant l'hiver du Nord et qui ne semblent pas faits pour les opérations avec violents bombardements qui se poursuivent sur le front européen. Il serait désirable, comme nous le faisons observer dans un précé-

dent article, de les utiliser sur le théâtre asiatique où on en tirerait des résultats beaucoup plus importants.

\*  
\*\*

Le 4 mars, c'est-à-dire presque un an après la prise de Bagdad dont l'anniversaire a été célébré le 11, la Chambre des Communes a voté un fonds de 25.000 livres sterling à Lady Maude, la veuve du vainqueur de Mésopotamie. Dans cette circonstance le gouvernement anglais s'est conformé à cette excellente tradition qui veut que de grands services publics laissent ceux qui les ont rendus ou leurs familles dans l'aisance: les Anglais n'ont pas cette peur légèrement ridicule et hypocrite de l'argent qui caractérise d'ordinaire les gestes de notre pays.

Sir Stanley Maude, dont les restes gisent maintenant dans le cimetière des soldats chrétiens de Bagdad, est, on l'a appris par des correspondances venues de Mésopotamie, mort victime de sa courtoisie envers les indigènes. Invité à recevoir l'hospitalité d'Arabes sur le territoire desquels le choléra sévissait si bien que les relations avec eux avaient été interdites aux soldats de l'armée, le général Maude accepta de prendre un repas dans lequel se trouvaient les germes du mal qui l'emporta en quelques jours. Sir Stanley Maude a peut-être été le seul véritable homme de guerre qui se soit révélé depuis trois ans sur les théâtres d'Asie avec le général russe Youdénitch, le vainqueur d'Erzeroum. Il avait trouvé la situation en Mésopotamie profondément altérée et se caractérisant par la capitulation d'une petite armée britannique à Kout-el-Amara tandis que l'armée de secours, beaucoup plus considérable, était complètement immobilisée et impuissante devant les tranchées turques. En quelques mois les communications étaient organisées, l'armée était munie de tout le nécessaire et les troupes qui avaient été si lentes et si immobiles sous ses prédécesseurs devenaient une force d'une mobilité admirable, remontaient le Tigre, s'emparaient de Bagdad et restauraient le prestige britannique si menacé en Orient.

A la fin de janvier est mort un autre personnage militaire, sir Beauchamp Duff, qui avait joué un rôle marquant, mais d'une tout autre nature, dans les opérations de Mésopotamie. Commandant en chef de l'armée des Indes de 1913 à 1916 sir Beauchamp Duff a porté une large part de la responsabilité des premiers désastres du corps expéditionnaire de Mésopotamie. Cet officier avait cependant une longue expérience militaire. Il avait pris part à plusieurs campagnes dans les montagnes du Nord-Ouest de l'Inde et participé à la guerre de l'Afrique du Sud. Lorsque lord Kitchener devint en 1902 commandant en chef de l'armée de l'Inde il prit comme second le colonel Duff pour l'aider dans son grand projet de réorganisation des forces anglo-indiennes. En mars 1906 cet officier devenait chef d'état-major de lord Kit-



chener. C'est sans doute par la volonté de ce célèbre soldat et aussi de lord Hardinge que sir Beauchamp Duff devint en 1913 commandant en chef des forces de l'Inde. Peut-être a-t-il été une victime non pas de son jugement, mais des influences politiques qu'il subissait d'Angleterre. Il ne faut pas oublier en effet qu'en octobre 1915, lorsqu'il était question de marcher immédiatement sur Bagdad, il déclara que c'était une chose des plus déraisonnables de tenter une pareille opération avec les forces alors disponibles, mais qu'il changea d'avis et donna son assentiment deux jours plus tard, pensant que le gouvernement désirait fortement la prise de Bagdad pour réparer l'effet moral déplorable causé par l'échec des opérations contre les Dardanelles. Quoi qu'il en soit la Commission d'enquête sur la Mésopotamie avait terni sa réputation de stratège et brisé sa carrière. Parlant avec cette brutalité que les Anglais apportent à l'établissement des responsabilités et qui est une qualité qu'il faut savoir leur reconnaître, le rapport de la Commission le censurait sévèrement et le rendait responsable de la faillite complète du service sanitaire au commencement de la campagne de Mésopotamie. « Non seulement, disait la Commission, il a manqué de surveiller l'efficacité des mesures prises pour assurer le service médical en Mésopotamie mais il a pendant longtemps refusé, et ce jusqu'à ce qu'il y eût été enfin contraint par l'autorité supérieure du vice-roi, de donner créance à des rumeurs dont on vérifia la véracité et il manqua de prendre les mesures qui, comme l'a montré plus tard l'expérience, auraient épargné aux blessés des souffrances évitables. »

Le retour de sir Beauchamp Duff dans l'Inde était dès lors impossible. Il semble d'ailleurs que cet officier ait été victime du système de centralisation excessive organisée par lord Kitchener qui, comme beaucoup de personnalités puissantes, avait le défaut de vouloir tout tenir directement dans ses mains et assumait une tâche que des hommes moins vigoureux devaient avoir une grande peine à remplir. C'est ainsi que sir Beauchamp Duff, officier consciencieux et laborieux, d'après tous ceux qui l'ont approché, semblait tellement débordé par les détails multiples de sa tâche qu'il vivait en reclus et avait beaucoup moins de contact avec les réalités extérieures qu'avec toute la paperasserie à laquelle aboutissaient les services dont il était responsable.

### En Palestine.

Lorsque nous avons arrêté à la fin de décembre 1917 notre résumé des opérations militaires en Palestine, le général Allenby, qui était entré à Jérusalem le 11 novembre, avait ses avant-postes à une douzaine de kilomètres au Nord sur la route de Naplouse (l'ancienne Sichem). A gauche de cette route ses lignes s'avancèrent au Nord-Ouest vers la mer qu'elles atteignaient après s'être confondues pendant un certain nombre de kilomètres avec le cours de la rivière

Aoudjeh. A la droite de la route de Sichem les lignes britanniques s'infléchissaient au contraire très rapidement vers le Sud, couvrant Jérusalem à très petite distance, laissant aux Turcs Jéricho, la vallée du Jourdain et même la rive occidentale de la mer Morte.

Cette situation a été largement modifiée dans les quatre premiers mois de l'année. Aucune opération de grande envergure n'a cependant été engagée au Nord et au Nord-Ouest. Le général Allenby s'est contenté, pour ainsi dire, de grignoter les positions turques dans le pays très difficile que traverse la route de Sichem, sur la ligne de faite du haut pays de Judée et de Samarie. Il serait fastidieux de donner les petites étapes de cette avance, qui s'est poursuivie par bonds de deux à trois kilomètres à la fois, et qui a fini par porter les avant-postes de nos alliés aux deux tiers environ de la distance qui sépare Jérusalem de Naplouse.

La ligne anglaise s'est avancée beaucoup moins vite encore sur la mer où elle avait été poussée de bonne heure plus au Nord. Cependant le 12 mars le cours de l'Aoudjeh était franchi, un bond de quelques kilomètres était fait dans la plaine maritime de Saron. A ce moment le front de Palestine n'était d'ailleurs plus, comme à la fin de l'année, orienté du Nord-Ouest au Sud-Est, mais, redressé par un progrès au Nord de Jérusalem il s'orientait franchement de l'Ouest à l'Est entre la Méditerranée et le cours du Jourdain.

La situation des Anglais avait d'ailleurs été facilitée par l'amélioration de leurs communications. Le raccordement du chemin de fer venant d'Égypte, avec les voies stratégiques turques dont les Anglais se sont emparés et qui aboutissaient tout près de Gaza, a été achevé au commencement de février. Le général Allenby n'a donc, conformément à la tradition constante des Anglais dans les expéditions de cette nature, avancé que suivi par tous ses moyens de transport. Peut-être, d'ailleurs, cette extrême prudence est-elle excessive : en présence de troupes turques dont tout montre la démoralisation et malgré l'envoi de petits contingents allemands — levain destiné à faire monter cette pâte trop amorphe — les Anglais auraient peut-être pu marcher plus vite et obtenir des succès plus décisifs : c'est une question qu'il est au moins permis de poser et l'on peut se demander si, sur ce terrain comme sur d'autres, nos alliés, malgré leur bravoure incontestable, n'ont pas manqué un peu de ce sens de la guerre que leur marine a si fort mais dont leur commandement militaire ne témoigne pas toujours au même degré.

Le système consistant à faire de petites avances espacées et successives laisse à l'ennemi le temps de se retrancher, de retarder encore la marche, ajourne toute solution et ne donne pas aux opérations d'Asie, qui continuent à se traîner à une distance immense des points vitaux de l'Empire ottoman, la possibilité de contribuer en rien aux décisions qui se poursuivent sur les champs de bataille européens. On ne voit pas comment, à



ce train-là, la Turquie serait avant bien longtemps mise hors de cause.

C'est à l'Est de Jérusalem que le général Allenby a montré le plus d'initiative. De ce côté, comme nous l'avons dit, pendant plusieurs semaines les avant-postes anglais ne dépassèrent guère la partie tout à fait supérieure des ravins qui se précipitent sur les pentes abruptes menant du haut plateau de Judée dans la dépression du Jourdain. Aucun progrès appréciable n'avait été fait depuis la fin de décembre, moment où les Allemands et les Turcs, amenant des renforts par la route de Naplouse, avaient fait une contre-attaque violente pour reprendre Jérusalem et avaient été repoussés avec de grandes pertes.

Le 19 février les opérations furent reprises. A l'Est les troupes britanniques descendirent dans des conditions difficiles et, en amenant dans des ravins glissants et rapides leur artillerie, se dirigèrent sur un large front vers Jéricho. Le 21, ce point était occupé et les avant-postes britanniques étaient poussés jusqu'à la ligne formée par le cours du Jourdain et son affluent le torrent, souvent à sec, du Ouadi-Aoudjeh. A ce moment, les troupes du général Allenby étaient à quelque 35 kilomètres à l'Est de Jérusalem et à moins de 40 du point le plus proche de la ligne du Hedjaz. La situation des Turcs était rendue impossible sur la rive occidentale de la mer Morte. Le 26, les Anglais mettaient la main sur le petit port établi par l'ennemi vers l'embouchure du Jourdain pour servir de base aux canots automobiles et aux chaloupes qui lui permettaient d'utiliser la mer Morte pour ses transports.

\* \* \*

Avec Jéricho est tombé un point dont l'histoire est particulièrement sensible à un peuple aussi nourri de la Bible que le sont les Anglais. Chacun sait comment les murailles de l'antique cité chananéenne, qui était la clé de la Terre Promise des Hébreux, s'écroulèrent au son des trompettes du peuple élu. Josué, son chef, se conformant à la pratique vertueuse qu'inspiraient à Israël les prêtres de Jéhovah, eut soin de faire massacrer toute la population coupable d'adorer d'autres dieux, en épargnant la famille de Rahab qui avait eu le mérite de cacher les espions envoyés par le chef juif pour préparer son attaque contre Jéricho. Le site de cette ville resta désert pendant six siècles jusqu'au temps où Abab la reconstruisit. Jéricho devint un centre d'écoles de ces prophètes juifs qui devaient ressembler fortement aux marabouts de l'Afrique du Nord-Ouest, personnages respectés en vertu de la vie étrange qu'ils mènent et qui se permettent de lancer des malédictions contre les puissants de ce monde. C'est à Jéricho que les Babyloniens saisirent le roi de Judée Zédékiah qui s'était enfui de Jérusalem. La ville fut reprise plus tard aux Grecs successeurs d'Alexandre le Grand par les Macchabées et c'est dans son voisinage que Simon Macchabée fut massacré. A l'époque du Christ, Jéricho

était un centre prospère bien que le Nouveau Testament n'en fasse guère mention. C'est cependant dans ses environs que le baptême et la tentation de Jésus eurent lieu : la tentation a eu, d'après la légende, pour site une colline qui se trouve à quelque distance à l'Ouest de la ville.

Les palmeraies de Jéricho étaient alors une grande source de richesse et on assure qu'Antoine fit don à Cléopâtre du revenu qu'elles donnaient. Plus tard Hérode le Grand reçut Jéricho comme un don d'Auguste. Il y éleva de grandes constructions et c'est là qu'il mourut. Les Romains affermèrent ensuite les impôts de Jéricho et il est probable que quelques-uns des publicains de l'Évangile n'étaient pas sans relations avec ces fermes fiscales. La ville fut complètement détruite quelque temps après, lors des révoltes des Juifs. Au IV<sup>e</sup> siècle, les pèlerins commençaient à la visiter beaucoup : elle avait une population de moines et d'anachorètes chrétiens, mais l'invasion musulmane en fit une fois de plus un désert. Les croisés l'occupèrent pour un temps et l'on peut y voir encore les ruines de cinq monastères du moyen âge. La ville ne fut cependant jamais vraiment ressuscitée et le village misérable de Jéricho est maintenant à plus de deux kilomètres du site de l'ancienne cité.

\* \* \*

Le général Allenby, en se donnant ainsi de l'air à l'Est et en couvrant fortement ses positions par des avant-postes établis dans la basse vallée du Jourdain qui constitue un obstacle formidable, avait un autre but : menacer le chemin de fer du Hedjaz. Un mois plus tard les opérations étaient commencées contre ce dernier et le 22 mars le Jourdain, était franchi. L'opération fut fort difficile en raison du caractère boueux de la vallée et de l'épaisse végétation épineuse couvrant les rives et donnant aux mitrailleuses turques un abri dont elles usèrent aussi longtemps que des passages effectués en amont et en aval du point choisi pour le premier forçement du Jourdain n'eurent pas permis aux Anglais de les tourner ; le premier passage eut lieu à Makhadet-Hadjlah. Mais d'autres se firent à l'embouchure même du fleuve et en amont de Hadjlah et plusieurs ponts ayant été établis les troupes britanniques poussèrent avec résolution vers l'Est, grimpant bientôt les pentes du haut plateau de Moab, qui domine de plus de mille mètres la dépression de la mer Morte. Le 25, le point de Es-Salt était occupé à 17 kilomètres à l'Est de Jourdain et peu après le chemin de fer du Hedjaz était attaqué et détruit sur une longueur de plusieurs kilomètres à Amman.

Voici dans quels termes le *Near East* résumait dans son numéro du 5 avril le passage du Jourdain et l'attaque du chemin de fer du Hedjaz par les forces du général Allenby :

« ... Il est évident que les Turcs ne s'attendaient pas à cette nouvelle attaque à un moment où notre armée était si chaudement engagée



dans la Palestine occidentale. Le profond ravin du Zor, que le Jourdain a creusé au cours des âges à travers les dépôts alluvionnaires du Ghor, présente un obstacle formidable à toute marche d'une troupe vers l'Est. La descente de la plaine de Jéricho jusqu'à la rive du fleuve est raide et après les pluies elle devient extrêmement glissante. Entre les falaises argileuses et le cours d'eau s'étend une bande de sol boueux qui, lorsque le Jourdain est en crue — ce qui se produit souvent dans cette saison — devient assez mou et glissant pour rendre toute marche très difficile. Les rives elles-mêmes sont faites de boue mouvante recouverte de broussailles jusqu'au bord même de l'eau. Quant à la rivière, dont l'eau est d'un jaune brunâtre à force de charrier des sédiments, elle coule rapidement avec des remous et offre beaucoup de dangers aux nageurs. Le bord oriental est couvert d'une brousse épaisse et épineuse et il s'élève par berges successives jusqu'au niveau de la plaine. Les gués peu nombreux sont tous difficiles en temps de crue. La traversée principale fut effectuée par le gué qui se trouve immédiatement en aval du monastère de Saint-Gérasimos, construit sur des ruines marquant l'emplacement du site de la ville biblique de Bethogla. Ce couvent est l'un des rares édifices encore habités qui se trouvent sur les rives du Jourdain inférieur. L'endroit est d'ailleurs de quelque importance car il est tout proche de la source de Aïn-Hadjlah et aussi du gué de Makhadet-Hadjlah où la tradition place le lieu du baptême du Christ. En temps de paix des milliers de pèlerins venaient en cet endroit pour être baptisés selon une coutume remontant à de nombreux siècles.

« La première tentative de passage du Jourdain eut lieu à El-Ghoraniyeh. Depuis quelques années il y avait là un pont que les Turcs ont cependant détruit dans leur retraite. Les berges sont beaucoup plus aisées et la présence d'une route atteignant le fleuve de chaque côté aurait facilité l'opération, mais la rapidité du courant et la résistance que les Turcs avaient préparée en cet endroit rendaient une attaque de front impossible. C'est seulement après que les retranchements de l'ennemi eurent été tournés par la cavalerie qui traversa à Makhadet-hadjlah le fleuve qu'un pont militaire put être construit à El-Ghoraniyeh.

« Une feinte dessinée plus au Nord, au gué de El-Mandési, à quelque distance en aval de l'embouchure du torrent de l'Aoudjeh en même temps que la traversée effectuée par un petit parti près de l'embouchure du Jourdain servirent à troubler les Turcs et à disperser les forces qui nous étaient opposées. Le corps principal effectua le passage le samedi 23 mars et ce jour-là et les suivants de fortes attaques furent menées sur toutes les pistes s'élevant vers le plateau de Moab. La ligne principale d'attaque remonta la belle vallée du Ouadi-Chaïb que suit la nouvelle route carrossable d'Es-Salt d'où elle gagne ensuite Amman. Cette vallée est très pittoresque ; il n'y a pas en Palestine de district où le printemps fait éclore les fleurs sauvages avec plus de profusion. En effectuant la

montée de plus de mille mètres entre le Jourdain et Es-Salt on traverse des zones successives dont chacune est occupée par une espèce particulière de fleurs, les altitudes qui se suivent étant caractérisées par leurs variétés propres. En approchant d'Es-Salt on passe près de plusieurs sources et immédiatement au-dessous du bourg la vallée est pleine de jardins irrigués et de vergers. Es-Salt est encore un point d'une importance appréciable, capitale du district d'El-Belka et centre principal de l'éducation et du commerce dans le pays de Moab. Les habitants, aussi bien les chrétiens que les musulmans, conservent beaucoup dans leurs manières et dans leur habillement des allures bédouines. On trouve des écoles chrétiennes appartenant aux églises latine, grecque et anglicane. Le bourg est construit sur les pentes rapides d'une haute colline dominée par les ruines d'un château de l'époque des croisades, sinon même d'une période encore plus ancienne. Dans l'ensemble la ville est prospère, l'eau abondante, avec de beaux jardins aux environs et plus loin d'excellents pâturages le long de la route qui conduit à Djerach. On voit de forts groupes de vieux et beaux arbres, les survivants de ce qui fut jadis une grande forêt : on croit que le nom Es-Salt est dérivé du latin *saltus* mot qui servait à désigner un district de montagnes boisées.

Es-Salt fut prise dans la matinée du 25 mars et on ne perdit pas de temps avant de pousser sur le plateau élevé du pays de Moab vers Amman. Ce dernier point a une importance militaire appréciable car c'est une des principales stations du chemin de fer du Hedjaz. Atteindre cette ligne était le principal objet du raid et selon les derniers renseignements « plusieurs milles de voie avec tous ses travaux d'art et un pont important ont été complètement détruits ». Cette ligne est d'une si grande importance pour les Turcs qu'une pareille expédition a dû leur porter un coup sensible et causer parmi eux beaucoup d'inquiétude et de désordre.

Amman est d'ailleurs un des sites les plus fameux de ce pays : c'était anciennement Rabbath Ammon, la forteresse des Ammonites qui fut conquise par Joab, général de David. Elle devint plus tard la ville encore plus fameuse de Philadelphie, une des principales cités de la Décapole. Les ruines très étendues comprennent un grand théâtre dont les quarante-cinq rangs de sièges pouvaient recevoir quatre mille spectateurs. Pour l'établir on a excavé en demi-cercle le flanc d'une colline. Parmi les colonnes des temples en ruines et les autres vestiges grecs qui parsèment les rives du Djabock se trouvent les habitations primitives d'une grande colonie de Circassiens qui depuis un quart de siècle ont mis en culture cette région. La station du chemin de fer elle-même est à quelque cinq kilomètres en aval dans la vallée du Djabock. Au Nord comme au Sud la ligne fait une grande courbe vers l'Est pour éviter des ravins et arrive ainsi jusqu'aux confins mêmes du désert... »

La ville d'Amman étant sans aucun doute sé-



riusement défendue n'a d'ailleurs pas été touchée et les communiqués nous annoncent qu'après avoir pris 700 hommes, 4 canons, des mitrailleuses et un certain nombre de camions automobiles, les soldats du général Allenby se sont retirés vers leur base d'Es-Salt. Il semble que depuis lors la situation des troupes britanniques soit devenue délicate dans cette région et qu'elles aient dû reculer en se rapprochant du Jourdain.

### En Arabie.

Le raid des Anglais contre Amman doit être considéré comme faisant partie d'une série d'opérations auxquelles contribuaient également les coups de main des contingents de l'émir de la Mecque. Les forces arabes ont montré beaucoup plus d'audace dans les premiers mois de l'année 1918 et cela s'explique par l'amélioration de la situation des Alliés en Palestine. Le 18 janvier les Arabes s'emparaient d'un convoi important, à une douzaine de kilomètres de Médine. Vers le même moment le poste turc de Tafilalé, situé à une trentaine de kilomètres au Sud-Est de la mer Morte, était enlevé avec toute sa garnison. Quelques jours plus tard une colonne turque se dirigeant de ce point vers El Kérak un peu plus au Nord était battue, dispersée et perdait beaucoup de prisonniers avec un canon de campagne et plusieurs mitrailleuses. Ces incursions arabes privaient les Turcs de l'usage des sites plus ou moins boisés connus sous le nom de forêt de Hith d'où était tirée une bonne partie du combustible brûlé par les locomotives sur le chemin de fer du Hedjaz. Vers la fin de janvier une nouvelle attaque avait lieu, cette fois à une centaine de kilomètres au Nord de Médine et le chemin de fer était gravement endommagé tandis que le télégraphe était coupé. Les mêmes faits se reproduisaient plus au Nord dans la région de Maan.

Sans doute ces opérations n'ont rien de décisif. L'inconsistance de la plus grande partie des contingents mis en campagne par l'émir du Hedjaz ne permet pas de pousser les choses à fond et c'est pourquoi, après si longtemps, la garnison turque de Médine tient encore. Mais on peut cependant prévoir le moment où cette garnison isolée se rendra si les attaques contre le chemin de fer continuent et surtout deviennent plus fréquentes et plus efficaces. Il ne faut pas oublier qu'il y a presque un millier de kilomètres d'Amman à Médine et sur toute cette longueur le chemin de fer est exposé à être coupé par des raids des Bédouins au Sud et par les attaques des troupes britanniques au Nord.

~~~~~

Pour être membre adhérent au Comité de l'Asie Française, il suffit de verser une cotisation annuelle d'au moins 25 francs.

Tous les souscripteurs reçoivent le Bulletin du Comité pendant douze mois à dater du 1<sup>er</sup> janvier de l'année de leur souscription.

## L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR EN INDOCHINE

En exposant aux lecteurs de l'*Asie française*, dans notre numéro d'octobre-décembre 1916, le programme que M. Sarraut se proposait de mettre en œuvre dès son retour en Indochine, nous avons indiqué l'intention manifestée par le gouverneur général de donner, dans la plus large mesure possible, satisfaction aux aspirations de nos protégés indochinois, en les faisant bénéficier d'un enseignement général et professionnel toujours plus complet et plus étendu, qui leur permet de participer utilement à la gestion des intérêts publics, à l'administration et à la mise en valeur de la colonie.

Le discours prononcé par M. Sarraut à l'ouverture de la dernière session du Conseil de gouvernement fournit une nouvelle preuve de l'intérêt que le gouverneur général attache à la question de l'éducation des indigènes et de l'esprit de haut libéralisme dans lequel il envisage la solution des plus délicats problèmes de la politique indochinoise : M. Sarraut qui voit avec raison, dans la distribution judicieuse de notre enseignement à tous les degrés, l'un des plus sûrs instruments du rapprochement intellectuel des deux races française et annamite et l'une des conditions essentielles du succès de notre œuvre en Indochine, s'est attaché à montrer dans ce discours, dont nous donnons plus loin de longs extraits, que l'heure était venue de réorganiser, sur des bases élargies, l'enseignement public dans la colonie et de compléter cette œuvre d'éducation par la création d'Écoles supérieures, sortes de Facultés techniques, ouvertes à la fois aux étudiants français et indigènes et où l'élite de la jeunesse indochinoise viendrait s'initier à la science européenne, se préparer aux carrières administratives, libérales et industrielles qui lui seront de plus en plus largement accessibles, et s'instruire de ce que doivent être les relations de l'Indochine avec la nation protectrice.

\* \* \*

L'admission des indigènes au bénéfice de ce haut enseignement est aujourd'hui un fait accompli : un arrêté du 8 juillet 1917, qui a institué auprès du gouvernement général une direction de l'enseignement supérieur, prévoit l'organisation de huit établissements spéciaux, dont la plupart ont ouvert leurs cours en octobre dernier et sont actuellement fréquentés par près de 300 étudiants originaires des différents pays de l'union.

L'institution de ces Écoles supérieures s'inspire, en premier lieu, de considérations politiques analogues à celles qui avaient déjà fait admettre, il y a cinq ans, nos jeunes protégés asiatiques au bénéfice de l'enseignement secondaire : en ouvrant, en 1913 à ces jeunes gens, les portes du lycée Paul-Bert, à Hanoi, le gouvernement ré-



pondait au désir maintes fois exprimé par les notables indigènes, au sein des assemblées consultatives, d'obtenir pour la jeunesse du pays l'accès des examens français ; il leur prouvait ainsi que nous n'hésitions pas à dispenser à leurs fils le même enseignement qu'aux enfants de nos compatriotes. Cette mesure, que d'aucuns jugèrent prématurée et susceptible de compromettre le prestige et l'autorité de l'élément français, eut, au contraire, pour effet de nous attacher plus étroitement l'élite de la société indochinoise ; elle a d'ailleurs révélé l'aptitude de la plupart des jeunes gens qui en ont bénéficié à recevoir un enseignement d'un ordre plus élevé, qu'il serait profondément injuste et impolitique de refuser aujourd'hui à l'élite studieuse et lettrée de cette population dont nous avons pu, au cours de la guerre actuelle, éprouver le loyalisme.

La création de cet enseignement supérieur répond, d'autre part, à la préoccupation d'assurer aux administrations publiques et aux entreprises agricoles, industrielles et commerciales de l'Indochine, le personnel indigène qui devra remplacer au lendemain de la guerre, l'élément européen déficitaire dans un grand nombre d'emplois tenus jusqu'ici par des Français.

Il est à prévoir, en effet, qu'à l'issue des hostilités, l'administration de la colonie souffrira d'une crise du personnel français qui rendra nécessaire l'accession de plus en plus large des indigènes à certaines fonctions publiques. Dans le commerce, dans l'agriculture, dans les entreprises industrielles, la même pénurie de collaborateurs européens se fera d'autant plus vivement sentir qu'un effort considérable s'imposera à l'Indochine pour la mise en valeur de ses multiples ressources et pour la production intensifiée des denrées et matières premières dont la Métropole aura besoin. Pour remplacer les spécialistes européens qui manqueront, on devra donc faire largement appel au concours d'agents indigènes que les Ecoles supérieures techniques auront précisément pour objet de préparer à ce rôle.

\* \* \*

L'arrêté du 8 juillet 1917, qui institue en Indochine cet Enseignement supérieur, énumère les établissements déjà créés ou à créer dans lesquels sera distribué cet enseignement ; ce sont :

- L'Ecole de médecine et de pharmacie.
- L'Ecole vétérinaire.
- L'Ecole des arts et métiers.
- L'Ecole d'agriculture et de sylviculture.
- L'Ecole de commerce.
- L'Ecole de navigation et de pêche.
- L'Ecole de droit et d'administration.
- L'Ecole de pédagogie.

Il existe à Hanoï, depuis 1902, une Ecole de médecine qui a déjà donné d'excellents résultats. Les médecins indigènes qu'elle a formés comptent parmi les meilleurs propagateurs de l'influence française en Indochine, et ceux d'entre eux qui ont été envoyés en France pour perfectionner leur

instruction médicale ont obtenu brillamment le diplôme de l'Institut de médecine coloniale à Paris ; l'un de ces médecins indigènes a été reçu à l'Internat des hôpitaux. Actuellement, quinze médecins auxiliaires sortis de l'Ecole de Hanoï servent en France, sur leur demande, soit dans les ambulances du front, soit dans les formations sanitaires de l'intérieur.

Le nombre des étudiants indigènes inscrits à l'Ecole de médecine de Hanoï était, au début de l'année, de 138 élèves originaires de la colonie, auxquels viendront se joindre, espère-t-on, les étudiants chinois connaissant le français, pour lesquels une section spéciale sera ouverte. L'enseignement secondaire français étant régulièrement organisé en Indochine et permettant aux élèves du lycée Paul-Bert d'acquérir le baccalauréat, il sera donc possible de transformer bientôt l'Ecole de médecine de Hanoï en Ecole de plein exercice.

Une section de pharmacie est annexée, depuis 1914, à l'Ecole de médecine ; des emplois de pharmaciens auxiliaires sont réservés, dans les hôpitaux et dispensaires de l'assistance médicale aux élèves de cette section qui ont subi avec succès l'examen de fin d'études.

Un cours de P. C. N. a été institué à l'Ecole de médecine de Hanoï et fonctionne depuis l'ouverture de l'année scolaire courante ; il permet aux jeunes gens possédant le baccalauréat et aux candidats aux diverses Ecoles techniques de préparer le certificat d'études physiques, chimiques, histoire naturelle, et d'acquérir les connaissances scientifiques générales qui serviront de base commune aux études médicales, industrielles, agricoles, etc., dans lesquels ils entendent se spécialiser.

L'Ecole vétérinaire existe déjà en Indochine depuis quelques années ; sa réorganisation est à l'étude ; on se propose notamment de modifier les conditions d'admission à cette école, en exigeant des candidats une instruction générale et une préparation scientifique plus complètes.

L'Ecole des arts et métiers comprendra plusieurs sections dont l'une, qui fonctionne actuellement, est constituée par l'ancienne Ecole des Travaux publics et forme les agents techniques, aide-conducteurs, géomètres, etc., employés dans les services de l'administration. La création de plusieurs autres sections est projetée et pourra être réalisée au début de la prochaine année scolaire. La section de chimie fournira à l'agriculture et à l'industrie des spécialistes exercés dans la théorie et dans les applications industrielles de cette science (métallurgie, verrerie, céramique, matières colorantes, produits chimiques, engrais, savonnerie, huilerie, industrie sucrière, distillerie, etc., etc.). Une section spéciale préparera les élèves de l'Ecole aux emplois d'électricien dans les usines d'éclairage, dans les mines, dans les établissements produisant ou utilisant la force électrique. Enfin, la section du bâtiment formera les architectes et commis d'architectes qui trouveront des emplois dans le service des Bâti-



ments civils et dans les entreprises privées de construction.

L'Ecole d'agriculture et de sylviculture, de création récente, est appelée à rendre de grands services aux entreprises de colonisation en leur fournissant le personnel indigène d'ingénieurs agronomes, de régisseurs de plantations, de surveillants de culture, de chefs de chantiers dont la colonie aura besoin pour la mise en valeur rationnelle et scientifique de ses richesses agricoles et forestières.

La création projetée d'une Ecole de navigation et de pêche répond à la nécessité d'assurer à la flotte commerciale indochinoise en formation et à l'armement local au cabotage les cadres instruits et expérimentés auxquels la Métropole elle-même pourra faire appel pour les besoins de sa marine marchande. Les élèves de cette Ecole seront également familiarisés avec les méthodes les plus scientifiques et les plus modernes en usage dans l'industrie de la pêche.

L'Ecole de commerce fournira aux établissements de crédit et aux maisons d'importation et d'exportation de la colonie des chefs de comptoirs des employés, des voyageurs, des caissiers, des comptables qui auront été soigneusement préparés à ces emplois par un sérieux enseignement théorique et pratique des opérations de banque et de commerce.

L'Ecole de droit et d'administration, ouverte depuis le mois d'octobre dernier et qui compte aujourd'hui plus de 50 élèves, distribue son enseignement administratif et juridique, tant aux jeunes indigènes qui postulent des emplois français du Protectorat qu'à ceux qui, dans l'administration indigène, se destinent à la carrière mandarinale. La durée des études est de trois années ; l'Ecole reçoit les jeunes gens pourvus d'un diplôme de l'enseignement secondaire ou de l'enseignement franco-annamite.

L'Ecole de droit et d'administration fournira au gouvernement de la colonie le moyen d'améliorer le recrutement et les capacités du mandarinat et d'augmenter le nombre et la qualité des agents indigènes qui seront appelés à combler, dans les services civils, dans les bureaux, de la Douane, des Finances, du Trésor, etc., les vides causés par la guerre dans certains cadres européens.

Enfin, l'Ecole de pédagogie, dont les cours sont actuellement suivis par 22 élèves tonkinois et cochinchinois, répond à la préoccupation du recrutement et de la formation professionnelle des maîtres indigènes des écoles indochinoises, qui devront remplacer, partout où les circonstances l'exigeront, les instituteurs français dont la guerre a rendu le recrutement de plus en plus difficile. Il n'est pas besoin d'insister sur le caractère de l'éducation à la fois morale et professionnelle que devront recevoir, dans cet établissement, des maîtres appelés à devenir, par leurs fonctions, les propagandistes les plus influents de l'idée française parmi la grande masse de la population indochinoise.

\*  
\*

Tel qu'il vient d'être exposé, dans ses lignes principales le programme d'Enseignement supérieur conçu par M. Sarraut, nous paraît devoir donner satisfaction aux besoins immédiats de la colonie et réalise un progrès considérable dans l'organisation de l'enseignement public en Indochine. Le gouverneur général, en exposant ce programme au Conseil de gouvernement, n'a pas manqué de faire apparaître le caractère essentiellement technique et réaliste de l'enseignement qui vient d'être créé, en montrant que les circonstances actuelles imposaient à notre œuvre d'éducation cette orientation vers des fins utilitaires et pratiques. Il y a lieu de penser que l'institution de ces écoles spéciales n'est qu'une première étape vers l'organisation d'un enseignement supérieur plus complet, d'une véritable Université indochinoise où des études plus spéculatives pourront être données à une partie de l'élite intellectuelle de la jeunesse d'une race qui montre un goût inné pour les choses de l'esprit. On peut se demander, d'ailleurs, s'il ne conviendrait pas, dans un enseignement de cette nature, de faire une place aux études traditionnelles de l'Extrême-Orient et, d'autre part s'il ne serait pas bon, pour rapprocher de nous les hommes les plus instruits de la colonie, de régler les choses de manière à ce que le couronnement de leur instruction se fasse en France. Si ces questions peuvent être discutées il n'en faudra pas moins les prendre en considération à l'heure où il s'agira d'arrêter l'organisation définitive d'une Université indochinoise.

---

## ABDUL HAMID

---

Dans des temps plus tranquilles la mort d'Abdul Hamid qui s'est éteint dans les premiers jours de février à Magnésie, en Asie Mineure, aurait attiré beaucoup l'attention. A vrai dire l'ex-sultan était mort politiquement depuis le moment où, à la fin d'avril 1909, il fut emmené sous escorte militaire de son palais de Constantinople à villa Allatini à Salonique, où il resta comme prisonnier politique jusqu'à la guerre balkanique en 1912.

La personnalité singulière d'Abdul Hamid a joué un rôle appréciable dans les événements qui ont préparé la guerre actuelle. C'est sa manière de gouverner la Turquie qui a abouti à la révolution jeune-turque de 1908 et qui a mis par conséquent l'Empire ottoman absolument entre les mains de l'Allemagne. La grande erreur d'Abdul Hamid fut de concevoir le gouvernement de l'Empire ottoman non pas comme une organisation destinée à administrer et à réformer le mieux possible le pays, mais comme une diplomatie perpétuelle qui jouait à l'intérieur aussi bien qu'à l'extérieur de toutes les rivalités qu'elle



pouvait mettre en opposition. A cet égard l'ex-sultan fut une personnalité pour ainsi dire anachronique et qui à aucun moment n'a compris les nécessités de son temps et le véritable moyen de sauver son empire.

Abdul Hamid était né le 22 septembre 1842, second fils du sultan Abdul Medjid. Dès sa jeunesse il montra des dispositions taciturnes, mélancoliques, jalouses et en même temps obstinées. Pendant son règne son apparence trompa souvent les observateurs, surtout étrangers, sur la réalité de son caractère. Il recevait les visiteurs en homme courtois, leur montrait un visage intelligent et des manières polies jusqu'à être sucrées. Ses grands yeux noirs abrités sous d'épais sourcils faisaient un peu songer à ceux d'un chevreuil effrayé. Son corps émacié, ses épaules tombantes donnaient l'impression d'une peine constante. Abdul Hamid savait attirer la sympathie et donnait le change sur ses véritables dispositions.

Sa méfiance était extraordinaire. Il cachait généralement des pistolets dans les poches de la longue tunique militaire grise qu'il portait presque toujours, sauf lorsqu'il recevait ses visiteurs habillé à la dernière mode par un tailleur de Londres. Il faisait de son mieux pour s'asseoir le dos à la lumière de façon que le visage de ses hôtes fut éclairé en plein. Lorsque l'on entrait dans la pièce où il se tenait on le trouvait généralement derrière la porte où il restait de manière à pouvoir tirer son pistolet avant qu'aucun intrus n'eût pu découvrir l'endroit exact où il attendait l'entrée des visiteurs. A l'intérieur de son palais de Jildiz ses mœurs étaient nomades : il couchait dans la chambre du harem qui lui paraissait la retraite la plus sûre pour le moment et des assassins qui l'auraient cherché n'auraient par conséquent jamais su où le trouver. Cet homme nerveux, fatigué par les veilles, était cependant d'une énergie extraordinaire. Il avait pris l'habitude dans sa jeunesse d'entretenir la vigueur de son corps par des exercices méthodiques et il les continua jusque dans la dernière partie de sa vie. Soumis à une hygiène rigoureuse, remarquablement sobre, il menait la vie la plus régulière et arrivait ainsi à se soutenir malgré le manque de sommeil.

Abdul Hamid était en effet un grand travailleur. Il ramenait à lui toute la machine de l'Etat en véritable tyran oriental. Rien ne pouvait se faire sans sa connaissance ni son consentement. Son secrétaire, qu'il tuait de travail à raison de quinze ou seize heures par jour, devait tout lui soumettre et de plus des milliers de rapports lui arrivaient de tous les ministères, de tous les fonctionnaires et de tous les espions de son empire. Des ordres télégraphiques partaient sans cesse portant sur les affaires les plus importantes comme sur les moindres. C'est surtout lorsqu'il s'agissait de sa sécurité ou de la soumission de ses sujets que l'activité du sultan devenait fiévreuse. La révélation véritable ou fautive de tout complot excitait en lui une activité mentale extraordinaire. Pour le moment toutes les autres affaires d'Etat étaient oubliées, rien ne se réglait dans

l'empire mais il poursuivait son objet comme un limier de police et bien qu'il ne fût pas cruel pour le plaisir de la cruauté, et que, sans doute par politique, il eût toujours préféré éviter les mesures extrêmes, il traquait ses ennemis avec une implacable application. Personne n'était trop grand ni trop petit pour échapper à sa vengeance et celle-ci tombait sur des hommes qui croyaient depuis longtemps avoir été oubliés par sa peur et haine. Il était universellement craint. On se plaignait si fort de ses interventions dans la vie de ses sujets que les Turcs avaient pour coutume de dire que sans un iradé du sultan personne n'était autorisé à mourir. Et cependant un seul attentat fut commis contre lui en 1905 par un Arménien désespéré du massacre de sa race. Tel était le caractère du « sultan rouge », le souverain dont les mains étaient le plus tachées de sang avant qu'un autre l'ait largement dépassé, quoique sous une autre forme, dans le crime.

Sa politique pleine de conceptions, mais en même temps tortueuse et petite dans les moyens, fut à l'image de sa personnalité. Lorsqu'il monta sur le trône, après avoir, pendant le court règne de son frère Abdul Aziz, proclamé sa passion du gouvernement libéral, un de ses premiers actes fut de bannir dans le Hedjaz Midhat pacha, auteur de la Constitution de 1876 ; il fit étrangler secrètement deux ans plus tard ce vizir réformateur qui avait le tort de conserver encore trop d'amis à Constantinople. Immédiatement le sultan se trouva en présence d'un extrême péril extérieur. Les massacres de Bulgarie le menaçaient d'une intervention russe. La conférence européenne qui s'était réunie en décembre 1876 à Constantinople n'avait pu aboutir à rien. Les troupes russes se massaient sur le Pruth et l'opinion anglaise, révoltée des atrocités commises en Bulgarie, ne permettait guère à la Turquie d'espérer l'appui britannique traditionnel contre l'intervention russe. Le sultan essaya d'écarter l'orage par des paroles : le 19 mars 1877 il convoqua les députés qui avaient été élus sous la Constitution, il leur adressa un discours du trône se répandant en promesses de réformes libérales. Tout cela n'était que du verbiage. Cinq semaines plus tard la Russie avait déclaré la guerre. Le courage des troupes turques, qui se manifesta particulièrement dans l'héroïque défense de Plevna, fut rendu vain par l'incapacité des généraux et par le désordre universel de la machine publique ottomane. Les Russes arrivèrent à San-Stefano, y firent signer au sultan un traité désastreux et ils seraient entrés à Constantinople n'eût été la présence d'une flotte anglaise.

L'Angleterre, qui se fit alors céder Chypre comme prix de l'aide qu'elle devait donner à la Turquie pour assurer l'intégrité territoriale de ses domaines d'Asie, poussa le sultan à des réformes. Abdul Hamid affecta d'en accepter le programme mais il ne changea rien à sa politique intérieure et s'efforça de régner en jouant des musulmans contre les chrétiens et des chrétiens contre les musulmans, et particulièrement en excitant en



Europe les mahométans albanais contre leurs voisins grecs, serbes et bulgares. En Asie il devait, quelques années plus tard, faire le même usage des Kurdes contre les Arméniens. Peut-être l'Angleterre manqua-t-elle d'ailleurs l'occasion d'obtenir de véritables réformes turques. Après la convention de Chypre de 1878, qui avait promis au sultan l'intégrité de ses possessions asiatiques, lord Beaconsfield s'efforça d'obtenir des améliorations en Asie Mineure. Un groupe d'officiers anglais choisis — feu lord Kitchener était parmi les plus jeunes d'entre eux — fut envoyé sous les ordres du colonel sir Charles Wilson en Asie Mineure et commença une œuvre de réforme. Mais un peu plus tard, en 1880, la politique réformiste de M. Gladstone chercha à s'appuyer sur le concert européen à Constantinople. La période des démonstrations navales odieuses à la Turquie recommença. Il devint bientôt clair qu'il était impossible de rien faire avec ce concert, que l'Allemagne trahissait sans cesse en vendant à la Turquie ses bons officiers pour faire échouer tous les projets de réformes européens. C'est en 1881 que Bismarck envoya la première mission militaire allemande à Constantinople. A ce moment, d'ailleurs, aussi bien lord Salisbury que M. Gladstone saluèrent le développement de l'influence allemande en Turquie comme un moyen de contrebalancer celles de la France et surtout de la Russie.

Dans l'affaire d'Egypte, Abdul Hamid montra une politique qui voulait être habile et qui ne fut qu'hésitante et impuissante. Le sultan encouragea le mouvement d'Arabi pacha dans l'espoir de préparer les voies à une intervention turque, puis il refusa d'intervenir et ce n'est qu'après la bataille de Tel-el-kébir, c'est-à-dire quand il était trop tard, que le sultan se déclara prêt à coopérer avec les forces anglaises. En 1885, il eut encore une chance de résoudre comme il le désirait la question d'Egypte : il conclut avec le gouvernement britannique un accord aux termes duquel les deux gouvernements devaient discuter la question et en mai 1887 les longues négociations de sir Henry Drumond Wolff et de Moukhtar pacha aboutirent à une convention déterminant les conditions dans lesquelles les troupes britanniques seraient retirées d'Egypte. Cet accord fut rapidement ratifié à Londres, mais le sultan traîna si bien que le 15 juillet sir Henry Drumond Wolff, n'aboutissant à rien, quittait Constantinople, laissant tout en suspens.

Il semble que c'est dans les années qui suivirent que la grande pensée du sultan, le panislamisme, se développa de plus en plus dans son esprit. Il découvrit dans la solidarité de l'Islam un moyen d'augmenter le prestige du calife et il s'empara des idées panislamiques qui commençaient à être prêchées. Il y avait un rapport nécessaire entre ces idées et le désir de diminuer autant que possible l'importance d'une population dont l'activité, le développement économique et aussi les tendances libérales, parfois jusqu'à l'esprit révolutionnaire, semblaient une menace

pour l'absolutisme du calife ottoman : c'est en 1890 que l'on commença à apprendre les excès commis par les Kurdes sur les Arméniens. D'année en année la sinistre histoire se renouvelait et l'on acquit la certitude que le sultan n'était pas étranger aux exterminations. Pendant l'été 1896 celles-ci s'étendirent à Constantinople où 5.000 Arméniens furent massacrés en quelques jours.

Le sultan se voyait menacé d'une ingérence européenne pour faire cesser ces atrocités. L'attitude des ambassadeurs de certains Etats et surtout celle de l'ambassadeur français, M. Paul Cambon, avait été très nette. Abdul Hamid cherchait un contrepoids aux ingérences libérales et humanitaires des puissances occidentales aussi bien qu'à la pression russe et il se mit à cultiver de plus en plus l'amitié de l'Allemagne qui n'était pas particulièrement délicate dans les conditions qu'elle lui imposait. Les officiers allemands furent engagés pour réorganiser l'armée turque : Krupp reçut de très grandes commandes de matériel, les Allemands furent nantis de la concession fructueuse des chemins de fer d'Anatolie et de Bagdad. Tel était le salaire de la tolérance allemande aux atrocités arméniennes. Guillaume II fit deux visites au sultan à un moment où il était particulièrement maudit pour les massacres et Abdul Hamid vit dans ces politesses une réparation, un moyen de s'imposer à ses sujets ; tous les avantages qu'il concédait par contre aux Allemands lui paraissaient de peu d'importance en comparaison de tels intérêts.

Malgré toute son habileté politique et l'application avec laquelle il suivait et dirigeait le travail de son espionnage à l'intérieur, Abdul Hamid commençait cependant à être menacé par la force qui mit fin à son règne. Dès 1896, il avait dû se préoccuper des Jeunes-Turcs et c'est peut-être ce souci nouveau qui l'avait détourné pour un temps d'encourager et de couvrir les massacres des Arméniens. Un nombreux parti en Turquie voulait revenir à la Constitution libérale de 1876 et tolérait avec difficulté le règne d'un souverain qui exilait ou faisait tuer tous les hommes coupables d'aspirer à plus de liberté. Au commencement de 1905, un Comité fut formé à Salonique et il servit de centre à tous les ennemis du régime. La majorité des officiers du 3<sup>e</sup> corps, qui occupait la Macédoine, ainsi qu'un assez grand nombre de soldats s'y affilièrent. En juin 1908, le bruit courut que l'empereur de Russie et le roi d'Angleterre, qui s'étaient rencontrés à Réval, allaient imposer un grand programme de réformes en Macédoine. Les Jeunes-Turcs s'irritèrent, voulurent prévenir cette intervention étrangère. Deux officiers du Comité gagnèrent la montagne avec des groupes de partisans, la révolte s'étendit comme une traînée de poudre. En quelques jours toutes les troupes et toute la population de la Macédoine s'étaient rangées du côté du Comité. La Constitution de 1876 fut proclamée dans la province. Abdul Hamid, qui avait reçu un ultimatum, essaya de temporiser, mais il dut se soumettre et le 24 juillet 1908 la restauration de



la Constitution de 1876 fut formellement proclamée. Il en résulta pendant quelques semaines un enthousiasme et une fraternisation extraordinaires dans tout l'Empire ottoman, qui se crut régénéré par miracle. Le sultan joua merveilleusement son rôle de souverain constitutionnel. Il ouvrit le Parlement en personne, sut lui dire exactement ce qu'il fallait et fut salué par des ovations en traversant les rues remplies de foule. Mais le 13 avril 1909 une mutinerie de la garnison de Constantinople éclata, le ministre de Hilmi pacha et le Comité Union et Progrès furent vaincus dans la capitale. Bien que les mains du sultan ne fussent pas visibles dans ces événements, on ne manqua pas de les lui attribuer. L'armée de Macédoine ne se résigna pas au pronunciamiento de Constantinople : en dix jours le 3<sup>e</sup> corps, commandé par Mahmoud Chevet pacha, était aux portes de la capitale. Il y entra le 24 avril et le sultan fut déposé par une décision de l'assemblée nationale et un *fetoua* du Cheikh ul Islam qui déclarait que Abdul Hamid était forfait comme calife. Son frère Rechad Effendi fut proclamé sultan sous le nom de Mahomet V et c'est alors que commença la vie recluse d'Abdul Hamid, qui fut interné dans la villa Allatini à Salonique.

Lorsque les Grecs arrivèrent devant cette ville en 1912, l'ex-sultan refusa d'abord de quitter la villa. Il ne consentit à partir que sur le stationnaire allemand de Constantinople, envoyé tout exprès pour le chercher. Il fut détenu ensuite pendant longtemps dans le palais de Beylerbey sur le Bosphore, non loin de Yildiz où il avait mené longtemps une vie presque aussi recluse, mais toute-puissante, mystérieuse et redoutée. En 1915, comme on craignait pendant la guerre une insurrection à Constantinople, l'ex-sultan fut envoyé à Smyrne et trois jours plus tard à Magnésie, où il vint de mourir. Il ya quelques années, Abdul Hamid aurait semblé un anachronisme monstrueux, mais le régime d'Enver pacha et de ses complices et les massacres pires encore perpétrés par ces prétendus hommes de progrès ont relégué au second plan le souvenir du régime sanglant et de la personnalité exécrée du « sultan rouge ».

## LA LOI DE 1901

### ET L'ENSEIGNEMENT FRANÇAIS EN ORIENT ET DANS L'EXTRÊME-ORIENT.

L'Asie française a attiré plusieurs fois l'attention de ses lecteurs, dans l'espoir d'atteindre par eux les pouvoirs publics, sur les résultats déplorables qu'a, pour l'expansion de notre culture et de notre langue au dehors, l'application sans mesure de la loi de 1901 sur les congrégations. Il est aisé de comprendre que peu à peu le personnel français des congrégations enseignantes, spécialement en Orient et en Extrême-Orient, est éliminé par la vieillesse et la mort et

qu'il est remplacé par des étrangers, le recrutement étant devenu impossible dans notre pays.

Nous ne cesserons, chaque fois que nous en aurons l'occasion, de signaler les faits qui démontrent cette situation. Nous pouvons cette fois attirer l'attention sur la menace qui pèse sur les écoles françaises tenues au Japon par les Marianistes.

Ces religieux se sont établis au Japon à la fin de l'année 1887. Ils ont maintenant dans ce pays cinq établissements dont deux lycées, deux écoles de commerce et une école apostolique dans laquelle ils préparent leurs collaborateurs indigènes. A Nagasaki ils ont le lycée « Etoile de la Mer », fondé en 1891 et reconnu officiellement en 1911 par le gouvernement japonais. Le nombre des élèves est de 440, sortant presque tous des familles notables de l'île Kyu-Shiu. Le personnel non japonais de cet établissement se compose de huit Français, dont le directeur, et d'un Américain. A Osaka l'école « l'Etoile Brillante » qui donne un enseignement commercial a été fondée par les Marianistes en 1898 et officiellement reconnue par le gouvernement japonais en 1902. Elle a 800 élèves, recrutés parmi les familles de riches commerçants de ce principal centre industriel du Japon. Son personnel étranger se compose de six Français, dont le directeur, d'un Américain et d'un Espagnol. A Yokohama le collège Saint-Joseph donne surtout l'instruction aux fils des étrangers résidant dans ce centre principal des colonies étrangères. L'établissement a été fondé en 1901 et compte 210 élèves, en majorité fils d'Anglais ou d'Américains. Le personnel se compose de 7 Français, dont le directeur, et de 3 Américains. A Urakami l'école apostolique fondée en 1907 compte actuellement 62 élèves et a 3 professeurs français, dont le supérieur. Enfin à Tokio les Marianistes ont dans le lycée « l'Etoile du Matin », leur principal établissement au Japon. Fondé en 1888, ce lycée a été officiellement reconnu en 1899. Il a 1.003 élèves. Son personnel étranger compte 17 Français, dont le directeur, et un Américain. Notons qu'en dehors du personnel français actuellement en fonctions au Japon chacun de ces collèges compte des mobilisés qui servent actuellement dans l'armée française.

Nos compatriotes donnent non seulement l'enseignement dans leurs collèges, mais encore ils enseignent la langue française dans les établissements du gouvernement japonais qui se trouvent dans les villes où sont ces collèges. Ils ont organisé avant la guerre, qui a interrompue cette œuvre, des cours de français pour adultes qui attiraient un assez grand nombre de Japonais de bonne famille. Un Marianiste est professeur de littérature française à l'Université impériale de Tokio, un autre y fait des cours de langue française, deux vont dans les écoles militaires, un autre à l'école des nobles, et enfin un dernier au lycée supérieur.

Il faut noter que c'est uniquement grâce aux Marianistes français que notre langue joue un rôle important dans l'enseignement de ces différentes



écoles. Tout homme ayant été au Japon sait à quel point la prépondérance de la langue anglaise dans tous les domaines de la vie sociale et économique est éclatante. Elle est assurée non seulement par l'ancienne prédominance commerciale britannique en Extrême-Orient, mais encore par le rôle de plus en plus grand que jouent les Etats-Unis dans cette partie du monde et en particulier au Japon. C'est à tel point que les Marianistes français ont été obligés de faire de l'anglais la langue étrangère principale dans leurs établissements de Nagasaki, d'Osaka et de Yokohama; mais cependant ils y ont institué le français langue secondaire obligatoire pour tous les élèves, et la chose est remarquable si l'on considère que l'étude du français n'est guère au Japon qu'un luxe intellectuel et un avantage littéraire. Il est encore plus remarquable que, dans ces conditions, le français ait été institué comme langue principale étrangère non seulement à l'école apostolique d'Urakami, mais encore au lycée « L'Etoile du Matin » de Tokio, reconnu par le gouvernement et le principal établissement des Marianistes au Japon. Cette situation est uniquement due, nous le répétons, à la volonté systématique de nos compatriotes qui ont créé et qui mènent ces établissements.

Ils ont fait et ils pourraient faire encore davantage dans des œuvres accessoires s'ils en avaient les moyens. Déjà ils ont composé des classiques franco-japonais, des cours complets de langue française à l'usage des Japonais, des choix de lectures françaises; tous livres ayant eu plusieurs éditions. Ils songent à créer une revue française. Mais toute leur activité est subordonnée au maintien de leur personnel français. La mobilisation a diminué celui-ci et malheureusement, le recrutement étant tari en France, il faut craindre une diminution encore plus irrémédiable en attendant la substitution complète d'étrangers à nos compatriotes dans toutes les écoles des Marianistes au Japon, et étant donné les conditions de ce pays, il en résulterait presque fatalement la disparition de la langue française de l'enseignement de ces écoles.

Non seulement les Marianistes ne peuvent plus recevoir aucun concours pécuniaire de leur congrégation, dont les biens en France ont été liquidés, mais encore le recrutement en France est devenu impossible à cette congrégation qui n'y a plus d'établissement pour y maintenir sa notoriété. Depuis 1903 on n'a pu diriger sur le Japon pour renforcer le personnel des Marianistes que 2 ou 3 Français; mais les autres recrues ont dû être prises en Amérique. Quelques-uns des nouveaux venus sont heureusement des Alsaciens encore jeunes, formés par des maîtres allemands, mais tout prêts à servir la cause française. Par malheur il s'agit là d'un recrutement singulièrement limité et, en attendant que des tempéraments aient été apportés à l'application de la loi de 1901 aux Marianistes, les œuvres que dirige leur congrégation au Japon sont menacées de disparaître. Si la situation doit se prolonger en France,

si le recrutement continue à être impossible, si les Marianistes n'ont pas d'établissement où les futurs professeurs du Japon pourront étudier, se préparer aux diplômes français, les résultats déjà obtenus seront anéantis et l'avenir appartiendra à des maîtres d'autres nations. Ajoutons que des écoles de Marianistes sont désirées dans d'autres villes japonaises comme Nagoya et Sendai, sans parler de la Corée, de la Chine et de divers autres pays. Il appartiendra au gouvernement de voir à la fin de la guerre, qui nous impose évidemment une révision générale de tous nos moyens d'action dans le monde, s'il lui convient de maintenir l'application de la loi de 1901 à des congrégations qui n'ont jamais fait de politique et dont l'action à l'extérieur est si hautement nécessaire à la France.

Qu'il nous soit permis à cet égard, puisque nous parlons du travail national des congrégations françaises au dehors, de citer un petit fait qui en dit long sur le courant que nos compatriotes ont à remonter pour enseigner dans certains pays le français qui n'est pas une langue répandue et qui n'est pas demandé. En 1902, l'auteur de cet article visitait à Bangkok les écoles de la mission française. Il demandait au directeur quels élèves apprenaient le français et on lui en montra un petit nombre qui avaient d'ailleurs une connaissance honorable de notre langue. Mais, nous fut-il dit, les enfants qui apprennent le français sont des orphelins, les familles des autres imposant de la manière la plus absolue l'enseignement de la langue anglaise qui seule a une valeur commerciale et courante au Siam. Cet exemple montre ce que signifie l'énergie avec laquelle les congrégations comme les Marianistes enseignent le français en Extrême-Orient où la situation de notre langue n'est pas du tout ce qu'elle est en Orient, bien que dans le Levant lui-même il suffirait de quelques années d'effacement politique complet et de l'élimination du personnel enseignant le français pour faire disparaître une prédominance linguistique qui, il ne faut pas l'oublier, ne remonte pas à beaucoup plus de deux générations.

## L'INSURRECTION DU HEDJAZ

### SON CARACTÈRE — SES RÉSULTATS

Nous tenons d'un homme qui a pu observer d'assez près les choses du Hedjaz les notes suivantes sur l'insurrection de ce pays. Très « objectives », elles permettent une mise au point; aussi croyons-nous intéressant d'en faire bénéficier nos lecteurs.

Parmi tous les événements qui ont surgi pendant la guerre, l'un des plus inattendus pour le public français fut certes la révolte du grand chérif de la Mecque. Beaucoup de gens rêvent déjà d'un nouveau califat favorable aux Alliés et d'une



resurrection des anciens royaumes arabes organisés désormais avec tous les progrès de la civilisation et de la science.

Il ne m'appartient pas de discuter l'importance que peut prendre le grand chérif, malik (roi) du Hedjaz, ni la caducité de la conception du califat. Mais en laissant de côté ces questions générales, il est intéressant de se rendre compte de quoi est composé ce royaume qui a ainsi surgi du cataclysme général.

La population du Hedjaz est loin d'être homogène, et loin surtout de manifester une unanimité complète de sentiments. Le patriotisme de ses divers éléments se borne à une haine commune de l'étranger, même musulman. Mais leurs intérêts essentiellement divergents ne laissent pas d'inspirer certaines inquiétudes sur l'avenir de ce pays après la guerre.

*L'aristocratie et le chérif Hussein.* — L'aristocratie comprend les chérifs et les seyeds descendants respectifs des deux fils du prophète Ali. Le plus important d'entre eux est le grand chérif Hussein ben Ali, malik du Hedjaz, de la tribu de Hachem (tribu du prophète), et qu'on appelle couramment « seyedna » (notre seigneur). Beaucoup de chérifs et de seyeds ont une autorité temporelle : gouvernement d'une ville ou d'une tribu ; mais on en trouve également dans tous les rangs de la société, jusque parmi les mendiants et les idiots. La population a un certain respect pour leur sainteté ; mais ce respect est très relatif, et surtout mesuré à la puissance temporelle du personnage. Tous les chérifs touchaient en temps de paix du gouvernement turc des pensions proportionnées à leur influence, et certains d'entre eux n'envisagent pas sans quelque appréhension le régime d'après-guerre qui pourrait marquer la fin de leurs prébendes. Naturellement ne sont pas compris dans ces derniers ceux qui, étroitement alliés au grand chérif, escomptent une large part dans le budget du gouvernement « Hachémite ».

Hussein ben Ali et ses quatre fils, les émirs Ali, Abdallah, Faïssal et Zeïd, représentent des types assez purs de la race arabe, à part le dernier, Zeïd, qui est de mère circassienne. Ils ont les traits aristocratiques et possèdent l'esprit de finesse très développé, mais le plus remarquable est certainement le père qui a un grand sens politique, mûri par un long séjour à la cour de Constantinople. Ils sont peut-être trop aristocratiques malheureusement, et manquent de l'audace et de l'énergie qu'il faudrait au chef de bande nécessaire pour entraîner véritablement les Bédouins derrière lui. Ils sont, par contre, le centre d'un mouvement panarabe intense, auquel ils sont poussés par leur propre intérêt, autant que par l'influence de leur entourage de Syriens. Ces derniers, dont les plus importants sont les Bekri, d'une des familles les plus influentes de Damas, et Fouad el Khatib, Libanais lettré, représentent un élément certainement intelligent et fin, mais dont le moins qu'on puisse dire est qu'ils vivent sans cesse en un rêve doré. Lorsque l'un des émirs se déplace de dix kilomètres, il envoie des

télégrammes pompeux annonçant, par exemple, qu'il va prendre Damas pour se rabattre ensuite sur la Mésopotamie, ou sur les communications de l'armée turque. Ils espèrent que cette guerre permettra à la race arabe de reprendre une place prépondérante dans le monde. Il est à noter du reste qu'ils parlent toujours de conquêtes temporelles et non point d'un pouvoir analogue à celui d'un pape. Le malik ne sort les arguments religieux que pour expliquer sa révolte contre le Comité Union et Progrès. (Trop souvent chez nous on s'imagine que calife et pape sont synonymes.)

Ces personnages ne sont arrêtés dans leurs rêves que par la jalousie qui se manifeste dans les relations entre les ministres et même entre les fils du malik qui ne sont pas assez attristés des échecs que peuvent subir leurs frères ni heureux de leurs succès. La rivalité est surtout grande entre l'émir Ali qui est l'aîné et le second, l'émir Abdallah : ce dernier jouit d'une plus grande popularité parmi les Bédouins et son ambition très vive lui fait regretter amèrement de n'être pas l'aîné. L'émir Ali est certainement le moins présomptueux et le plus raisonnable ; malheureusement sa santé est précaire.

L'émir Faïssal, par suite de son intimité avec les Bekri et de ses séjours à Damas, laisse ses frères aînés se disputer la succession du père, et paraît viser plus particulièrement le gouvernement de la Syrie avec Damas comme capitale.

\*  
\* \*

*Les Bédouins.* — Cette politique panarabe est loin de trouver chez les Bédouins l'écho désiré par les émirs.

Les Bédouins du Hedjaz ne sont pas de véritables nomades comme, par exemple, ceux du désert de Syrie. Ils forment une population demi-sédentaire, chaque tribu ayant son territoire, et vivant sur un certain nombre d'oasis où l'on rencontre de rares villages.

Il faut se rappeler que le Hedjaz est un véritable désert où quatre ou cinq pluies torrentielles par an amènent pendant un mois ou deux une très légère végétation. La seule culture y est le palmier sous lequel on récolte des aubergines et quelques pastèques. Au milieu des montagnes volcaniques arides et déchiquetées, des oueds courent généralement à sec, mais coupés de loin en loin par des barrages transversaux : ils retiennent ainsi le plus longtemps possible des lagunes d'eau de pluie. C'est grâce à ces travaux relativement perfectionnés pour des Bédouins, que l'on rencontre quelques oasis avec un peu de culture. Les pâturages pour chameaux sont constitués par des arbustes d'un vert sombre appelés « hamdh », et ne valent pas, au dire de nos officiers musulmans, nos pâturages du Sud Algérien et du Sud Tunisien. Quelques troupeaux de moutons et de chèvres venus du Nejd complètent les ressources du pays, mais ces animaux n'ont plus que la peau sur les os.



En temps de paix, les Bédouins vivaient de ces maigres ressources et du pillage ou du rançonnement des caravanes de pèlerins. Tantôt ils se livraient au banditisme pur et simple; tantôt ils prélevaient, d'une façon quasi régulière, un droit de passage sur leur territoire, comme cela se passait par exemple pour le pèlerinage égyptien du Tapis sacré.

Au début de la guerre l'arrêt du pèlerinage provoqua la misère dans tout le Hedjaz et en particulier parmi ces coupeurs de routes. Cette misère fut portée à son comble par le blocus anglais des côtes d'Arabie, arrêtant ainsi l'arrivée des denrées d'importation qui constituent plus de la moitié de la nourriture du pays. Ce blocus ne fut appliqué dans toute sa rigueur que quelque temps avant le soulèvement du Hedjaz et en fut certainement un très important facteur.

Au contraire la guerre contre la Turquie, ou plutôt, selon leur expression, contre le Comité Union et Progrès, a ouvert chez les Bédouins une ère de prospérité comme ils n'en ont jamais connue; à tel point qu'ils sont peut-être les seuls dans le monde entier à désirer la continuation indéfinie des hostilités. Ils gagnent plus d'or en combattant du côté de l'Entente, que jamais les rapines ne leur en avaient rapporté. Ils touchent de plus des rations régulières, ce qui est pour eux l'abondance; les mauvaises langues disent même qu'ils en revendent parfois aux Turcs, ce qui serait bien possible après tout. D'autre part leurs risques sont minimes, car ils ont une grande répugnance à donner un assaut. En une circonstance cependant ils déployèrent une grande bravoure: ce fut dans la prise d'un détachement turc commandé par le colonel Achraf bey, détachement muni de mitrailleuses. Mais il faut ajouter que ce détachement était porteur de 20.000 livres turques or qu'il devait transporter au Yémen.

Dans un moment d'épanchement, l'émir Ali confia un jour à l'un de nos officiers sa triste situation à la tête de pareilles troupes: le combat se déroulait à droite de la piste dans une direction perpendiculaire à celle-ci; il avoua n'oser se porter au centre de son front de combat, craignant d'avoir sa retraite coupée par la défection d'une tribu de son aile droite. Ces défections sont fréquentes, surtout après paiement d'un arriéré de solde. L'émir ajoutait: « Je ne puis livrer un combat réellement sérieux, car le jour où j'aurai cent hommes hors de combat toutes ces tribus me tourneront le dos. » En un mot, les Bédouins consentent à faire un brigandage bien rémunéré, mais non la véritable guerre avec ses risques: la nature de l'aide qu'ils consentent à donner au chérif explique la lenteur des résultats obtenus au Hedjaz. Leur manière de combattre est en général la suivante; ils rampent en utilisant le terrain jusqu'à trois ou quatre cents mètres des retranchements turcs; là, dissimulés derrière des rochers, ils tiraillent et échangent avec l'ennemi des balles sans grand résultat; le soir venu ils reviennent sur leurs positions en arrière. C'est avec grand-peine qu'au combat de Bir-Dérouich

l'officier commandant les forces de l'émir Ali, Noury bey, obtint d'eux de passer la nuit sur les positions; mais lorsque les Turcs évacuèrent les forts, ils ne furent point poursuivis et levèrent leur camp comme s'il s'agissait d'une étape ordinaire en pays pacifié.

Bien mieux: les Bédouins ne désirent pas vraiment la chute de Médine, car elle signifierait pour eux la guerre reportée plus au Nord sur l'Arabie Pétrée, loin de leurs foyers. Or, ces guerriers n'aiment point se battre loin de chez eux, craignant, à juste titre, qu'en leur absence la tribu voisine ne vienne piller leurs biens et violer leurs femmes.

Pour servir d'ossature à ces bandes, les émirs ont groupé une petite armée régulière d'un millier d'hommes à peu près composée de déserteurs turcs, de gens du Yémen et d'esclaves noirs. Cette troupe conduite par des officiers arabes, anciens officiers de l'armée turque, a assez bonne allure. Certains de ces officiers sont du reste remarquables et les quelques succès chérifiens leur sont bien dus, grâce surtout à la petite artillerie qu'ils ont formée. Mais ces réguliers sont perdus parmi les 40 à 50.000 Bédouins qui composent le reste des contingents.

Comment se fait-il donc que contre une telle armée, les Turcs n'arrivent pas à reprendre la Mecque par une offensive vigoureuse? C'est qu'en réalité rien ne les paralyse plus que cette guérilla qui menace sans cesse leurs communications. Dans ce pays désertique, une ligne de ravitaillement coupée signifie la mort. On compte quatre routes seulement pour aller de Médine à la Mecque. Ces pistes en pays montagneux sont très accidentées, et traversent parfois des gorges étroites comme celle des Tarraï, où il n'y a passage que pour un chameau à la fois. Si les Turcs ne craignent pas leurs adversaires en bataille rangée, ils ont au contraire une sainte terreur de ces bandits qui surgissent brusquement des sommets pour égorger les petits détachements et voler les chameaux portant la nourriture tant attendue.

Ils n'ont, d'autre part, ni le nombre d'hommes ni le nombre de chameaux suffisants pour garder efficacement la ligne de ravitaillement d'une offensive sur la Mecque.

Au contraire, dans le cas de Médine, le chemin de fer, grâce à des équipes de réparation organisées par des Allemands, constitue encore une ligne de ravitaillement suffisante, les Bédouins n'ayant pu couper jusqu'ici que momentanément la voie (1), et n'étant pas parvenus à occuper d'une façon permanente une des stations de la ligne. Au Nord, d'ailleurs, l'un des rivaux du grand chérif, Ibn Rechid, le plus jeune des deux émirs du Nejd, aide considérablement les Turcs, soit en les ravitaillant par caravanes de son repaire de Hail, dans les monts Chammar,

(1) Ces lignes ont été écrites avant les dernières opérations du général Allenby, dont les troupes ont mené un raid très efficace contre le chemin de fer du Hedjaz qu'elles continuent à menacer constamment.



soit en patrouillant pour eux le long de la voie ferrée.

Voilà donc en gros quelle est la condition actuelle des Bédouins de l'intérieur du Hedjaz, et les curieuses conséquences qui en découlent pour la conduite de la guerre.

\* \*

*Les citadins.* — Tout différent est le sort des citadins de Djeddah et de la Mecque qui voient avec angoisse se prolonger une guerre qui est leur ruine. Venus de tous les points du monde islamique, ils se sont donné rendez-vous là, à l'affût du malheureux pèlerin qui tombera entre leurs griffes. Ce ne sont que boutiquiers, changeurs, riches marchands importateurs, et surtout la foule des conducteurs de pèlerins. Quelques-uns d'entre eux sont pèlerins eux-mêmes, venus s'installer plusieurs mois avant le pèlerinage pour vendre leur pacotille.

Toutes les races du monde islamique se mêlent dans cet étrange creuset, depuis les Javanais, les Malais et les Hindous jusqu'aux Sénégalais et aux Maures. Les Hindous, les Persans et les Hadramauti dominant, tout au moins par l'importance de leurs richesses, car beaucoup sont plusieurs fois millionnaires.

Toutes les maladies se rencontrent dans ce milieu, depuis les grandes maladies épidémiques, choléra et peste, jusqu'au paludisme qui y atteint une virulence fréquemment mortelle, en passant par l'éléphantiasis, et des spécimens des maladies les plus rares. La syphilis y atteint également des proportions inusitées, d'autant plus que la moralité y est très basse malgré une grande hypocrisie religieuse : malgré tous les efforts d'un médecin égyptien qui a fait ses études en Suisse, il n'y a pas de service de femmes à l'hôpital, et le malik a même refusé d'y introduire une sage-femme, s'indignant d'une pareille incongruité ; les femmes dans la rue ont des tenues hideuses afin d'éloigner les regards des hommes ; et cependant, malgré ces apparences, Djeddah et la Mecque sont les villes les plus débauchées de l'Islam et les vices contre nature tiennent une large place dans cette débauche.

Toute cette population essentiellement mercantile s'entend admirablement à ne laisser repartir le pèlerin que complètement dépouillé.

Or, depuis la guerre, il n'y a pratiquement plus de pèlerinage. Notre petit pèlerinage du Moghreb ne compte pour ainsi dire pas, ni au point de vue nombre, ni au point de vue importance financière. Le plus gros pèlerinage, celui des Javanais, compte 40.000 pèlerins par an contre 3.000 tous les trois ans du Moghreb. Viennent ensuite comme importance l'Inde et la Russie, puis l'Égypte. Il n'est naturellement pas question pour le moment du pèlerinage venant d'Odessa ; pour le Turkestan, les pèlerins sont obligés de traverser l'Afghanistan, voyage long et dangereux. Quant à l'Inde et à Java, le prix du fret a rendu pratiquement impossible le transport des pieux voyageurs. Pour que

les compagnies hollandaises qui faisaient ce service couvrent leurs frais, il faudrait faire payer aux pèlerins quinze fois les prix du temps de paix.

Donc, pratiquement, plus de pèlerinage. Quant aux subsides des Alliés, ils vont au chérif, à ses fonctionnaires et à ses soldats ; les marchands ne ramassent que des miettes. Aussi sont-ils mécontents, et parmi les riches beaucoup font de l'opposition au grand chérif. On voit les millionnaires vendre petit à petit leurs beaux tapis persans, et des Bédouins à moitié nus venir en ville, s'acheter des cachemires et des tapis. C'est une véritable révolution dans l'ordre social, aussi crie-t-on misère dans les villes et appelle-t-on la paix à grands cris.

Telle est la situation actuelle bien complexe de ce pays d'une vie artificielle puisqu'il tire toute sa subsistance de l'étranger (presque uniquement de l'Inde), et que sa seule richesse, le pèlerinage, lui vient également de l'étranger. Discuter son avenir sortirait du cadre de ces notes.

On peut cependant chercher avec intérêt à faire le bilan de ce que nous a rapporté la naissance de ce nouvel allié.

\* \*

*Les résultats de notre politique au Hedjaz.* — L'opinion des Alliés, en apprenant le soulèvement du grand chérif, a tout de suite escompté une impression considérable sur tout le monde musulman. Or, c'est le résultat le plus discuté de ce soulèvement. Dans nos possessions de l'Afrique du Nord, le fait fit peu d'impression : la grosse masse de nos sujets musulmans reste incrédule malgré le retour de quelques pèlerins. Pour les autres, l'ancienne domination turque a laissé trop de souvenirs pour qu'ils s'habituent rapidement à considérer le grand chérif de la Mecque comme le représentant autorisé de l'Islam. En Égypte, l'impression fut plus forte en raison du voisinage et du grand centre intellectuel musulman du Caire. Actuellement le mouvement panislamique tend à être remplacé par le panarabisme, moins défavorable à l'Angleterre et à la France. En revanche, dans l'Inde le mouvement chérifien a suscité de vifs mécontentements et une recrudescence d'agitation turcophile. Il est donc bien difficile de dire au point de vue religieux et politique si la révolte du Hedjaz a été ou non d'une appréciable utilité aux Alliés.

Il en est tout autrement si nous envisageons la politique de guerre qui consiste à nuire le plus possible à nos ennemis. L'insurrection arabe a immobilisé et isolé au Yémen la valeur d'une division turque, troupes qui ne reçoivent plus actuellement ni solde, ni munitions, ni équipements ; il a accroché en outre une autre division turque au Hedjaz même (Médine et voie ferrée). Mais cela ne s'arrête pas là. Comme le disait à juste titre sir Mark Sykes : « Au Hedjaz, on touche du doigt le nœud de toutes les questions concernant la Turquie d'Asie. » Non point qu'on y commande tout, mais un événement surgissant au



Hedjaz a des répercussions dans tout l'empire. La défection du chérif a vivement encouragé les émirs d'Arabie déjà favorables à l'Entente, et n'a pas peu contribué à permettre la brillante offensive du général Maude en Mésopotamie. Elle peut encore avoir d'heureuses conséquences du côté de la Palestine.

Enfin, avant le soulèvement, des émissaires turcs et allemands passaient en Afrique par l'Arabie, pénétraient l'Abyssinie, le Dar-Four et le Sahara. La naissance du nouveau royaume a fait la coupure complète : les derniers officiers allemands venant d'Afrique, quelques jours avant la révolte, alors qu'Hussein ben Ali nous était déjà favorable, furent massacrés entre Djeddah et Rabegh malgré l'égide turque. Nos ennemis ne peuvent donc plus nous inquiéter dans nos possessions africaines en prenant l'empire ottoman pour base.

Ainsi, si nous considérons l'ensemble de la question du Hedjaz, si l'on peut regretter que les journaux aient, comme toujours, trop chanté victoire et crié au rétablissement du pèlerinage, du moins pouvons nous dire que la politique qui a aidé le grand chef de la Mecque à affranchir son pays est sage, qu'elle a déjà eu des fruits heureux et qu'elle peut encore en porter d'autres en Palestine comme en Mésopotamie.

## Indochine

**L'œuvre de M. Sarraut.** — Nous avons à plusieurs reprises attiré l'attention de nos lecteurs sur les initiatives et la générosité envers les indigènes qui caractérisent l'œuvre de M. Sarraut. Le gouverneur général ne se borne pas à assurer au jour le jour le règlement des questions qui s'imposent : il va au-devant et prévoit celles qui pourront se poser et est même porté à en hâter l'ouverture s'il croit qu'il peut en résulter un bien pour la colonie et la métropole.

Cet esprit s'est manifesté dans la politique que M. Albert Sarraut a exposée dans le discours-programme qu'il a adressé à la dernière réunion du Conseil de gouvernement dont le compte rendu ne nous est arrivé que tard par suite de la rareté et de la lenteur des courriers avec l'Extrême-Orient.

Nous voudrions pouvoir reproduire ici tout ce document. Malheureusement il est d'autant plus étendu qu'il touche à peu près à tous les problèmes que présente l'Indochine. Nous nous bornerons cette fois à reproduire ce que le gouverneur général dit du recrutement, du cadre des fonctionnaires français et indigènes, de l'instruction publique, et de la colonisation par les indigènes des régions encore désertes du pays, colonisation qui est une des questions les plus importantes qui se posent en Indochine et dont la solu-

tion peut donner les résultats les plus intéressants pour le développement de la prospérité de la colonie. Cette prospérité se dessine de plus en plus ; et M. Sarraut a encore abordé d'autres problèmes qui l'intéressent lorsque, par exemple, il a parlé de la création au Tonkin de la grande industrie en utilisant, pour mettre en valeur les matières premières qui abondent particulièrement dans cette partie de la colonie, les milliers d'ouvriers annamites que la guerre a appelés en France où ils ont travaillé dans les usines les plus variées. Il s'agit d'assurer un emploi à cette main-d'œuvre devenue à la fois plus éduquée et plus exigeante et en la rémunérant bien d'assurer à la fois le calme et l'enrichissement de la colonie. Mais c'est un sujet sur lequel nous aurons certainement à revenir et en attendant revenons à ce que le gouverneur général a dit sur les trois sujets sur lesquels nous croyons bon de reproduire dès à présent ses paroles.

Il ne sera d'ailleurs pas facile d'appliquer complètement les idées de M. Sarraut en matière de cadres administratifs : c'est ainsi que son idée d'améliorer le recrutement et d'élever la valeur des fonctionnaires tant français qu'indigènes en rendant plus avantageuses les fonctions auxquelles ils ont à pourvoir ne peut pas seulement être réalisée par de bons programmes de concours et par des traitements plus élevés, mais encore par une discipline dans les choix qui évitera de faire simplement profiter des situations améliorées les clients d'hommes disposant en France de l'autorité des pouvoirs publics. Ce qui, avec la volonté et spécialement sous un gouverneur ayant l'esprit de M. Albert Sarraut, est possible cessera de l'être le jour où l'Indochine serait menée avec laisser-aller et avec le souci de ne pas déplaire aux puissants de la métropole. Quant au programme d'enseignement public, nous avons fait dans un article publié plus haut et qui lui est consacré les quelques observations qu'il nous inspire. Dans leur ensemble les idées directrices de M. Sarraut doivent être résolument approuvées et soutenues.

### Les cadres français et indigènes.

Messieurs, j'ai dit bien souvent, jadis, quelle erreur était celle de maintenir en Indochine un personnel français trop nombreux et trop mal payé. La preuve n'est plus à faire. Un prolétariat européen est un non-sens dans l'administration d'un tel pays. Tels traitements qui, autrefois, parurent suffisants, sont, à raison des temps, devenus des soldes de famine. La multiplication des indemnités de tout nom dont nos budgets sont parsemés n'a fourni qu'un palliatif qui a plutôt l'air d'une aumône que d'un acte de justice. D'autre part, la fluctuation incessante du taux de la piastre, en retirant à la solde son caractère fondamental de stabilité et de sécurité, nous a contraints aux expédients de l'abonnement, qui prend figure lui-même d'un procédé de bureau de bienfaisance.

Il faut décidément voir le problème sous un autre aspect et avoir le courage de le résoudre par des moyens plus francs et plus normaux. Il n'y a pas deux solutions ; il n'y en a qu'une : c'est le relèvement général des soldes, avec la réduction du personnel des salariés français.



Le geste meurtrier de la guerre nous tend lui-même aujourd'hui le second terme de l'équation. La question, hélas! ne se pose plus entre nous, au point de vue théorique, de savoir quand et comment nos cadres européens pourraient être réduits. Ils le sont déjà trop, sur plusieurs points, et demain le seront plus encore. Il est tel de nos services dont le recrutement métropolitain est tari. La fin de la guerre ne nous restituera pas les contingents déficitaires. Elle risque même d'attacher au sol de la patrie nombre de nos collaborateurs dont nous escomptions la rentrée, et le réveil d'activité générale qui marquera le retour à la paix peut même attirer vers le chantier métropolitain plus rémunérateur tel ouvrier qui faisait ici de bonne et prompte besogne.

Nous n'avons pas le droit d'é luder l'examen de ces éventualités alors que nous délibérons nous-mêmes de susciter dans la colonie un effort intensif exigeant non seulement des bras forts et des cerveaux solides, mais aussi et surtout des volontés qui puisent dans la sécurité du lendemain l'allégresse d'un travail qui rend tout ce qu'il doit rendre. Puisque, par la force des choses, nous aurons moins de fonctionnaires, payons-les mieux, élevons leurs traitements, supprimons les soldes de misère. J'ai déjà porté au taux de 4.000 francs le minimum des soldes de début. Ce n'est qu'un chiffre d'attente. Il faudra l'élever. Il faudra jusqu'à un chiffre de traitement à déterminer, correspondant aux exigences d'une situation où une aisance convenable apparaît comme le signe même de la dignité de la fonction, établir l'automatisme de l'avancement pécuniaire, qui justifiera mieux, ensuite, pour l'attribution des grades, la fermeté d'un choix opérant sans complaisance la vraie sélection des capacités. Les charges de famille devront, d'autre part, entrer franchement en ligne de compte dans le calcul de la solde, et recueillir du budget des avantages légitimes qui seront en même temps des encouragements à la natalité. Enfin — et je ne fais, Messieurs, que noter les principaux traits d'un projet qu'examinera prochainement une commission spéciale, présidée par M. le directeur du contrôle financier dont les vues généreuses sont, à cet égard, en plein accord avec les miennes, — pour permettre à nos collaborateurs de régénérer, par un repos nécessaire dans la métropole, les forces physiques et les énergies morales que nous attendons d'eux, il faudra prévoir les moyens de leur assurer en France des conditions de vie matérielle moins parcimonieuses que celles que leur impose le régime avarié de la solde d'Europe.

Le département, auquel nous devons soumettre l'ensemble de cette réorganisation, appréhendera-t-il les charges qui peuvent en résulter pour nos finances? Non, Messieurs, car la compensation entre le régime ancien et le régime nouveau peut s'établir à peu de chose près par la réduction même des effectifs, l'économie sur les frais de transport, et surtout par la substitution au personnel français déficitaire d'un personnel indigène qui ne désire que de servir la France. Et notre politique d'association, dans l'espèce, marque encore sa vertu en acquittant loyalement la promesse faite à nos jeunes frères d'Asie, au mieux de nos intérêts politiques et financiers.

Mais dès lors que nous prévoyons de faire dans la vie administrative une place plus large à la collaboration indigène, l'obligation nous incombe de former ce personnel à l'accomplissement de sa tâche et de le préparer aussi mûrement que possible à l'ensemble de ses devoirs. Nécessité d'autant plus pressante que ce recrutement devra s'accroître dès demain. Ainsi s'explique qu'en même temps qu'une diffusion plus vaste de l'instruction publique, sur laquelle je m'expliquerai plus loin, nous ayons entrepris la création de ces Ecoles supérieures où vont se perfectionner les auxiliaires de notre tâche. Ces écoles seront le centre de sélection où nos divers services pu-

blics recruteront les suppléants directs du personnel français déficitaire, les écoles des degrés inférieurs devant, comme à l'ordinaire, continuer à fournir le contingent des emplois subalternes. En ce qui touche spécialement la préparation aux fonctions du domaine de l'Administration générale, je signale ici la création de l'Ecole supérieure de droit et d'administration, dans laquelle un cycle de trois années d'études, imposé à des candidats déjà pourvus de diplômes scolaires, distribuera son programme de connaissances administratives et juridiques tant aux jeunes indigènes qui postulent des emplois français de protectorat, qu'à ceux qui, dans l'Administration purement indigène, se destinent à la carrière mandarinale.

Ce dernier personnel, le mandarinat, son recrutement, son statut, sa situation matérielle et morale demeurent, en effet, au premier rang de nos préoccupations, dans un pays où la fonction publique ne recueille de l'indigène un légitime respect que si elle s'exerce avec compétence, dévouement et intégrité. La concussion, l'ignorance, la vénalité, le mépris de la justice doivent disparaître d'une Administration où l'émolument misérable n'a pas moins contribué que la tradition à les perpétuer. Il convient encore ici, bien que pour d'autres raisons, d'appliquer la règle indiquée pour le personnel français : mieux payer un personnel mieux choisi.

La réforme est en cours : déjà délibérée au Cambodge, elle va dès l'année prochaine, entrer en application; elle s'exécute au Laos, dont les fonctionnaires indigènes ont reçu, depuis quelques mois, un statut plus généreux; elle est en chantier au Tonkin, et la diligence déployée par le chef de l'Administration locale me permet de penser que la première amélioration des soldes mandarinales inférieures s'effectuera dans le courant de 1918; l'Annam ne manquera pas de suivre la même voie; et quant à la Cochinchine, elle étudie pour ses délégués administratifs indigènes un statut nouveau qui, comme pour les conseils de notables communaux, pourrait sagement proportionner les trois sortes de garanties que l'instruction, l'expérience et la situation de fortune offrent à la confiance de notre Administration.

### L'instruction publique.

Accru ainsi en force et en nombre, le capital humain indigène doit voir en même temps s'améliorer la qualité de son rendement. C'est au tour de l'instruction publique de perfectionner la valeur productive de ce capital, qu'il s'agisse de la valeur d'ensemble augmentée par une diffusion plus large de l'enseignement ou de la valeur particulière conférée à tel membre de la collectivité, par un perfectionnement spécial de ses connaissances.

Notre œuvre générale d'enseignement en Indochine, guidée elle-même par une sage méthode et un sens pratique des réalités, doit s'adapter à tous les besoins et répondre à toutes les demandes. Suivant la destination sociale de chacun, elle satisfera l'un par l'enseignement primaire, l'autre par l'enseignement professionnel, l'autre encore par l'enseignement complémentaire ou secondaire, en offrant enfin, à qui peut monter plus haut, les degrés de l'enseignement supérieur. Je n'ai point à rappeler ce qui a été réalisé déjà dans ce domaine depuis que la France est ici, et quel honneur en rejait sur l'effort français d'éducation. Mais nous pouvons à coup sûr et nous devons faire mieux encore, autant par devoir que par intérêt. Et nous ferons mieux, sur ce terrain comme sur les autres, en mettant une fois de plus, au service de programmes mûrement délibérés, une méthode d'action précise basée sur une meilleure division du travail.

C'est pour aider à ce résultat que j'ai fait entreprendre la révision et la codification nouvelle du statut régissant l'ensemble de nos services d'enseignement. L'œuvre est



terminée : elle sera incessamment publiée. Il n'était pas inutile, je vous l'assure, de revoir, classer, confronter et mettre à point la centaine au moins d'arrêtés ou de décisions qui, depuis l'origine, résolvait au jour le jour les problèmes posés par l'amplification de notre tâche éducative.

Désormais, nous verrons plus clair dans la direction logique des divers enseignements, comme dans la distribution rationnelle des attributions entre les autorités qualifiées pour les régenter. Aux Administrations locales, l'enseignement primaire, l'enseignement complémentaire et l'enseignement professionnel du premier degré : la tâche est assez vaste pour absorber leur action, alors surtout que, plus que jamais, la nécessité s'affirme d'instruire une masse illettrée trop compacte encore, de dresser au travail manuel une multitude d'adolescents qui ne savent où apprendre un métier. Au gouvernement général, l'enseignement secondaire et l'enseignement supérieur. Tout en laissant à l'autorité locale le droit naturel d'organiser son domaine propre d'enseignement et d'en cultiver progressivement les jachères, selon un programme de pénétration échelonné comme celui de l'assistance, le gouvernement général conserve sur ce domaine le droit éminent de contrôle qui lui appartient partout où émanent de lui les directions générales de la politique indigène. C'est en vue de ce contrôle que, transformant l'ancienne formule des inspections-conseils, nous avons porté au budget général de 1918 les emplois d'inspecteur de l'enseignement professionnel et d'inspecteur général de l'instruction publique.

L'effort direct du chef de la colonie, en matière d'enseignement, a pour domaine l'enseignement secondaire et l'enseignement supérieur, qui par leur caractère de généralité sont proprement des œuvres « d'empire », et appellent vers les seuils de l'université indochinoise un choix d'étudiants issus de tous les pays de l'union. Messieurs, si quelques-uns ont pu trouver audacieux que je tienne la promesse faite, il y a six mois, aux lettrés de Nam-Dinh, de fournir ici même à une élite méritante les moyens de s'instruire comme dans les grandes écoles de France, ils conviendront que les résultats obtenus, avant même que la moitié de nos Écoles supérieures soit en fonctionnement, ne sont pas faits pour me décourager.

À l'annonce de leur création, le lycée Paul-Bert, vestibule de cet enseignement supérieur, a vu ses rentrées normales s'augmenter d'un coup de 80 élèves. Et voici qu'à côté des 136 étudiants de l'École de médecine et de pharmacie, 70 élèves annamites, dont certains pourvus du baccalauréat, sont déjà venus respectueusement s'asseoir près de trois jeunes filles françaises, au cours commun de P. C. N. institué comme préparation générale aux écoles techniques spéciales. L'École de droit et d'administration, ouverte depuis le 20 octobre, a compté, dès le début, 50 étudiants tonkinois ou cochinchinois, et il est émouvant d'apprendre que, pour mieux recueillir son enseignement, certains d'entre eux n'ont pas hésité à se démettre dans l'Administration d'une situation déjà convenablement rémunérée. L'École supérieure de pédagogie, où seront perfectionnés, par trois années d'études nouvelles, les futurs instituteurs et directeurs d'écoles franco-indigènes, compte à son tour 22 étudiants tonkinois ou cochinchinois, collègues appliqués et dévoués des jeunes filles françaises qui préparent avec eux le certificat d'aptitude pédagogique. En sorte que si nous ajoutons aux chiffres plus haut indiqués les présences constatées à l'École vétérinaire et à l'École d'agriculture, nous voyons que, trois mois à peine après sa naissance, et alors que M. le directeur Cognacq s'emploie encore, avec tant de persévérance, à résoudre la difficulté de trouver du personnel enseignant et des locaux, l'enseignement supérieur a attiré à lui 276 élèves indigènes dûment pourvus déjà de diplômes et de titres scolaires.

Voilà qui est fait, assurément, pour justifier l'inscription dans le budget de 1918 des 100.000 piastres inscrites au titre de cet enseignement et pour stimuler l'effort que nous allons maintenant porter sur la création des autres écoles — Écoles des arts et métiers, de commerce, de navigation et de pêche — lesquelles, en sélectionnant l'élite des écoles complémentaires ou professionnelles, fourniront au grand atelier économique de nos entreprises industrielles, agricoles et commerciales, les techniciens et les spécialistes dont elles sont présentement trop privées. Et si nous avons ainsi servi la cause de la colonisation, ne pensez-vous pas que, du même coup, nous aurons servi celle de la souveraineté française, en ouvrant ainsi à la jeunesse studieuse de la race d'Annam un avenir dont les promesses l'attacheront davantage aux devoirs de sa collaboration avec nous ?

Et voici précisément que ce mot, ce but, l'attachement indigène, m'amène à considérer une troisième forme de nos obligations à l'égard de ce capital humain que nous avons délibéré de conserver par l'assistance médicale et de perfectionner par l'instruction.

Il faut faire autre chose : il faut, je répète l'expression, l'attacher à son labeur, à son devoir social, comme à son devoir envers nous, l'un et l'autre devoir d'ailleurs se confondant en un seul. L'instruction que nous lui donnons serait, comme d'aucuns l'ont pu croire, un péril réel, oui, si elle aidait l'indigène à s'affranchir de nous, à se séparer de nous, parce qu'elle lui aurait permis de porter un regard plus aigu sur un régime de gouvernement où nous maintenons l'iniquité. Elle sera non un danger, mais une force pour nous, si elle l'aide à mieux apercevoir notre effort permanent de bien et de progrès, et si, de la sorte, elle l'incline davantage vers la noble discipline d'une tutelle dont le geste quotidien affermira sous ses yeux les garanties qu'il espère pour les droits naturels de sa vie.

### La grande colonisation.

Mais n'est-il pas possible aussi, et judicieux et profitable d'employer cette grande force laborieuse à telle vaste entreprise qui, tout en assurant le destin des individus, donnera une impulsion robuste à la mise en valeur de ce pays ? C'est parce que cette idée vient aussitôt à l'esprit que le contrôle général dont je parle unit, dans son titre comme dans ses desseins, le travail et la colonisation.

Il existe dans cette Indochine, près d'une fois et demie plus grande que la France, d'immenses régions encore incultes qui, par delà les deltas surpeuplés, proposent à l'indigène leur fertilité magnifique et les amples moissons que ferait lever leur défrichement. Mais l'indigène, dit-on, redoute l'habitat de ces régions, leur insalubrité et le silence inquiétant de leurs solitudes. Oui certes, si l'on ne fait rien pour l'y rassurer, et s'il doit tout seul entreprendre la lutte contre la jungle impénétrable, la fièvre, les fauves et le « ma-qui ». Non, si l'on a, au préalable, pour y préparer son établissement, tracé les premières routes, abattu le plus épais de la forêt, installé le poste sanitaire, le puits d'eau, les cases de repos, le grenier de ravitaillement. L'indigène alors y viendra, comme il vient en foule parmi ces brousses du Laos où mon excellent collaborateur Barthélémy poursuit sa vaillante besogne colonisatrice avec une main-d'œuvre tirée en majeure partie de l'Annam. Et la vérité est qu'il faut promouvoir l'activité productrice de ces déserts luxuriants en organisant par les moyens que j'indique leur invasion féconde et méthodiquement réglée.

Ce sera la mission du Contrôle général de la colonisation d'établir le plan de campagne de cette invasion et d'en régler les mouvements, de centraliser les instructions qui la dirigeront, de répartir sur les points choisis l'effort de mise en valeur. La main-d'œuvre pénale, judicieusement employée, pourra faire les gros travaux d'approche, le



premier défrichement, le premier assainissement, le réseau des voies d'accès, l'installation des cantonnements provisoires. Des ouvriers volontaires, rémunérés au besoin d'une haute paie, viendront ensuite, par relèves successives, améliorer l'aménagement, le parachever, édifier sur les points déterminés, avec le bois et le bambou de la forêt voisine, les futurs villages, les « cagnas », l'infirmerie, la maternité, l'école, le marché, et ameubler le sol de la prochaine rizière. Et lorsque l'Administration aura de son côté, et de ses derniers, ajouté à ces préparatifs le troupeau de buffles, les semences, les instruments aratoires, il ne restera plus qu'à se retourner vers la pléthore humaine des deltas encombrés ou vers les cohortes d'indigènes débarquant de France pour leur dire : « Vous pouvez venir : la maison vous attend. » Ne doutez pas de l'empressement de tous, alors surtout que chacun saura pouvoir être propriétaire du lot qu'on lui aura donné à cultiver. Messieurs, sur mes instructions, la première entreprise de ce genre est en cours d'exécution au Tonkin, dans la moyenne région, où la diligence du chef de l'Administration locale a mis les géomètres à l'œuvre pour allotir les terrains. Et je vais maintenant demander aux autres chefs de pays de collaborer avec le Contrôle général pour étudier en tous lieux les moyens de réaliser la même tâche.

## SIAM

**Un discours royal.** — Le roi de Siam a prononcé le 1<sup>er</sup> janvier, à l'occasion de l'anniversaire de sa naissance, un discours dont nous croyons intéressant de traduire les passages suivants. On remarquera le ton de ce discours qui marque l'évolution du Siam où le roi s'adresse maintenant au pays dans des termes qui contrastent d'une manière frappante avec le caractère hiératique qu'avait jusqu'à ces dernières années la monarchie siamoise.

Les affaires de l'État de notre pays pendant l'année ont été marquées par des événements extraordinaires qui peuvent être regardés comme gros de bonne et de mauvaise fortune.

La bonne fortune se trouve dans ce fait que nous avons rompu les relations amicales avec l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie et pris part, du côté des Alliés, à la guerre contre ces puissances. Les raisons qui m'ont amené à prendre cette décision ont déjà été portées à la connaissance de tous au moment où fut proclamé l'état de guerre et il n'est pas nécessaire de les exposer de nouveau en ce lieu.

Quand je parle de notre bonne fortune à cet égard, je veux dire que nous avons mis fin à nos relations avec les nations qui se sont montrées agressives, trompeuses, dépourvues de moralité, décidées à détruire par la force les principes du Droit et de la Justice sur lesquels repose la paix du monde : nous nous sommes alliés aux nations qui soutiennent ces hauts principes et qui sont résolues à maintenir leur inviolabilité en essayant de mettre à la raison les ennemis de ces principes. Notre décision est en harmonie avec ce que nous commandent les sentiments de notre peuple qui croit dans la religion bouddhique et qui tient le droit moral pour une chose plus haute que tout le reste. D'autre part, elle nous libère des embarras qui nous ont été causés par l'ennemi et nous permet d'espérer que nous serons capables dans l'avenir de jouir de tous les

droits et de tous les privilèges, en égalité avec toutes les autres nations.

Bien que nous ne soyons qu'une petite nation, c'est cependant notre ferme résolution que partout où nous aurons l'occasion et où nos ressources nous le rendront possible nous ferons tout ce qui sera en notre pouvoir pour porter assistance à nos Alliés.

Après avoir remercié à l'occasion de la guerre son armée et sa marine dont la conduite a causé à Sa Majesté « une grande satisfaction et a montré que mon armée comme ma marine sont remplies d'une confiance morale et d'un esprit indomptable qui nous conduiront certainement à la victoire » et aussi les fonctionnaires civils auxquels la guerre a donné des tâches extraordinaires, le roi a déclaré que la mauvaise fortune à laquelle il avait fait allusion au commencement de son discours se trouvait dans les inondations formidables dont nous parlons ailleurs. Sa Majesté s'est rendue d'ailleurs elle-même dans diverses provinces pour juger de la gravité des dégâts qu'elle a déclaré être moindres qu'on avait pu le craindre dans l'émotion des premières nouvelles.

Le roi a remercié les ministres étrangers, y compris ceux de Grande-Bretagne, de France, des Etats-Unis, du Japon, de Belgique, d'Italie, de Portugal, le chargé d'affaires du Danemark et le consul général de Norvège, de l'aide apportée à la population siamoise en ouvrant une souscription parmi leurs nationaux. Le discours royal a spécialement mentionné l'aide donnée par le gouvernement général de l'Indochine.

Puis le roi a rappelé les lois votées récemment, parmi lesquelles l'une a pour but d'assurer l'exactitude des recensements de manière à faciliter le bon fonctionnement du gouvernement provincial et une autre réglemente les lieux de crémation. Le discours royal parle aussi des mesures prises au point de vue sanitaire et de l'invitation adressée par le ministre de l'intérieur au Comité international de l'Institut de santé établi aux Etats-Unis d'envoyer un représentant pour examiner les moyens de combattre certaines maladies répandues au Siam.

La procédure des tribunaux a été améliorée. Des travaux publics importants ont été accomplis pendant l'année : la longueur totale des chemins de fer ouverts au public s'est élevée à 946 kilomètres à voie large et à 1.174 kilomètres à voie d'un mètre ; la construction a été continuée avec activité. Les services postaux et le réseau télégraphique ont été étendus.

Parlant de l'instruction publique le roi a dit :

J'ai donné l'ordre que le collège des fonctionnaires civils créé par le roi Chulalongkorn et que le collège médical royal soient amalgamés et transformés en une Université. Cette institution donne maintenant l'instruction dans toutes les branches les plus hautes de l'éducation touchant ce qui peut être utile à l'amélioration de la vie du peuple et ne se borne plus à la formation des futurs fonctionnaires du gouvernement.

L'instruction primaire pour les garçons a été largement introduite dans les provinces, mais les mêmes facilités pour les filles sont encore très limitées, même à Bangkok.



La question de l'éducation de la femme est une chose importante et nécessaire si l'on considère le fait qu'aux femmes incombe le soin d'instruire et former les enfants aussi longtemps qu'ils restent au foyer. C'est pourquoi, si les femmes étaient munies d'une bonne éducation, il est clair qu'elles pourraient apporter une aide valable aux écoles. Depuis qu'une école destinée à former des institutrices a été établie à Bangkok, beaucoup de jeunes filles des provinces y ont été reçues. Cette école a été capable de former un grand nombre de femmes pour l'enseignement et en a déjà envoyé dans presque toutes les provinces du royaume, ce qui, on l'espère, établira les premiers éléments de l'instruction publique des filles.

Notre système d'éducation secondaire a été réformé sur les mêmes lignes que celles de l'instruction publique dans les pays étrangers les plus progressifs. Il en est résulté que beaucoup d'Universités de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis d'Amérique ont consenti à admettre des étudiants qui ont obtenu des certificats d'éducation secondaire dans les écoles du gouvernement siamois sans les obliger à passer des examens d'entrée. L'octroi de cette faculté est un honneur pour notre système d'instruction publique et elle facilitera grandement les relations entre ce système et ceux de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis d'Amérique.

En ce qui concerne les finances, je dois signaler que les cinq dernières maisons de jeu publiques qui existaient encore à Bangkok ont toutes été abolies en avril dernier. Pendant l'année les caisses d'épargne ont été ouvertes dans trente-huit endroits nouveaux à Bangkok et dans les provinces.

Le roi a ensuite fait allusion au progrès des Sociétés coopératives que son gouvernement suscite et fait créer avec prudence, car on ne veut pas aller du train que désirerait la population, toute prête à accepter ces institutions nouvelles, mais peut-être pas encore à en assurer le bon fonctionnement. Le roi a constaté que les Sociétés coopératives qui fonctionnent déjà sont dans un état satisfaisant.

Le discours royal abordant les questions religieuses a constaté qu'au Siam — ce qui est d'ailleurs le cas dans tous les pays d'Orient — la piété des fidèles faisait créer des sanctuaires, mais que l'entretien de ceux-ci n'était pas assuré.

Au cours des temps, a dit le roi, alors que la quantité des monastères augmentait, le nombre de ceux qui tombaient en décrépitude s'était élevé en proportion et la question de leur réparation s'imposait d'une manière sérieuse. Depuis que Sa Sainteté le Patriarche suprême a réorganisé les communautés religieuses et nommé des grands prêtres capables pour les contrôler, le travail de la restauration des monastères pour lequel le gouvernement a institué un fonds spécial s'est généralisé. Les efforts du clergé dans ce sens ont réussi à décider le public à prendre un pieux intérêt à cette affaire et avec l'aide donnée par le gouvernement le résultat a été que le travail de réparation des monastères grands et petits a fait des progrès satisfaisants dans toutes les parties du pays.

Ce discours est intéressant à beaucoup d'égards, spécialement pour le gouvernement de l'Indochine. Il nous montre — ce que l'on savait déjà — que le Siam, grâce à l'usage étendu qu'il a fait de conseillers étrangers, est arrivé à être un pays dont les progrès deviennent très sensibles. Il est nécessaire que l'Indochine soit gouvernée avec le même soin pour que l'on ne puisse avoir

nulle part le sentiment que les peuples indochinois dont nous avons la responsabilité soient dirigés d'une manière moins heureuse et moins efficace que les populations du Siam soumises à un gouvernement indigène et qui a fait librement appel aux compétences étrangères pour assurer le progrès du pays. L'exemple que donne le Siam et les nécessités résultant de son voisinage sont une justification de plus de l'esprit large et généreux que M. Albert Sarraut apporte au gouvernement général de l'Indochine.

\* \* \*

Il convient de remarquer spécialement les paroles du roi citées plus haut et exprimant l'espoir que le Siam sera capable « de jouir de tous les droits et de tous les privilèges en égalité avec toutes les autres nations ». Il y a certainement là l'indication du désir de faire supprimer les juridictions extra-territoriales qui existent encore au Siam. On sait que celles de la France ont été maintenues. Nous aurions sans doute intérêt à en négocier avec le gouvernement de Bangkok l'abandon moyennant quelques avantages. Nous y trouverions sans doute en tout cas celui de rendre plus agréable au gouvernement du Siam l'activité de nos nationaux au Siam et de leur faciliter l'obtention des concessions et autres avantages que la bonne volonté du pouvoir local peut leur assurer. Telle semble être l'opinion de M. Ernest Outrey, député de la Cochinchine, et qui écrivait il y a quelques semaines dans *l'Opinion de Saïgon*, sous le titre : « Le Siam et l'Indochine », un article dans lequel, après avoir parlé de la preuve de solidarité que l'Indochine donnait au pays voisin en souscrivant largement au fonds de secours pour les inondations, il se prononçait en faveur des relations les plus amicales avec le Siam qui est maintenant notre allié et qui a pris l'attitude la plus énergique envers les sujets des pays ennemis. « J'espère, disait M. Outrey, que notre diplomatie cherchera s'il n'est pas désirable de suivre l'exemple de la Grande-Bretagne dans le règlement de la très importante question du droit de juridiction. » L'opinion qu'exprime ainsi M. Outrey ne saurait qu'être partagée par tous ceux qui suivent l'évolution du Siam et s'inspirent des conditions réelles de nos relations avec cet intéressant pays.

**Les inondations.** — Le Siam a été ravagé il y a quelques semaines par des inondations, d'autant plus graves qu'elles se sont produites à une époque où le riz devait atteindre sa maturité. La récolte est compromise sur bien des points. La platitude de la vallée de la Ménam a permis au fléau de s'étendre sur plus de 2 millions 600.000 rais de rizières.

La population, avec un fatalisme oriental, se souvient de certaines pertes semblables en grains, en bestiaux et même en vies humaines, subies à d'autres époques, et ne se rend pas compte des conséquences beaucoup plus sérieuses qu'entraîne



cette fois-ci un pareil fléau, dans un pays organisé, et pourvu d'un budget régulier, qui va voir forcément ses recettes baisser, alors que ses charges vont s'accroître. Chemins de fer et voies de communication ont naturellement beaucoup souffert de ces inondations. Quant à la ville de Bangkok, elle est restée envahie par l'eau pendant plus de six semaines et elle subira longtemps les effets d'un tel dégât, qui ont encore été accrus par des marées exceptionnelles. La charité européenne s'est ingéniée à recueillir des fonds pour des sinistrés. En tête de tous est venu, avec un propos parfait, le gouverneur général de l'Indochine qui, dès qu'il a eu connaissance des inondations siamoises, s'est empressé de contribuer, au nom de la colonie, pour une somme de 50.000 ticaux à la souscription ouverte par cette légation.

Le gouvernement royal, en acceptant ce don, a su témoigner de son côté sa gratitude envers un pays voisin, ami et allié, qui avait su venir si généreusement au secours des misères siamoises.

Le geste de M. Albert Sarraut aura des effets utiles dans un pays où trop de gens, même parmi les Européens, cherchent encore à exploiter contre nous les souvenirs de difficultés anciennes; l'Indochine a fait voir qu'elle avait le droit d'être considérée comme autre chose que comme ennemie du peuple siamois.

D'autre part, le concours de l'Indochine au moment où le Siam a décidé d'entrer en guerre à côté des Alliés donne d'avance une réponse à ceux qui voudraient dire que le Siam fait des sacrifices sans contre-partie, qu'il ne trouvera pas de reconnaissance chez les peuples auxquels il apporte son aide, et qu'il faudrait tirer de la décision du gouvernement de Bangkok des conclusions qui seraient en somme contraires à la bonne harmonie future entre le Siam, l'Angleterre et la France.

#### Le développement des chemins de fer.

— Nous avons signalé à maintes reprises avant la guerre la politique tenace avec laquelle le gouvernement siamois développait ses chemins de fer. Actuellement, comme on a pu le voir dans le discours royal publié plus haut, le réseau est déjà très étendu puisqu'il comprend en tout plus de 2.000 kilomètres.

A l'exception de trois petites lignes exploitées par des compagnies privées et représentant au total 106 kilomètres, les chemins de fer du Siam appartiennent à l'Etat. Ils comprennent deux réseaux distincts : l'un, à voie normale (1 m. 435), dont le terminus dans la capitale est sur la rive gauche de la Ménam, et qui peut se diviser en trois lignes

Ligne du Nord : Bangkok — direction Xieng-mai  
— Nord-Est : Bangkok-Korat  
— de l'Est : Bangkok-Pétriou

l'autre, à voie de 1 mètre, dénommé « ligne du Sud », dont le terminus à Bangkok se trouve sur la rive droite de la Ménam, et n'a aucun point de

jonction avec le réseau à voie normale. Il parcourt la partie sud-ouest du royaume dite « péninsule malaise » et se raccorde au système ferroviaire des Etats fédérés malais dont l'aboutissement est Singapour.

Les lignes Bangkok-Korat et Bangkok-Xieng-mai ont une voie commune entre la capitale et Ban-Patji (90 kilomètres de Bangkok). Entre Pitsanoulok et Outaradit, la ligne de Xieng-mai détache de Ban-Bara l'embranchement conduisant à Savankalok (29 kilomètres). La ligne Bangkok-Korat, dont le développement est de 264 kilomètres, fut terminée en 1900 ; celle de Pétriou (64 kilomètres) fut ouverte au trafic en 1908.

Actuellement, par la ligne du Nord, on gagne au delà de Nakon-lampang la station de Panghoua-pong, à 673 kilomètres de Bangkok ; les travaux sont poussés de là sur Nakon-lampoun et Xieng-mai (à environ 750 kilomètres de la capitale) que l'on atteindra vraisemblablement dans un an.

La ligne du Sud accède sur les côtes est et ouest de la péninsule malaise ; de Bangkok elle court d'abord droit à l'Ouest jusqu'à Ban-pông (68 kilomètres), puis descend vers le Sud par Ratbouri (101 kilomètres), Petchabouri (151 kilomètres), Xoumpon (468 kilomètres), Langsuen-Bandon (635 kilomètres), pour arriver à la bifurcation de Toung-song (757 kilomètres) ; de là, un embranchement de 93 kilomètres atteint Trang, port de la côte du golfe de Bengale à 850 kilomètres de Bangkok, tandis que la ligne principale oblique vers l'Est, atteint Lao-xoum-tong (Nakon-jonction) d'où part vers le Nord l'embranchement de 35 kilomètres qui mène à Nakon-stritamarat (817 kilomètres) sur la côte du golfe de Siam, puis continue à descendre au Sud pour arriver à Outapao (926 kilomètres).

D'Outapao se détachent trois voies : l'embranchement de 29 kilomètres, qui gagnera Singora (955 kilomètres) sur la côte du golfe de Siam, la ligne qui par Yala doit atteindre Kelantan (côte du golfe de Siam), et la ligne qui arrive à Prai (côte du golfe de Bengale) en face du grand port anglais de Penang.

Le trafic se fait actuellement au delà d'Outapao jusqu'à Na-pradou (1.018 kilomètres de Bangkok) sur la ligne de Kelantan et jusqu'à (1), la frontière siamoise limitrophe de l'Etat de Kédah, sur la ligne de Prai-Penang ; les travaux de construction se poursuivent sur ces deux lignes ; le rail atteint Prai d'une part, et dépasse Yala dans la direction de Tanjong-Mas-Kelantan (2).

En 1917, le réseau d'Etat en exploitation compte 946 kilomètres de voie normale et 1.223 kilomètres de voie de 1 mètre, soit au total 2.169 kilomètres de voies ferrées ouvertes au trafic.

Le capital engagé pour l'établissement de ce réseau s'élevait au 31 mars 1917 à la somme de 106.500.000 ticaux. Les lignes du Nord, Nord-Est et Est (voie normale) ont donné, au cours du

(1) Prom-den, à 975 kilomètres de Bangkok.

(2) De Bangkok à la frontière de l'Etat de Kelantan, la ligne aura un développement de 1.146 kilomètres.



dernier exercice, un rapport de 5 0/0; celles du Sud (voie de 1 mètre) 1,51 0/0.

Le matériel employé comprend :

|                                          | Lignes du N.-N.-E.<br>et E. (voie normale) | Lignes du Sud<br>(voie de 1 m) |
|------------------------------------------|--------------------------------------------|--------------------------------|
| Locomotives.....                         | 60                                         | 37                             |
| Voitures à voyageurs<br>et fourgons..... | 218                                        | 105                            |
| Voitures à marchan-<br>dises.....        | 803                                        | 665                            |

Le trafic du dernier exercice donne les chiffres suivants :

|                            |                      |
|----------------------------|----------------------|
| Voyageurs transportés..... | 4.230.037 personnes. |
| Marchandises.....          | 513.153 tonnes.      |
| Bétail.....                | 171.612 têtes.       |

Les lignes du Nord-Nord-Est et Est ont transporté : 2.568.926 voyageurs ; 367.461 tonnes de marchandises et 133.475 têtes de bétail ; leurs recettes brutes ont été de : 4.996.820 ticaux ; leurs dépenses de 1.735.902 ticaux laissent un bénéfice net de 3.259.918 ticaux (soit, par kilomètre exploité, recettes : 5.414 ticaux ; dépenses : 1.882 ticaux, bénéfice net de : 3.532 ticaux).

Les lignes du Sud ont transporté :

1.661.141 voyageurs ; 145.692 tonnes de marchandises et 38.137 têtes de bétail ; leurs recettes brutes ont été de : 2.083.535 ticaux ; leurs dépenses de : 1.154.810 ticaux, laissant un bénéfice net de : 920.725 ticaux (soit, par kilomètre exploité, recettes : 2.137 ticaux ; dépenses : 1.184 ticaux ; bénéfice net : 953 ticaux).

Comme on le voit, l'exploitation des chemins siamois, surtout du Nord, est plus rémunératrice que celle des voies ferrées de l'Indochine française.

**Le mouvement commercial.** — Le commerce du Siam a été extraordinairement prospère pendant l'année 1917. Les importations se sont élevées à 91 millions et demi de ticaux et les exportations à près de 129 millions. En 1916, ces chiffres avaient été respectivement de 86 et de 117 millions, tandis qu'en 1913 — année qui avait paru extraordinairement favorable — les importations s'étaient élevées à 91 millions et les exportations à 117 millions. Il n'est pas vraisemblable, en raison des inondations, que cette année donne les mêmes résultats, spécialement en ce qui concerne le riz, dont le Siam a vendu l'an dernier pour 104 millions de ticaux représentant 1.238.000 tonnes.

Comme on le voit, les exportations de riz siamois arrivent maintenant approximativement au même niveau que celles de l'Indochine.

#### AVIS

Nous accepterions avec reconnaissance les listes de noms pour la propagande que MM. les Adhérents voudraient bien nous adresser.

## Levant

**Nouvelles menaces contre les Arméniens.** — Nous avons signalé dans notre résumé des opérations de guerre en Orient les menaces nouvelles qui apparaissent contre les Arméniens depuis l'effondrement de la Russie bolchevique et la réoccupation d'une partie des provinces arrachées à la Turquie par les armées du général Yovdénitch, et même la marche en avant des Turcs dans les districts du Sud-Ouest de la Transcaucasie.

Il semble que les Turcs aient voulu se justifier d'avance de nouveaux massacres. En février et au commencement de mars, à plusieurs reprises, des communiqués ont été publiés par eux pour signaler les atrocités arméniennes dont les éléments musulmans sont victimes. C'est ainsi qu'un communiqué publié à Constantinople le 4 février et reproduit quelques jours après par la presse allemande, y compris le *Worwaerts*, sans aucun commentaire désagréable, était ainsi conçu :

Profitant du commencement de l'évacuation du territoire occupé par les troupes turques, les indigènes arméniens et les Arméniens appartenant aux unités russes ont déserté, emportant leurs armes avec l'intention de rester en arrière dans les territoires occupés. Ils commencent à persécuter les habitants de descendance ottomane et en particulier l'élément musulman. Ces faits ont été définitivement confirmés par les prisonniers de guerre turcs qui ont été capables de rejoindre nos lignes et aussi par des personnes appartenant à la population indigène et qui ont réussi à échapper aux griffes des Arméniens. La chose nous a été encore confirmée par une députation qui nous a été envoyée pour nous demander secours pour les habitants qui n'ont pas encore pu échapper aux persécutions arméniennes et restent exposés à toute leur fureur.

Et le communiqué terminait en publiant une liste d'atrocités soi-disant arméniennes. Quelques jours plus tard, la *Gazette de Cologne* déclarait :

On assure que les Arméniens se sont rendus coupables des pires atrocités contre des mahométans sans défense. Tous ceux qui ont appris sur place quel est l'antagonisme entre les deux religions, antagonisme qui a éclaté périodiquement depuis des dizaines d'années et qui est dû dans une large mesure à des influences étrangères, ne peut malheureusement avoir aucun doute en ce qui concerne la véracité de ces rapports. La Russie avait formé des contingents arméniens dans les territoires frontières, et bien que les perspectives de la lutte soient peu engageantes, ces contingents ne veulent pas se réconcilier avec le rétablissement de la domination ottomane. Ainsi toutes les horreurs d'une guerre religieuse immolent les habitants de ce pays et font de celui-ci un désert.

La conclusion de la *Gazette de Cologne* était que tout le mal venait de ce que la domination turque dans ce pays n'avait jamais dépassé l'enceinte des villes, que le pays était livré aux Kurdes et que la sécurité des Arméniens était attachée à ce que le règne des Turcs devint effec-



tif en Arménie. Il est difficile de savoir — comme à l'ordinaire — ce qui l'emporte dans ces assertions allemandes de la mauvaise foi ou d'une sorte de stupidité crasse à comprendre les conditions d'existence des peuples qui se trouvent par malheur sur le chemin des ambitions allemandes. Nous n'irons pas jusqu'à dire que des Arméniens ne puissent commettre quelques vengeances, bien qu'il paraisse peu vraisemblable que, dans les conditions déplorables où l'effondrement de la Russie les met, ils prennent l'initiative d'attirer sur eux de nouvelles fureurs de leurs massacreurs habituels. Mais les Allemands ont cherché à plusieurs reprises l'occasion d'apprendre par des témoins appartenant à leur propre pays que ce n'était pas l'Arménien qui a commencé et de se rendre compte des effroyables malheurs qui ont été infligés à la race arménienne par les Turcs, actuellement alliés de l'Allemagne. Nous avons plusieurs fois signalé de tels témoignages. En voici encore un qui émane du Dr Stuermer, un Allemand qui fut correspondant de la *Gazette de Cologne* à Constantinople en 1915 et en 1916. Il raconte ce qu'il a vu à l'ambassade d'Allemagne :

Souvent, après des atrocités dépassant l'ordinaire contre ce malheureux peuple, le vénérable patriarche arménien avec sa suite venait, les larmes aux yeux, supplier l'ambassadeur de lui accorder enfin une aide efficace. Plus d'une fois, je fus témoin de telles scènes dans la bâtisse de l'ambassade, et je pus écouter ce que les fonctionnaires disaient entre eux. Eh bien, je n'ai trouvé alors chez nos diplomates que le souci d'assurer le prestige officiel allemand, une vanité de fonctionnaires blessée, mais jamais l'inquiétude de ce que deviendrait le peuple arménien.

Le livre du Dr Stuermer a été publié l'an dernier en langue allemande, mais rien n'y fera et on continuera en vue d'avantages politiques et militaires à tolérer tous les massacres arméniens, comme on les tolérait en 1896 sous l'œil bienveillant du kaiser, lorsqu'il voulait convaincre la Turquie de la durée de l'amitié allemande qui rapportait aux humanitaires d'outre-Rhin les fructueuses concessions des chemins de fer d'Anatolie et de Bagdad.

La Révolution russe, malgré l'impuissance honteuse où elle s'est mise de soutenir les principes humanitaires dont elle a prétendu s'emparer, n'a pu tolérer les abominations qui recommencent à se poursuivre en Arménie sans protester. Elle a fait là une des faillites les plus remarquables qui ait caractérisé sa déclaration du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, mais au moins essaye-t-elle de les recommander à la clémence des gens qui ne doivent leur victoire qu'à son abjection. C'est ainsi que, d'après un télégramme publié à Stockholm au milieu d'avril, le commissaire du peuple aux Affaires étrangères, M. Tchitchérine, a adressé la communication suivante au ministère des Affaires étrangères allemand :

L'attaque des armées turques sur le front du Caucase est accompagnée d'une extermination en masse de la

population arménienne. La population pacifique, femmes et enfants, est massacrée par milliers et les biens sont dispersés par le feu et par le vol.

Conformément au traité que nous avons été contraints de signer à Brest-Litovks, le sort de la population des provinces d'Ardahan, de Kars et de Batoum devait être réglé par la volonté de la population elle-même.

Les événements qui viennent de se dérouler dans ces pays prouvent que la politique de destruction des peuples arméniens, qui durait depuis des années, est poursuivie en ce moment par les Turcs.

La responsabilité des cruautés que subit la population de l'Arménie dans les provinces occupées par les armées turques retombe sur le gouvernement allemand.

C'est avec son aide directe que la Turquie s'est adjugé ces provinces.

D'autre part, les Arméniens ont naturellement protesté de leur côté contre des massacres dont la Turquie cherchait à se donner le prétexte par les publications dont nous avons parlé plus haut. C'est ainsi que, d'après une dépêche de la même date publiée également à Stockholm, le plénipotentiaire du Soviet national d'Arménie, M. Nicolas Adenes, professeur à l'Université de Pétrograd, a adressé le radiotélégramme suivant au ministère des Affaires étrangères à Berlin et au président du Reichstag :

Le Soviet national de l'Arménie, qui est l'expression suprême de la volonté du peuple arménien, s'adresse à vous pour vous exposer la situation pénible créée aux Arméniens.

L'Arménie, inondée de sang, à peine sortie de l'état d'asservissement séculaire, est de nouveau condamnée à la souffrance. Profitant du départ des armées russes, les armées turques ont envahi le pays sans défense et ont voué à la destruction fatale non seulement les Arméniens turcs, mais également les Arméniens russes.

Malgré les conditions de paix qui reconnaissent aux trois districts du Caucase (Kars, Ardahan et Batoum) le droit de disposer de leur sort, les armées turques marchent sur Kars et Ardahan, pillent le pays et massacrent la population rurale.

La responsabilité pour le sort futur des Arméniens est tout entière entre les mains des Allemands. Les armées russes ont été retirées des provinces de l'Arménie : maintenant, les Allemands seuls peuvent empêcher les armées turques de se livrer à leurs excès habituels, à leurs instincts de vengeance et de destruction.

Il ne faut pas que les Arméniens aient l'impression qu'un Empire aussi cultivé que l'Allemagne et qui a les moyens d'agir sur son alliée la Turquie ait permis que le traité de Brest-Litovsk ait servi à asservir le peuple de l'Arménie contre sa volonté.

Le Soviet national de l'Arménie est persuadé que vous prendrez les mesures qui ne dépendent que de vous pour agir auprès des autorités turques afin d'éviter au peuple arménien de nouvelles horreurs.

Enfin, le 20 avril, la délégation nationale arménienne en France communiquait aux journaux français l'appel suivant :

Au monde civilisé.

Après les massacres et déportations de ces trois dernières années, exécutés avec une sauvagerie et un raffinement de cruauté inconnus jusqu'ici dans l'histoire, et qui ont fait frémir d'horreur le monde entier, l'Arménie est de nouveau menacée d'une catastrophe qui sera le couron-



nement de l'œuvre d'extermination de tout un peuple par la volonté des gouvernants turcs.

Profitant de la décomposition de la Russie, les Turcs veulent non seulement réoccuper l'Arménie ottomane, et reconquérir le Caucase, mais ils tendent à achever la réalisation de leur projet de supprimer la race arménienne en Turquie, et même au Caucase. Dans toutes les localités où ils pénètrent, les Arméniens sont méthodiquement massacrés par eux. Ils répandent d'odieuses calomnies dans les pays neutres, accusant les Arméniens d'atrocités commises contre la population musulmane, dans le seul but de tromper l'opinion publique et de se ménager d'avance une excuse aux crimes qu'ils préparent et qu'ils qualifient de simples représailles.

Le monde civilisé permettra-t-il que des milliers et des milliers de vieillards, de veuves et d'orphelins soient encore livrés à la merci de ces tyrans dont les mains sont rouges du sang de leurs pères, de leurs frères et de leurs enfants ?

C'est donc au nom des martyrs dont les ossements couvrent les étendues désolées du sol de l'Arménie ; au nom des sentiments les plus sacrés de justice, d'humanité et de pitié pour des femmes et des enfants sans défense, que la délégation nationale arménienne fait appel à tous les peuples civilisés afin qu'ils élèvent leur voix avant qu'il soit trop tard et qu'ils empêchent par leur intervention que soit consommée, à la face du monde, l'extermination d'une vieille nation qui a rendu tant de services à la civilisation, qui, par son labeur et ses dons naturels, a constitué un élément de progrès et a été depuis des siècles le meilleur intermédiaire entre la culture d'Occident et les peuples d'Orient.

Les puissances occidentales ne peuvent rien pour détourner les Turcs de commettre de nouvelles atrocités en Arménie. Quant à l'Allemagne, elle ne changera pas sa politique et il est bien évident que ce n'est pas la crainte d'ajouter aux comptes qu'elle a à rendre et qui sont dès à présent infinis qui pourra l'empêcher de jouer jusqu'au bout sa partie avec la Turquie pantouranienne. Le seul espoir est dans une résistance des Arméniens qui donnerait le temps aux événements militaires de se modifier de manière à inquiéter les Turcs et à les amener à la fois à diminuer leur effort vers la Transcaucasie et à craindre les suites d'atrocités nouvelles.

Cette résistance a été organisée. Comme on le sait, une république a été proclamée au Caucase sous la présidence de M. Tchkhéidze. Comme son nom l'indique, ce personnage est un Géorgien et l'élément géorgien est entièrement d'accord avec l'élément arménien pour défendre le pays contre l'invasion turque. Le 2 mars, le gouvernement du Caucase a envoyé un message sans fil pour informer tous les pays, y compris Constantinople, qu'il n'acceptait aucun arrangement relatif au Caucase et pris par les bolcheviks, étant donné que jamais le gouvernement du Caucase n'avait reconnu l'autorité du Conseil des commissaires du peuple. La république caucasienne à la suite de cette démarche envoya à Trébizonde une délégation pour essayer de négocier la paix du Caucase avec la Turquie, mais les autorités turques espérant s'emparer au moins d'une partie du pays, c'est-à-dire des districts de Batoum, de Kars et de Ardahan dont le traité de Brest-Litovsk donnait

implicitement aux Turcs le soin d'organiser le gouvernement avec l'aide de la population locale, paraissent n'avoir tenu aucun compte de ces négociations et elles ont envahi la Transcaucasie. Actuellement la situation semble être la suivante : les Arméniens et les Géorgiens résistent dans les montagnes du Sud-Ouest de la Transcaucasie, mais ils sont menacés par les éléments tatars de l'Est de cette province, éléments travaillés par la propagande turque. En outre, la chute de Sébastopol, c'est-à-dire de la flotte russe de la mer Noire, les menace de voir bientôt des Allemands venir à l'aide des Turcs dans la région de Batoum. Quels secours peuvent-ils attendre des Alliés ? Ils ont besoin d'armes et de munitions et dans une certaine mesure d'officiers, quoique les officiers arméniens fussent assez nombreux dans l'armée russe dont ils représentaient un des éléments les plus intelligents ; en outre, des officiers de nationalité russe sont en Transcaucasie et n'hésiteront certainement pas à aider les habitants de cette province à se défendre contre les Turcs. Mais les Alliés sont très loin et, quoique le général Marshall semble vouloir s'avancer vers le Nord, le long des montagnes bordières du plateau iranais, et que peut-être les Anglais puissent accomplir des raids à travers la Perse, la situation de l'ennemi est malheureusement beaucoup plus favorable en Transcaucasie que celle de l'Entente. Les Alliés continuent à payer là les fautes immenses commises au début de la guerre lorsque l'on hésita à forcer les Dardanelles ou à secourir la Serbie de manière à isoler de l'Allemagne les pays d'Orient. Ce sont surtout les événements du front occidental qui pourront régler cette question, bien qu'en attendant il faille faire tout le possible pour préserver la Transcaucasie et sauver les Arméniens du régime dont l'indignation fictive des Turcs les menace d'une manière si évidente.

**Le mouvement sioniste.** — Le mouvement sioniste a continué à se manifester pendant les premiers mois de l'année 1918. Nous avons dit dans notre dernier Bulletin comment les espérances du sionisme avaient été encouragées par les déclarations de M. Balfour. Le 10 février, on annonçait que M. Pichon avait informé M. Sokolov, un des représentants des organisations sionistes, que l'accord était complet entre les gouvernements français et britannique en ce qui concerne l'établissement en Palestine d'un foyer national pour les Juifs.

C'est sans doute la définition de ce foyer national qui pourra donner lieu à quelques débats. L'opinion est loin d'être formée à cet égard dans les pays belligérants et il ne semble pas qu'elle soit unanime dans les milieux juifs eux-mêmes. Certains de ceux-ci, particulièrement dans les pays libéraux de l'Occident où les Juifs jouissent depuis longtemps de la plénitude du droit de cité, ne semblent pas particulièrement favorables à l'établissement d'une Palestine, Etat national juif. Ils désireraient seulement que les Juifs aient un statut favorable en Palestine et qu'il se crée à



Jérusalem des centres de hautes études juives, des universités analogues à ce qui existe et pourrait être développé pour les catholiques à Rome. Dans ces milieux on s'inspire de la situation actuelle, de la Palestine où, sur 700.000 habitants, il n'y a encore environ que 125.000 Juifs. L'existence d'une nombreuse population musulmane dans le pays impose une prudence qui est reconnue par une grande partie des milieux israélites eux-mêmes. C'est aux Juifs qu'il appartiendra de rallier, par les avantages économiques qu'ils pourraient apporter au pays, la population musulmane, que leurs aspirations commencent à inquiéter.

Mais dans d'autres milieux juifs on voit beaucoup plus grand. Il s'agit de restaurer Israël comme maître et seigneur indépendant sur la terre de ses pères et, à l'heure du règlement final, si les puissances alliées sont à même, comme on doit l'espérer, de déterminer le sort de la Palestine, on verra certainement les deux tendances aux prises. En attendant, on a vu des manifestations caractéristiques comme celle du bureau de la Fédération sioniste hollandaise qui a fait publier par le bureau de la presse juive de Stockholm, le 3 février, une protestation contre le fait qu'il n'y eut pas de délégation juive à Brest-Litovsk. Cette protestation déclarait qu'il était incompréhensible, après les déclarations des négociateurs russes, qui voulaient reconnaître le droit des petites nationalités à disposer d'elles-mêmes, qu'il n'y eût pas à Brest-Litovsk de délégation des Juifs. Signalons en passant que des petits corps de troupes juifs ont été créés pour combattre en Palestine et que dans les premiers jours de février quatre compagnies du régiment juif constitué en Angleterre ont défilé au milieu des acclamations dans les rues les plus commerçantes de Londres.

Dans les milieux juifs on a continué à s'occuper de faciliter la reconstitution et l'expansion des colonies sionistes en Palestine. Une commission de sionistes a été créée avec l'aide du gouvernement britannique, pour examiner la situation de ces colonies et à la conférence annuelle de la Fédération sioniste britannique, qui s'est tenue à Londres au début de février, il a été annoncé que le gouvernement anglais se servait d'une banque sioniste, « l'Anglo-Palestine Company », pour les mouvements de fonds que nécessitent les opérations militaires dans la zone occupée par le général Allenby. En outre le gouvernement a chargé la commission d'examiner les conditions dans lesquelles une université juive pourrait être créée à Jérusalem dans le plus bref délai.

On ne saurait évidemment juger de la tournure que le mouvement sioniste prendra par ces différentes manifestations qui peuvent s'appliquer à des fins bien différentes. Mais il n'en est pas moins intéressant de constater la persistance des efforts qui sont faits, particulièrement en Angleterre, pour entretenir le mouvement sioniste et lui préparer des résultats répondant dans la plus large mesure possible aux aspirations de ses promoteurs.

**La situation économique en Turquie.** — D'après le bureau des statistiques du travail de Washington qui s'est occupé de réunir des renseignements sur les conditions sociales et économiques dans les pays ennemis, la situation en Turquie est extrêmement grave. La population civile de ce pays est soumise à des privations extraordinaires, infiniment plus dures que celles qui sévissent dans les Empires centraux. Il est intéressant de noter que, d'après cette source, les populations de l'Empire ottoman ne souffrent pas par suite de mauvaises récoltes, « car les récoltes ont été dans l'ensemble bonnes et les emblavements ont été augmentés », mais le manque de vivres vient « de la corruption des fonctionnaires et du fait que l'Allemagne a saisi une grande partie des approvisionnements de la Turquie ».

Le rapport ajoute que cette ardeur de l'Allemagne à faire face à ses propres besoins en extorquant les ressources des Turcs ainsi que les exigences des fonctionnaires du gouvernement de Constantinople ont réduit le peuple à une condition bien pire que celle qui est imposée à n'importe quelle population des Empires du Centre. En Allemagne et en Autriche les mots « mourir de faim » sont encore une figure de rhétorique ; en Turquie, il faut la prendre à la lettre. L'état de choses peut être jugé d'après les prix que les Turcs ont maintenant à payer pour certaines denrées essentielles : c'est ainsi que le pain aurait monté de 110 0/0, l'huile de sésame de 113 0/0, le bois de 600 0/0 et le beurre de quelque 900 0/0.

Si l'Allemagne ne remporte pas une victoire éclatante et si la Turquie peut conserver un atome d'indépendance, il est probable que les Allemands n'auront pas à se louer de la reconnaissance qu'inspirera aux Turcs le souvenir de l'aventure où ils les ont entraînés.

## Extrême-Orient

### CHINE

**La situation intérieure.** — L'état intérieur de la Chine reste très troublé en raison de la guerre civile larvée qui ne cesse d'exister entre le Nord et le Sud. On sait que cette situation est pour ainsi dire endémique depuis que le Nord est sous le gouvernement militaire des généraux ennemis du parlementarisme républicain, tandis que les personnages influents dans le Sud s'appuient sur les républicains partisans de ce parlementarisme.

L'hostilité entre les deux partis a subi une recrudescence vers le commencement de l'automne de 1917 par suite de la politique suivie par les chefs militaires du Nord de faire reviser, dans un sens antiparlementaire, la constitution de 1911 par un Parlement provisoire réuni pour remplir cette tâche, et aussi de la nomination au



Hou-nan d'un gouverneur militaire qui semblait devoir maintenir cette province dans l'obéissance au Nord, ce qui ne pouvait plaire aux chefs sudistes qui craignaient de voir les nordistes trouver au Hou-nan un point d'appui pour étendre leur action dans le Sud.

Les chefs du Nord réunirent le Parlement provisoire malgré l'opposition du Sud, mais presque en même temps, en novembre, ils perdaient le Hou-nan après une malheureuse campagne dans laquelle les troupes du Nord, malgré leur supériorité numérique, furent complètement battues et refoulées.

Le 28 décembre, un armistice fut conclu entre le Nord et le Sud, mais il ne semble pas qu'il ait le moins du monde mis fin à la lutte, d'ailleurs singulièrement peu active, entre les deux partis.

On continue à se livrer à des escarmouches sans engager de combats sérieux. La ligne du Yang-tseu constitue approximativement la limite entre les forces du Nord et du Sud depuis que ces dernières ont chassé les nordistes du Hou-nan. Il en est résulté pour la navigation du fleuve une insécurité à laquelle on a voulu remédier par l'envoi d'un certain nombre de canonnières américaines, anglaises et japonaises. Mais des coups de feu sont encore tirés sur le fleuve et il y a même eu des tués à bord des canonnières.

A côté de la lutte entre le Nord et le Sud qui se manifeste par une guérilla insignifiante et aussi par des intrigues politiques aussi confuses qu'interminables, il faut signaler la guerre entre le Seu-tchouan et le Yunnan et le Kouei-tchéou. Il ne s'agit pas là de grande politique, du moins dans la phraséologie, mais du désir des soldats des deux provinces montagnardes et pauvres de vivre sur la province riche. Il y a quelques semaines, la capitale du Seu-tchouan, Tcheng-tou, a été prise par les soldats du Yunnan et du Kouei-tchéou et les grandes salines de la province sont également entre leurs mains.

**Le rendement des douanes.** — Le rendement des douanes chinoises a été en 1917 légèrement supérieur en taëls à ce qu'il avait été en 1916. Mais grâce à la hausse de l'argent le revenu a augmenté de près de 2 millions de livres sterling, passant de 6.264.000 à 8.241.000. C'est une aubaine bien venue pour le gouvernement chinois à un moment où il lui est impossible de trouver des emprunts extérieurs de quelque importance et où il est condamné, quelles que fussent ses habitudes antérieures, à vivre tant bien que mal sur les ressources propres du pays.

**Les inondations.** — D'après les renseignements qui nous arrivent de Pékin, les inondations qui se sont produites à la fin de l'année dernière ont été un fléau exceptionnel, même dans ce pays où des catastrophes de ce genre sont assez fréquentes. Toute la partie basse du Tché-li est maintenant un lac couvert de plusieurs pieds d'eau : les rivières du Nord-Ouest, de l'Est et du Sud-Est font converger leurs eaux

vers Tien-tsin et elles ont leur cours supérieur dans des gorges montagneuses que la négligence chinoise a entièrement déboisées, c'est-à-dire qu'en quelques heures elles deviennent des torrents formidables et que rien ne ralentit le flot qui descend vers le bas pays. D'autre part, celui-ci n'est drainé que d'une manière tout à fait insuffisante : la seule sortie régulière qui y soit assurée aux eaux est le lit du Hai-ho, la rivière de Tien-tsin, bien entretenue pour la navigation mais qui est absolument incapable d'évacuer les quantités formidables de liquide qui se sont précipitées des bords du plateau de Mongolie et des montagnes du Chan-si, dans la plaine du Tché-li. A un moment donné surtout, lorsque le grand canal qui reçoit les rivières du Sud-Ouest devint lui-même un fleuve impétueux, les digues qui entouraient les concessions étrangères furent submergées, l'eau s'y précipita et il fallut plusieurs jours pour élever les digues et épuiser l'eau qui avait envahi les concessions de Tien-tsin. Celles-ci maintenant sont à sec, mais une grande partie de la ville chinoise reste inondée et la basse plaine du Tché-li est un lac d'une cinquantaine de mille kilomètres carrés. D'après les renseignements 82.000 groupes de maisons, hameaux ou villages, ont été détruits. Les habitants ont vu leurs murs de boue fondre dans l'inondation, les toits tomber et toutes leurs provisions, leurs vêtements et leurs meubles, disparaître dans le lac. Les récoltes détruites se sont élevées à 500 millions de francs environ. Les victimes, surtout parmi les vieillards et les enfants, ont été nombreuses et, ce qui ajoute à l'horreur de la situation, c'est qu'il est absolument impossible que les eaux soient évacuées à temps pour que la récolte de l'année 1918 soit assurée, c'est-à-dire que la misère la plus terrible attend une partie notable de la population du Tché-li. En temps normal l'Europe pourrait lui apporter des secours, mais en ce moment les Européens sont obligés de faire face à d'autres nécessités ; de plus le tonnage est rare. Bref, une de ces catastrophes comme on en relève de temps en temps dans l'histoire de Chine s'est produite et a frappé une partie de ce pays.

Il est évident que de grands travaux seraient nécessaires pour éviter le retour de pareilles catastrophes. Il faudrait, en attendant le moment sans doute lointain où l'on aura reboisé un peu les montagnes de l'Ouest, assurer des lits d'écoulement vers la mer aux eaux qui descendent dans la plaine du Tché-li de façon à empêcher leur accumulation dans les environs de Tien-tsin et à leur donner d'autres issues que le cours insuffisant du Hai-ho.

**Les intrigues allemandes en Chine.** — Nous avons à plusieurs reprises parlé des intrigues allemandes en Chine. On a peut-être été porté à les exagérer mais, d'autre part, des cas prouvant combien les Allemands se sont appliqués à mener leur propagande en Chine, comme d'ailleurs dans les autres pays, continuent à être révélés çà et là.



C'est ainsi que d'après le *Times* un sujet danois, M. Larsen, avait conclu avec le ministre chinois de la Marine un contrat d'emprunt qui a inspiré rapidement les soupçons des légations d'Angleterre et du Japon qui le firent abroger. Le passé de M. Larsen a fait ouvrir les yeux. Il avait été longtemps représentant des fabriques Siemen Schuckert qui fournirent du matériel électrique et avaient muni les navires de guerre chinois et certains ports de la Chine de stations de télégraphie sans fil. Au début de la guerre, M. Larsen était rentré en Europe, mais il revint l'été dernier en Extrême-Orient et c'est alors qu'on apprit qu'il avait signé un contrat avec le ministère de la Marine et que ce contrat prévoyait la création d'une station très forte de télégraphie sans fil qui aurait été capable de communiquer avec Berlin. Il s'agissait évidemment de donner à l'Allemagne un moyen d'être en rapports avec l'Extrême-Orient malgré la maîtrise des câbles sous-marins par les Alliés et de répandre en Chine les nouvelles et les appréciations pouvant convenir à la propagande allemande.

D'autre part, un Américain, le Dr Gilbert Reid, après avoir été longtemps missionnaire en Chine, apparut depuis la guerre comme un défenseur infatigable de la cause allemande. L'Institut international de Changhaï, dont il avait été le créateur et où des jeunes Chinois venaient s'instruire, se distraire et prendre contact avec les idées occidentales, devint, à la stupéfaction générale, un moyen de propagande allemande. Le cinématographe y travaillait à donner la plus haute idée de la puissance de l'Allemagne, on y distribuait de la littérature contredisant la version alliée des origines de la guerre. Mais bientôt l'Institut international employé à cet usage dut fermer ses portes, car l'argent dont il vivait, et qui était surtout fourni par des souscripteurs anglais, vint naturellement bien vite à lui manquer.

L'activité du Dr Reid n'en fut pas arrêtée et on le vit presque immédiatement devenir à Pékin le directeur de la *Peking-Post*, publication obscure, connue surtout pour sa pauvreté, et qui tout d'un coup s'épanouit en un journal de huit pages, admirablement imprimé et dont la richesse était d'autant plus remarquable que cet organe était totalement vierge d'annonces. Non seulement le Dr Gilbert Reid combattait dans les articles de cette feuille les Alliés, mais encore tous les Américains qui étaient en leur faveur. Il attaqua violemment le président Wilson, sur quoi il fut arrêté par les autorités consulaires américaines et envoyé à Changhaï pour y être jugé; mais, son cas ne relevant pas des délits définis par la loi des Etats-Unis, il dut être acquitté. Il rentra donc à Pékin et y reprit sans s'émouvoir pour si peu son travail de propagande en faveur de l'Allemagne. Son journal n'avait d'ailleurs pas grande influence, mais on l'envoyait avec soin dans tous les pays neutres pour y répandre l'impression qu'en Chine une partie considérable de l'opinion était favorable à la politique allemande. Le journal fut interdit lorsque la Chine entra à son tour

dans la guerre, mais Reid fonda immédiatement une autre feuille que l'on introduisait dans quatre journaux indigènes, publiés à Pékin. Les dispositions de cet organe nouveau étaient conformes à tout ce qu'on avait vu du Dr Reid et la police dut encore arrêter cette nouvelle forme de son activité. Le Dr Reid trouva moyen, à l'occasion de son soixantième anniversaire, de se faire donner une fête dans un restaurant chinois, fête dans laquelle nombre de notables, y compris deux membres du Cabinet, parurent et furent mentionnés dans un journal anglais de Pékin possédé par un Chinois, le *Peking Daily News*, qui exposait les congratulations dont le Dr Reid avait été l'objet dans cette circonstance. Il en résulta une lettre du ministre britannique au ministre des Affaires étrangères chinois. La fin de cette carrière si bien remplie en faveur de l'Allemagne survint enfin. Le Dr Reid fut arrêté par les autorités consulaires américaines à la requête du gouvernement chinois: il a été expulsé de Chine.

## JAPON

**Les prêts aux Alliés.** — Nous avons signalé dans presque tous nos Bulletins, depuis plus de deux ans, la situation économique et financière extrêmement avantageuse que la guerre a valu au Japon. Ce pays a constamment, depuis 1914, une balance commerciale en sa faveur. Il a importé des centaines de millions de francs d'or et c'est ainsi que, comme nous l'avons déjà montré, il a pu devenir un pays prêteur; ses alliés ont conclu auprès de lui un certain nombre d'emprunts.

Dès juillet 1916, le gouvernement britannique profita de l'excellente situation financière du Japon sur le marché américain pour acheter les dollars que possédait le gouvernement japonais à New-York. L'opération qui fut faite à ce moment portait sur une somme de 50 millions de dollars. En novembre de la même année, le gouvernement japonais accepta d'émettre pour le gouvernement britannique un emprunt de 100 millions de yen. Il s'agissait encore de procurer à l'Angleterre les dollars dont elle avait grand besoin pour payer ses achats en Amérique.

En mars 1917, le gouvernement japonais aida le gouvernement français par l'émission au Japon de bons du Trésor français jusqu'à concurrence de 26 millions de yen et, en juin 1917, la même opération était renouvelée pour 50 millions de yen.

Nous avons déjà signalé que la Russie a plusieurs fois recouru pendant la guerre au marché financier japonais. Il s'agissait surtout de payer les fournitures militaires achetées par le gouvernement russe au Japon même. Le total de ces emprunts s'est élevé à 171 millions de yen dont la plus grosse partie a été reprise par le gouvernement



japonais qui est devenu ainsi directement créancier du gouvernement russe. On estime qu'il n'y a plus que 50 millions de yen de ces emprunts russes sur le marché et tout passera sans doute d'ici peu entre les mains du gouvernement.

En résumé, les avances du Japon aux Alliés se répartissent ainsi :

|                      |                     |
|----------------------|---------------------|
| Grande-Bretagne..... | 200 millions de yen |
| France.....          | 76 millions de yen  |
| Russie.....          | 224 millions de yen |
| Total.....           | 497 millions de yen |

Ajoutons que, d'après une dépêche de Tokyo du 20 janvier, un arrangement a été conclu en vue de l'émission d'un nouvel emprunt anglais au Japon pour un capital de 100 millions de yen. Un cinquième de cette somme servirait au Japon à acheter des roupies pour faciliter le paiement du coton indien acquis pour les filatures japonaises; le solde de 80 millions de yen serait envoyé aux Etats-Unis.

**Les progrès de la navigation.** — On annonce que la Compagnie de navigation japonaise Osaka Shosen Kaisha a commencé au mois d'avril un nouveau service régulier mensuel entre Bombay et Marseille par le canal de Suez et en correspondance avec son service actuel entre le Japon et Bombay. Le service est assuré actuellement par des navires de 3.500 à 4.500 tonnes, mais on a l'intention d'y consacrer plus tard des navires plus gros. La Compagnie sera représentée dans la mer Rouge, le canal de Suez et la Méditerranée par la Compagnie des Messageries Maritimes.

La prospérité de la navigation japonaise n'est pas seulement démontrée par cette création nouvelle, mais encore par l'augmentation de capital de l'Osaka Shosen Kaisha. Ce capital a été porté de 62 millions environ à 125 millions de francs (le cours variable du change ne permet pas de précision absolue). Notons que la Compagnie Nippon Yusen Kaisha, encore plus importante, a élevé récemment son capital de 110 millions à 250 millions de francs environ. Les augmentations de capital des deux compagnies ont été faites par l'attribution aux actionnaires, avec une prime appréciable, d'une certaine proportion d'actions nouvelles pour leurs actions anciennes : cette manière de procéder, qui indique un état prospère, est en effet d'ordinaire un moyen de distribuer les réserves aux actionnaires.

**Le mouvement commercial.** — Pendant le premier trimestre de l'année courante les importations au Japon ont été de 390 millions de yen et les exportations de 398 millions, contre 226 millions et 317 millions pour la période correspondante de l'an dernier.

**La prospérité de Tokyo.** — La richesse que les circonstances économiques universelles ont valu au Japon commence, d'après le corres-

pondant du *Times* à Pékin, à se manifester jusque dans l'aspect de la ville de Tokyo. Ces dernières années, sauf de très rares artères, la capitale du Japon était une vaste cité très extrême-orientale dans ses allures et dont la vie paraissait quelque peu lente. Il était possible d'y découvrir encore un peu de la somnolence de l'Orient. Mais maintenant les rues sont actives, les boutiques remplies de marchandises plus chères que celles d'autrefois et cependant achetées beaucoup plus vite. De nouveaux quartiers d'affaires sont construits avec des rues bordées de maisons de style occidental. Il y a maintenant des encombrements causés non seulement par les tramways et les pousse-pousse, mais encore par les automobiles. Dans les faubourgs les routes, dont les détours innombrables montraient qu'elles avaient été à l'origine des pistes contournant les rizières, ont fait place à des rues larges et droites. Des villages qui étaient encore, il y a peu de temps, en dehors des limites de la ville, y sont maintenant englobés. De belles demeures, des automobiles et un luxe dans tous les genres sont la marque de la richesse nouvelle acquise par le pays.

Les femmes de Tokyo déploient de magnifiques vêtements, des soieries de couleurs gaies, des ceintures rutilantes d'or et l'on voit à leurs doigts des bagues qu'elles n'avaient jamais connues jusqu'ici. La prospérité due à la guerre a fait surgir au Japon une classe de parvenus presque inconnue jusqu'à ces derniers temps; ils dépensent leur argent avec profusion, sinon avec sagesse, et leur luxe étonne les hommes qui se souviennent de l'ancien idéal de simplicité presque spartiate de celui des meilleurs éléments du Japon.

Les théâtres sont comblés, de petites scènes nouvelles surgissent dans tous les quartiers de la ville. Chose remarquable — et qui n'est d'ailleurs pas à regretter — dans toutes les classes de la société, d'après le correspondant du *Times*, on constate une tendance plus forte que jamais des Japonais à être eux-mêmes et à manifester moins d'admiration que ces dernières années pour les choses d'Occident. Des coutumes qui étaient tombées presque en désuétude sont remises en vigueur. Des cérémonies qui avaient été célébrées d'une manière purement formelle sont maintenant l'occasion de grandes réjouissances et des temples que l'on ne visitait plus guère ont retrouvé une condition florissante. Un nouvel intérêt est manifesté aux arts et aux industries traditionnels du pays. La danse et la musique japonaises intéressent les gens de Tokyo plus qu'elles ne l'avaient fait pendant de nombreuses années. On constate une renaissance marquée du No, le drame classique du pays, et dans toutes les parties de la ville les vers de ce vieux trésor littéraire peuvent être entendus, déclamés par beaucoup de personnes qui n'avaient guère jusqu'ici le souci de cette forme de culture si caractéristique du vieux Japon.

Les gens font preuve d'une énergie vitale qu'ils n'avaient pas manifestée pendant de longues



années. Extérieurement on constate l'activité et intérieurement existe une confiance correspondante. On jouit d'une prospérité sans précédent; on semble ne pas se préoccuper de ce qui se passe en Europe, et cependant la prodigieuse crise qui se produit dans toutes les parties du monde affecte profondément, quoique d'une manière indirecte, toutes les pensées et la vie de la nation.

**Découverte de mines de cuivre à Formose.** — Au cours des prospections très actives que les Japonais font à Formose on aurait découvert de très grands gisements de cuivre, dont l'exploitation permettrait bientôt de tripler la production japonaise déjà importante.

## ASIE ANGLAISE

**L'agitation politique.** — L'agitation politique qui règne dans certaines classes de la population indienne et dont nous avons signalé les manifestations tend plutôt à s'accroître. On demande au gouvernement des réformes étendues qui tendraient à rien moins qu'à faire de l'Inde l'équivalent d'un des Dominions et qui lui donneraient une autonomie complète, sauf en matière diplomatique et militaire. A la fin de l'année dernière le Congrès national hindou, la Ligue musulmane et la Ligue pour le *Home Rule* envoyèrent des adresses au vice-roi et au ministre de l'Inde, M. Montagu, qui était alors dans la péninsule. Ces adresses tendaient à ce que, en dehors des affaires étrangères, de la défense et des relations avec les Etats indigènes, le gouvernement de l'Inde et les gouvernements provinciaux devinssent responsables devant le peuple par l'intermédiaire d'assemblées élues. Ces adresses déclaraient que c'est une erreur de considérer comme impossible l'établissement du gouvernement démocratique dans l'Inde.

Le gouvernement britannique se montre fort peu enclin à lancer sa grande dépendance dans une telle inconnue. Il ne cède pas au mouvement du *Home Rule* et aux dernières nouvelles on apprenait qu'il avait décidé d'interdire l'embarquement pour l'Angleterre d'une députation de la Ligue du *Home Rule* composée d'un certain nombre d'intellectuels hindous et de quelques musulmans qui devaient venir défendre devant la nation anglaise la cause qu'ils soutiennent. Autant qu'on peut en juger, le gouvernement britannique ne veut pas se départir de la ligne de conduite qu'il avait déjà adoptée et des idées qui ont inspiré le discours prononcé au mois d'août dernier par M. Montagu. Il s'agirait de faire, en matière de gouvernement provincial, une expérience limitée du système représentatif, expérience dont les limitations pourraient être diminuées graduellement si l'événement lui donnait raison.

C'est dans ce sens qu'un projet a été arrêté au

mois de janvier dans une conférence entre quinze Européens et vingt Indiens progressistes, mais de tendance modérée et raisonnable. Ce projet, inspiré surtout par M. Lionel Curtis, déclare qu'il est impossible de commencer par le gouvernement central les mesures devant peu à peu acheminer l'Inde vers un régime responsable envers la population. On désire commencer par faire coïncider dans le domaine provincial les deux systèmes : l'un chargé de certains offices et qui serait responsable envers les électeurs, et l'autre qui resterait responsable pour tout le reste envers le secrétaire d'Etat. Une certaine partie des revenus de la province serait confiée à des gouvernements provinciaux représentatifs, revenus proportionnés aux services qu'ils auraient à assurer. On donnerait à ces gouvernements certains pouvoirs en matière de taxation, de façon à ce que leurs électeurs se rendent compte d'une manière pratique du résultat de ce système. Tous les sept ans le gouvernement britannique examinerait, sur le rapport de commissaires, dans quelles mesures il conviendrait d'augmenter la part de ces gouvernements provinciaux responsables aux dépens des attributions qui auraient été réservées aux gouvernements dépendant seulement du secrétaire d'Etat.

Au début, un certain nombre de matières resteraient soustraites aux législatures provinciales, par exemple l'entretien des travaux publics qui servent de garantie aux capitaux qui y ont été placés. Toute législation affectant les entreprises commerciales et industrielles devrait être sanctionnée par le secrétaire d'Etat. Des mesures pourraient être prises par l'autorité en certaines matières essentielles au cas où les législatures provinciales n'y pourvoiraient pas. Bref, il s'agirait d'une espèce de terrain d'acclimatation graduelle du système représentatif dans la vie provinciale de l'Inde, en attendant que ce système puisse être appliqué à la vie nationale ou plutôt fédérale de la péninsule.

Ce projet n'a, comme bien on le pense, pas satisfait les représentants des partis qui réclament le *Home Rule* et Mme Bésant qui, comme on le sait, a passé de la théosophie transcendante à la politique avancée, et qui prodigue à l'Inde une agitation dont l'intérêt est au moins discutable, a publié une déclaration disant que la manière dont le gouvernement considère la réforme doit non seulement ajourner, mais encore empêcher la réalisation du *self-government* dans un délai raisonnable. Ajoutons que, d'autre part, le projet du gouvernement, qui paraît insuffisant aux éléments politiques de la population indienne, est condamné comme peu pratique et dangereux par les éléments européens.

Il est certain que les Anglais semblent devoir être dorénavant en présence de difficultés qui ne cesseront pas. La foi dans le *Home Rule* est un de ces sentiments d'allure quasi religieuse qu'aucun argument raisonnable ne peut abattre et qui ne disparaît que par l'effet d'une expérience qui en montre pratiquement l'erreur. Une sorte de mys-



ticisme politiques y associe d'ailleurs, comme c'est toujours le cas en pareille matière, aux ambitions d'un groupe de personnes qui aspirent à bénéficier du gouvernement du pays. Les organisateurs du mouvement pour le *Home Rule*, à côté des principes de vérité et de justice qu'ils invoquent font appel aux intérêts des gens qu'ils veulent séduire. Ils expliquent que la prospérité matérielle de la population indienne augmenterait beaucoup au cas où le *Home Rule* serait appliqué à ce pays. Les hauts classes de la population obtiendraient des postes pleins d'honneurs et de profits. Les races guerrières trouveront des carrières répondant à leur goût dans l'armée, la marine et la police. Les commerçants se verront ouvrir des marchés dans lesquels « l'âge de l'abondance couronnera les efforts de ses serviteurs ». Quant aux masses, on leur explique qu'on commencera par prélever sur le produit de leur travail leur nourriture et les semences nécessaires à la culture de l'année suivante.

Tout cela est fort beau et peut parfaitement séduire beaucoup de personnes dans l'Inde : il y a longtemps que l'on sait que les mouvements politiques ont en général fort peu à voir avec la raison et que l'expérience acquise ailleurs ne profite presque jamais à un peuple. L'Inde, avec ses tendances théoriques, le goût des abstractions qui la caractérise et aussi avec ses traditions, paraît moins destinée qu'aucun autre pays à réaliser rapidement un sain gouvernement démocratique : toute tentative de ce genre aboutirait sans doute à l'exploitation par une oligarchie politicienne, avec tous les défauts qu'un pareil système a d'ordinaire en Orient. Mais les raisons mentales même qui rendent le *Home Rule* singulièrement discutable portent les Hindous à le réclamer et leur donnent les moyens verbaux les plus abondants pour soutenir cette revendication. Il faut donc s'attendre, comme nous le disions, à voir continuer l'agitation de la grande péninsule.

**Les désordres.** — Des désordres variés se sont, comme c'est l'habitude, produits dans l'Inde et, si quelques-uns ont une forme pour ainsi dire traditionnelle et sont nés de l'animosité qui met en opposition les différentes parties de la population, partout sans doute l'esprit d'insubordination inspiré directement ou indirectement par les manœuvres de l'Allemagne s'est fait sentir. Une conspiration étendue a été organisée au Bengale et ses auteurs, qui s'étaient groupés en société secrète, se servaient de tous les moyens, y compris les écoles, les bibliothèques et les lieux de réunions, pour propager les idées révolutionnaires et essayer d'inspirer l'esprit de mutinerie aux troupes indigènes. Dans plusieurs cas on a découvert une correspondance édifiante entre certains conspirateurs et des agents allemands.

Dans une partie de la présidence de Bombay des meneurs, qui sont d'ailleurs des gens relativement éduqués, incitent les paysans à refuser l'impôt. En raison du retard des pluies de l'an dernier la récolte d'automne manqua en partie

et le gouvernement se décida à suspendre la levée de l'impôt dans les endroits où le déficit devait être de 25 0/0 par rapport à une année normale. La Ligue du *Home Rule* vit là le moyen de pousser les paysans à ne pas payer l'impôt : elle discuta les estimations administratives et poussa les villageois à déclarer que leur récolte avait un déficit d'au moins 25 0/0.

Dans la petite province de Béhar, sur le Gange, autour de Patna, les Hindous se sont à la fin de l'année dernière livrés à de violentes attaques contre les musulmans : 153 villages ont été pillés, 41 personnes ont été tuées et 176 blessées. A la suite de ces bagarres 2.238 individus ont été cités en justice et, bien que la plupart des accusés aient pris la fuite un grand nombre de prévenus ont été condamnés à de longues années de prison. Le procès a révélé qu'une véritable conspiration avait été ourdie parmi les Hindous des castes supérieures pour maltraiter la minorité musulmane de la province. Sans cette participation de l'élément dirigeant, jamais les basses castes n'auraient osé se livrer à de pareils désordres, bien qu'on essayât d'exciter leur fanatisme religieux contre les musulmans qui, à l'occasion de leurs fêtes, sacrifiaient des vaches, animaux sacrés pour la religion hindoue. Les actes les plus fâcheux ont été commis : les mosquées ont été profanées, des Corans détruits, dans certains cas les femmes musulmanes saisies par la foule ont été complètement déshabillées. Malgré le caractère de ces émeutes, qui rappellent les anciennes luttes entre les éléments divers de la population de l'Inde, il est difficile de ne pas y voir pour une part un effet de l'agitation qui règne un peu partout dans la péninsule.

En dehors de ces troubles intérieurs il convient de signaler une attaque dirigée par la tribu béloutchie des Marris contre le chemin de fer de Quetta. Les Marris habitent la région montagneuse du Béloutchistan la plus voisine du Pendjab. Ces indigènes tirèrent sur les trains, coupèrent le télégraphe, attaquèrent certains postes anglais. Une petite expédition fut organisée contre eux et les avions servirent notamment à bombarder leurs campements. Il serait sans doute excessif de voir dans ce mouvement d'une population remuante comme toutes celles des montagnes de la frontière Nord-Ouest de l'Inde un effet de l'agitation qui a produit dans la péninsule même les différentes manifestations dont nous parlons plus haut.

**Le recrutement.** — A la fin de l'an dernier un bureau central de recrutement a été établi dans l'Inde et les efforts pour obtenir des recrues ont été rendus beaucoup plus méthodiques. Des résultats excellents ont été obtenus : jamais tant d'hommes ne s'étaient présentés. Dans les derniers deux mois 25.000 hommes se sont présentés dans le seul Pendjab et 12.000 dans les provinces unies. Il faut ajouter une grande augmentation dans le personnel des auxiliaires non combattants.

Signalons à ce sujet que le Népal a fourni



200.000 gourkas depuis le début de la guerre, et l'on sait que ces soldats montagnards des races tibétaines sont parmi les meilleurs guerriers que l'on puisse recruter dans l'Inde.

**La prospérité de l'Inde.** — Nous avons déjà signalé que, comme le Japon, bien que dans une moindre mesure en proportion, l'Inde a profité économiquement de la guerre. On peut en juger d'après le tableau suivant des importations dans la péninsule et des exportations de marchandises indiennes :

| Années    | Importations      | Exportations      |
|-----------|-------------------|-------------------|
| 1914-1915 | 2.779.182.500 fr. | 3.124.425.000 fr. |
| 1915-1916 | 2.501.925.000     | 3.461.867.500     |
| 1916-1917 | 3.299.555.000     | 4.155.660.000     |

Il faut cependant faire observer que les quantités exportées et importées n'ont pas beaucoup augmenté, mais que c'est surtout la hausse des prix qui a accru le volume du commerce de l'Inde et particulièrement le montant des sommes qui doivent être payées aux producteurs indiens pour les articles exportés de la péninsule. Le bénéfice est d'autant plus grand que le prix de la vie n'a guère augmenté dans un pays où la population se nourrit presque exclusivement des productions du sol natal. C'est encore l'Angleterre qui continue à dominer dans les achats de l'Inde : elle a fourni 1.450 millions sur 2.475 millions de francs des importations du dernier exercice. Mais cependant le Japon a énormément augmenté ses ventes à l'Inde, passant de 124.925.000 francs à 222.225.000 en 1915-1916. Les Etats-Unis aussi ont vu leurs importations dans l'Inde passer de 131.275.000 francs à 182.575.000. La guerre a changé jusqu'à un certain point les débouchés des exportations de l'Inde qui se sont beaucoup plus développées au Japon, en France, aux Etats-Unis et en Italie. Il est possible que plus tard l'Inde conserve une partie du moins des nouveaux marchés que les circonstances lui ont fait ainsi acquérir.

Le budget s'est élevé en 1915-1916 à 1 milliard 610.325.000 francs aux recettes et à 2 milliards 140.050.000 francs aux dépenses, soit un déficit de 529.725.000 francs. En 1916-1917 ces chiffres s'étaient élevés respectivement à 2 milliards 400.000.000 de francs et à 2 250.000.000 de francs, soit un excédent de recettes de 150.000.000 de francs et en 1917-1918 à 2.471.750.000 francs et à 2 468.375.000 francs, soit un excédent de 3 millions 375.000 francs. C'est surtout le développement des bénéfices des chemins de fer, qui se sont élevés de plus de 100 millions de francs, qui explique l'augmentation des recettes du budget indien. En outre, la mousson a amené beaucoup de pluies et a ainsi amélioré les conditions du contribuable indigène.

Ces circonstances ont rendu plus facile la contribution financière de l'Inde à la guerre. On sait que le gouvernement de l'Inde a décidé de contribuer aux dépenses de la guerre pour 250 millions de francs. Cette contribution devait

prendre la forme d'un emprunt et aussi celle d'une subvention à la métropole, subvention faisant supporter à l'Inde la charge d'une partie de la dette de guerre britannique. A la fermeture de l'emprunt de guerre indien plus de 65 millions de francs avaient été souscrits — ce qui est un succès dans un pays où ce genre de placements et même les placements financiers en général étaient totalement inconnus, et depuis lors des sommes n'ont cessé d'être versées pour les dépenses de guerre sous forme de bons du Trésor et de souscriptions postales. Le nombre des souscripteurs a été extrêmement étendu, ce qui indique un bon état d'esprit et aussi des modifications dans les habitudes financières d'une partie considérable de la population.

L'augmentation des recettes des chemins de fer n'est due que partiellement au développement du trafic, surtout sur de nouvelles lignes. Il faut y voir le résultat de causes accidentelles, comme les mouvements militaires et la substitution des transports par voie ferrée aux transports maritimes en raison du manque de tonnage. Dans l'Inde on est si préoccupé de cette situation que l'on réclame la construction immédiate de petits navires en ciment pour le cabotage. En outre, les dépenses d'exploitation des voies ferrées se sont abaissées pour une raison peu satisfaisante : la diminution des réparations et du renouvellement de matériel par suite de la difficulté de faire venir les pièces de rechange et le matériel nouveau d'Angleterre. Il y a là une grosse dépense en perspective pour le moment où la situation permettra plus facilement les transports. On s'attend d'ailleurs à ce que l'exercice 1917-1918 révèle une diminution de plus de 30.000.000 de francs sur les recettes des chemins de fer.

Par contre le produit des irrigations s'est élevé de 5.725.000.000 de francs en 1916-1917 par rapport à l'exercice précédent. On s'attend à un nouveau développement cette année : les richesses créées par l'amélioration ou l'extension des cultures grâce au développement des irrigations dans l'Inde étant de celles qui ne peuvent subir aucune fluctuation et s'accroître en même temps que les travaux qui les ont fait naître.

#### Une nouvelle association anglo-indienne.

— On a annoncé, il y a quelques semaines, la constitution d'une nouvelle association anglo-indienne sous la présidence de lord Sydenham. Voici les objets de la nouvelle association :

1° Résister à toutes les mesures tendant à détruire ou à affaiblir l'autorité suprême du régime britannique dans l'Inde ou à transférer le pouvoir à une petite oligarchie qui ne représente pas la masse des peuples de l'Inde et qui ont des intérêts opposés à ceux de cette masse.

2° Aider toutes les associations et individus indiens ou anglais qui travaillent selon cette politique.

3° Répandre la vérité en ce qui concerne l'état politique et économique présent de l'Inde et combattre les vues fausses présentées sur ce pays.



4° Développer et sauvegarder les intérêts financiers, industriels, commerciaux et économiques de l'Inde.

5° Servir en général les véritables intérêts moraux et matériels des peuples de l'Inde et soutenir les réformes qui, sous réserve des limites déclarées au 1<sup>er</sup> paragraphe, ont pour objet de conférer graduellement une responsabilité de plus en plus large à des Indiens loyaux et représentant réellement leurs compatriotes et de faciliter l'éducation nécessaire pour les préparer à prendre une part plus large à l'administration dans le but principal d'assurer le progrès de l'Inde.

**Les États fédérés malais et les dépenses de la guerre.** — Le secours que la Malaisie britannique apporte à la métropole dans la guerre continue à être appréciable, bien qu'il ne représente guère qu'une goutte d'eau dans l'océan des dépenses qu'entraîne le grand conflit. En 1917, la contribution des États fédérés a été d'un million de livres sterling et une somme de 750.000 livres a été votée le 17 novembre, par le Conseil fédéral, pour l'année 1918. Il est possible qu'un vote additionnel ait lieu au cours de l'année et élève la contribution au même total que celle de l'an dernier.

**L'Inde et les relations avec l'Afghanistan.** — Certaines personnes dans l'Inde se demandent si le chaos où est tombée la Russie ne peut pas avoir pour résultat d'ouvrir à l'Inde un marché où ses articles n'étaient guère représentés jusqu'ici : l'Afghanistan.

Dans ces dernières années, presque toutes les marchandises étrangères consommées en Afghanistan venaient de Russie. Les Russes avaient fait un effort méthodique pour s'emparer du débouché afghan et le chemin de fer transcaspien avait des tarifs réduits pour les marchandises transportées à Merv, d'où elles gagnaient l'Afghanistan par les pistes des caravanes. L'émir d'Afghanistan avait réduit de moitié les droits d'importation et, grâce à toutes ces conditions, les Russes approvisionnaient le pays non seulement au Nord dans la zone de Hérat, mais encore jusqu'à Kandahar, où l'on pouvait trouver ces articles de la Russie. Ce pays envoyait des cotonnades, des soieries, du papier, du sucre, de la verrerie et de la quincaillerie.

Une partie de ces articles pourrait être importée de l'Inde, en particulier les soieries et les cotonnades, et suivre les importations de thé indien qui se sont développées pendant ces dernières années et en échange desquelles l'Afghanistan envoie dans l'Inde presque tous ses fruits desséchés et ses peaux de chèvres. Il est vraisemblable que, si l'industrie de l'Inde faisait quelques progrès, d'ailleurs faciles, les Anglo-Indiens mettraient complètement la main sur le commerce de l'Afghanistan bien avant que l'effort de pénétration allemande dans l'Asie antérieure, effort prévu comme on l'a vu ailleurs par un article du récent

traité entre les puissances centrales et la Russie, puisse avoir ses effets jusque dans le royaume ermite qui confine au Nord-Ouest de l'Inde anglaise.

Quant à l'état politique de l'Afghanistan, il semble n'avoir été en aucune manière altéré par la guerre. La neutralité a été relativement facile à maintenir bien que l'Angleterre fût en lutte avec la Turquie et parce que les Afghans, si fanatiques musulmans qu'ils soient, considèrent que la Jeune-Turquie est d'une religion trop suspecte pour que l'on puisse être amené à faire la Guerre Sainte à son profit. L'émir Abd er Rahman est resté fidèle à l'attitude qu'il avait toujours gardée jusqu'ici et à celle de ces prédécesseurs. Il reste un ami très indépendant de l'Angleterre, qui touche d'ailleurs aux affaires afghanes avec une main singulièrement légère. On sait que le père du présent émir avait signé en 1905 avec le gouvernement britannique un traité par lequel l'Afghanistan était reconnu pays indépendant. L'émir était traité de « Majesté », pouvait importer des armes de l'Inde britannique et recevait des Anglais un subside annuel de cent vingt mille livres sterling. En outre, l'émir s'engageait à n'avoir de relations diplomatiques avec aucun pays en dehors de la Grande-Bretagne. Rien n'a été changé à cette situation et l'émir Abd er Rahman a, comme nous l'avons dit à plusieurs reprises, maintenu pendant la guerre une attitude qui a été très utile aux autorités britanniques. Il faut cependant se rendre compte que les développements de la situation, la disparition de la puissance russe de sa frontière nord, l'agitation possible des tribus du Turkestan russe et les tentations turco-allemandes peuvent mettre à l'épreuve les bonnes dispositions de l'Afghanistan envers l'Angleterre. Cependant, depuis l'échec de la politique de pénétration en Afghanistan, échec qui fut marqué par une véritable catastrophe militaire, la politique anglaise a été si favorable aux Afghans qu'ils ne peuvent espérer meilleurs voisins que les Anglais et que l'Afghanistan entre dans la période difficile qui s'annonce pour l'Inde anglaise dans les dispositions les plus favorables à ce dernier pays.

**Les commerçants anglais et l'exportation des peaux.** — Pour assurer le passage entre des mains anglaises de l'exportation des peaux de l'Inde, qui était avant la guerre presque exclusivement entre les mains des maisons allemandes, le gouvernement de l'Inde avait chargé un comité d'achat d'acquiescer les peaux demandées par l'autorité militaire anglaise. Il fut un moment question de supprimer cette organisation, mais les maisons anglaises ayant déclaré qu'elles se retireraient alors du commerce — car elles considéraient que les intrigues des maisons allemandes dépossédées pourraient reprendre, — le gouvernement de l'Inde a maintenu le système qu'il avait adopté ces derniers mois.

On se rendra compte de l'importance du commerce dont les Allemands avaient réussi à s'emparer entièrement, en mettant la main sur



les intermédiaires indigènes nécessaires aux achats, si l'on sait que dans l'année commerciale qui s'est terminée le 31 mars 1917 la valeur totale des peaux sorties de l'Inde avait été de neuf millions de livres sterling, dont cinq millions représentaient les peaux brutes. On estime qu'il y a dans l'Inde 220 millions de têtes de bétail et actuellement c'est ce pays qui fournit 60 0/0 des quantités énormes de cuir nécessaire pour chauffer l'armée britannique. Chaque année, on peut disposer d'environ onze millions de peaux, dont trois millions sont actuellement tannées dans l'Inde même.

Les tanneries britanniques sont toutes disposées à étendre leurs installations à la condition que le gouvernement maintienne les mesures prises pour éviter qu'automatiquement, par la force des organisations anciennes, les Allemands s'emparent de nouveau de toutes les exportations de peaux dès la fin de la guerre. Si l'on considère les chiffres publiés plus haut — surtout en tenant compte du fait que les méthodes barbares par lesquelles on pratique le dépouillement des animaux tués pour la boucherie et aussi la façon maldroite dont on marque les bêtes dans les pâturages font perdre une notable partie des peaux, — on comprendra l'importance que présente la question et celle qu'elle peut prendre par la suite.

**La culture de l'indigo.** — La suppression des exportations allemandes d'aniline a eu pour effet d'augmenter la culture de l'indigo, très atteinte dans l'Inde par les couleurs synthétiques, et qui cependant avait recommencé à se développer ces dernières années. Elle s'est étendue l'an dernier dans la grande péninsule sur 306.000 acres contre 143.000 en 1915-1916. C'est une augmentation de 114 0/0.

**La culture du blé.** — Les superficies consacrées au blé sont de un million d'acres, soit de plus de quatre cent mille hectares plus étendues que l'an dernier. Leur total s'élève à 34 millions d'acres, c'est-à-dire à une quinzaine de millions d'hectares. Les perspectives de la récolte sont favorables.

## INDES HOLLANDAISES

**Les relations maritimes avec les États-Unis.** — D'après le *Bulletin économique de l'Indochine*, les deux compagnies de navigation hollandaises, la « Rotterdam Lloyd » et la « Nederland Royal Mail », ont décidé d'établir une ligne régulière entre Java et San-Francisco. Les départs auront lieu tous les quinze jours. Six ou huit paquebots du type le plus moderne et de plus de dix mille tonnes chacun seront affectés à ce service. Les escales seront Honolulu, Yokohama, Nagasaki, Hong-kong et Singapour. Peut-être est-ce le caractère trop scabreux de la navigation

dans les mers d'Europe qui a décidé les compagnies hollandaises à ouvrir ce nouveau service qui tendrait à établir des relations commerciales plus étroites entre les États-Unis et les Indes néerlandaises. Ce serait là un des nombreux résultats économiques, sans doute en grande partie durables, qu'aura produits la guerre.

## PERSE

### L'œuvre de police de sir Percy Sykes.

— Au moment où on se demande ce qui pourra être fait pour organiser la Perse et la soustraire à la pénétration turco-allemande qui la menace, il n'est pas sans intérêt de rappeler en quelques mots ce qu'a réussi à faire dans sa partie sud sir Percy Sykes à la tête des Fusiliers de la Perse méridionale.

Il débarqua à Bender-abbas en mars 1916, n'ayant avec lui que trois officiers de l'armée des Indes. « Malgré les obstacles du recrutement, dit le *Times*, les recrues du corps qu'il devait former se multiplièrent très rapidement une fois qu'on eut commencé à les lever. Mais le surmenage du petit état-major qui avait à exercer les hommes et à faire toute la besogne administrative, à organiser les transports et le service sanitaire, fut poussé jusqu'à l'épuisement complet. Pour faire supporter de telles fatigues il fallait la direction enthousiaste d'un chef dont la puissance d'organisation n'est pas moins remarquable que sa capacité à comprendre le persan et à assurer sa bonne volonté. » Notons que sir Percy Sykes parle la langue persane si bien qu'il lui arriva jadis, dans des expéditions de chasse dans l'Asie centrale, de passer pour un Persan.

« Trois mois après son arrivée à Bender-Abbas le général Sykes avait réussi à pénétrer jusqu'à Kerman où il fut reçu de la manière la plus cordiale par les fonctionnaires persans. Après avoir rétabli l'ordre sur ce point il s'avança au Nord-Ouest vers Yezd et de là vers Ispahan. L'arrivée de sa petite force dans cette dernière ville fut un grand soulagement pour la population qui avait été menacée d'incursions de bandes de voleurs. Bientôt sir Percy Sykes fut capable de réouvrir la route d'Ahouaz. Sa troupe se dirigea ensuite au Sud vers Chiraz, terrorisant comme il fallait plus d'un petit chef de bande de brigands. La longueur de cette marche en zigzags de Bender-abbas à Ispahan et à Chiraz avait été d'environ 1.700 kilomètres et le parcours fut accompli dans les conditions les plus ardues et même à certains moments les plus périlleuses. Tout cela fut fait dans les huit mois qui suivirent l'arrivée du général Sykes dans le pays. Le personnel britannique avait été peu à peu grossi et l'escorte militaire venue de l'Inde se composait d'environ 800 hommes.

En arrivant à Chiraz, sir Percy Sykes prit en mains la gendarmerie formée par des officiers suédois et qui s'était mutinée, et bientôt cet acte



fut officiellement sanctionné par le gouvernement persan. La force sous le commandement du chef anglais s'éleva alors à 5.000 hommes.

Une des premières choses auxquelles se consacra le corps des Fusiliers fut d'améliorer les voies de communications, spécialement dans la province du Fars dont Chiraz est la capitale. Les pistes principales reliant cette ville à Yezd et à Ispahan ont été si bien améliorées qu'elles se prêtent au trafic par voitures, tous les passages trop raboteux ayant été nivelés. Sur plus d'un point il a fallu faire sauter des rochers. Ce serait un avantage immense que des communications relativement faciles puissent être établies entre Chiraz et le port de Bouchir. Mais le pays est tellement accidenté et coupé que certains observateurs compétents doutent qu'une route, au sens moderne du mot, ou un chemin de fer puissent jamais être construits avec profit sur un tel tracé. Au Nord cependant nous avons la meilleure marque des améliorations que les Fusiliers ont accomplies dans ce fait que le commandant put se rendre en automobile de Chiraz à Téhéran en cinq étapes et demie. L'amélioration des communications a été d'autant plus appréciée par les Persans qu'elle a facilité la sécurité grandissante des échanges commerciaux. Au cours de l'automne dernier, alors que la saison traditionnelle du brigandage battait son plein, il n'y eut aucun vol sur la route principale de Chiraz à Yezd et à Ispahan et celle-ci était beaucoup plus sûre qu'elle ne l'avait jamais été pendant les dix dernières années.

Pendant ce temps l'effectif des Fusiliers de la Perse méridionale n'a cessé de s'augmenter et les recrues se sont constamment conduites de la manière la meilleure.

**Méthodes allemandes.** — Nous avons rendu compte en son temps de la tentative d'assassinat qui avait été faite contre le consul britannique à Ispahan. On a maintenant des détails sur cette affaire et on sait de la manière la plus nette que le coup avait été monté par les Allemands qui considèrent, on le sait, que toutes les méthodes sont bonnes pour assurer le triomphe du peuple élu.

Le 2 septembre, tard dans l'après-midi, le consul faisait une promenade à cheval avec un de ses serviteurs indigènes, lorsqu'il fut attaqué par un homme qui marchait à quelque distance devant lui et qui s'est retourné au moment où ils arrivaient pour tirer à bout portant sur les deux cavaliers. Le consul anglais fut blessé au côté gauche et son cheval, effrayé par le coup de feu, partit au galop. Deux hommes qui se tenaient en embuscade tirèrent alors sur le domestique indigène, qui mourut vingt minutes après avoir été porté à l'hôpital par quelques personnes arrivées au bruit des détonations.

Un an après, en novembre 1916, un médecin austro-hongrois du nom de Cautoras tenta de s'échapper de Perse et un certain nombre de documents qu'il portait avec lui furent pris et remis

au consul anglais à Kerman. Parmi ceux-ci se trouvait une lettre écrite par un agent allemand nommé Seiler et un autre du nom de Huber. Dans cette lettre, après avoir décrit les tentatives faites pour exciter l'opinion musulmane contre les Anglais et montré comment la mort du consul anglais avait été déclarée nécessaire dans une certaine mosquée, Seiler faisait la déclaration suivante : « En fin de compte, avant-hier, une tentative fut faite contre la vie du consul anglais Grahame : il ne fut que légèrement blessé, mais un de ses Indiens fut tué. Naturellement l'affaire avait été arrangée par moi puisque le terrorisme est le seul moyen qui nous soit laissé. »

Cette petite pièce est à ajouter à l'anthologie des méthodes de guerre allemandes.

## Bibliographie

### COMPTES RENDUS D'OUVRAGES

**Un grand destin commence**, par ONÉSIME RECLUS (1 vol. Paris, Renaissance du Livre, 1917).

Le *Mercure de France* a publié en décembre le compte rendu suivant d'un récent livre d'Onésime Reclus. Nous croyons que ce compte rendu a sa place dans un organe asiatique comme le nôtre.

Par delà les portes de la mort, le grand géographe poursuit sa croisade africaine. Pareille suite dans les idées est des plus louables et il convient de féliciter les pieux héritiers de sa pensée qui ont permis cette suprême manifestation. *Lâchons l'Asie! Prenons l'Afrique!* Tout pour l'Afrique! J'ai dit jadis, ici même, ce que je pensais de cette thèse exclusiviste ou préférentielle, comme on voudra. Il vaut cependant la peine de voir sur quels arguments la fondait son auteur, et, avec le préfacier de son œuvre posthume, à quelles conceptions générales elle se rattachait dans son esprit.

Onésime Reclus ne croyait pas aux races : les systèmes d'un Gobineau ou d'un Vacher de Lapouge n'avaient aucune valeur à ses yeux. Pour lui, l'homme est moins la résultante de ses ancêtres qu'il n'est le produit de la montagne ou de la plaine, de la forêt ou du désert — et même, et surtout (car à aucun moment la théorie du milieu ne prend chez Onésime Reclus l'allure d'un déterminisme purement physique), de ce grand milieu moral qui est la langue, véritable substratum des empires et des civilisations. La race ne serait, en somme, qu'une question de grammaire et les continents seraient soumis à la loi du Verbe. Quelle sera, après cela, la part de la France dans le partage du monde? Pour Onésime Reclus, notre pays a à choisir entre une politique européenne, une politique mondiale et une politique africaine.

A la politique européenne, il ne faut plus songer. Morte l'ambition d'hégémonie continentale, Moloch à qui France, Espagne, Autriche sacrifièrent tant d'innocents et dont l'Allemagne hébétée mendie aujourd'hui le sourire! Mort l'équilibre européen que tant d'hommes d'Etat ont adoré comme le Dieu jaloux, sur le double autel de la Paix et de la Guerre!

Contrainte à l'abstention européenne, la France devra-



t-elle essayer d'une *politique mondiale*? Onésime Reclus l'eût souhaité passionnément, mais il ne croyait pas que nous pussions aspirer avec quelque chance de succès à des destinées universelles. Pourquoi? Parce que notre très faible natalité ne nous permettrait pas d'entretenir un courant d'émigration suffisant pour occuper, mettre en valeur, franciser, en un mot, un empire comparable à celui de l'Angleterre, par exemple, ou des Etats-Unis. Fatale rançon de l'infécondité: « Nous avons, concluait-il mélancoliquement, trop peu d'excès de vie pour nous disperser à tous les tournants du globe. »

Mais il ajoutait aussitôt :

Incapables d'une politique mondiale comme d'une politique étroitement européenne, proportionnons l'œuvre à l'ouvrier par la pratique assidue de la *politique africaine*, aussi assidue qu'il se pourra.

Le préfacier anonyme de l'œuvre posthume d'Onésime Reclus a résumé en termes excellents la conception africaine du Maître. Je ne puis mieux faire que lui laisser la parole :

Dès familiers d'Onésime Reclus nous racontent avoir vu, pendant vingt-cinq ans, dans le cabinet du géographe, une petite carte d'Afrique dont il se plaisait à noircir les parties acquises ou conquises à notre influence. Petit à petit, la tache s'étendait, suivait le long des fleuves ou à travers les déserts la marche de nos explorateurs, les étapes de nos colonnes; des traits discontinus, de petites taches noires se rejoignaient, se confondaient d'année en année, de mois en mois, englobant les rivières géantes, les lacs mystérieux, les cités impénétrées. Un jour vint où la tache, soudainement accrue, vint accoler, sur les côtes du Maroc, la tache bleue de l'Atlantique: ce fut une des grandes dates de la vie du vieil Africain.

1830 était, pour lui, le point de départ d'une ère nouvelle: non point du fait de la Révolution de juillet, dont il n'avait cure, mais pour ce fameux coup d'éventail (d'ailleurs apocryphe) qui fit de nous, par l'inéluctable enchaînement des destinées, un peuple colonisateur, et nous contraignit de reprendre dans l'Afrique du Nord l'œuvre millénaire des proconsuls.

L'Afrique du Nord, il l'appelait « l'Afrique mineure » ou « l'Atlantide », — et de bien d'autres noms aussi justes qu'évocateurs; elle n'avait pas plus de secrets pour lui (l'Algérie surtout) que les cantons familiers du Béarn ou du Périgord. Il y voyait littéralement une autre France — bien plus, la France elle-même, dont le cœur lui semblait battre aussi puissamment à Tunis, Alger ou Fez que sur les bords de cette Seine qui coule dans l'histoire.

Les raisons de la valeur éminente attribuée par Onésime Reclus à l'Afrique du Nord au point de vue de la « renaissance » ou de la « durée » françaises sont multiples et diverses, nous ne pouvons songer qu'à en indiquer les principales.

Tout d'abord, la proximité, telle « qu'à yrai dire l'Empire touche presque à la métropole »: c'est là le grand argument géographique. La Méditerranée, qui n'est qu'un Léman « magnifié », unit bien plus qu'elle ne les sépare la rive africaine et la rive provençale. D'être aussi la voisine de la métropole, notre Afrique mineure nous confère une sécurité dans la possession qui (les événements l'ont prouvé) a bien son prix par ces temps de « gages territoriaux » et d'attaques brusquées. De cette proximité résulte encore une solidarité de nature physique, de productions et de climats éminemment favorable au développement d'une colonie de peuplement.

Le « peuple algérien »: autre raison de croire à l'avenir de l'Afrique du Nord et à son importance pour la mère patrie.

Dans la constitution, le caractère et la croissance de ce peuple, Onésime Reclus trouve une confirmation éclatante des conceptions générales que nous avons indiquées. L'élément Arabo-Berber, qui descend par bonheur de nobles races historiques, se laissera de plus en plus pénétrer par le courant d'immigration venu de France et (notre afflux humain étant trop limité) d'Espagne et d'Italie. Il en résultera, il en résulte déjà un peuple jeune et vivant, au caractère bien défini malgré la bigarrure de ses origines, et qui est appelé à constituer le rejeton immense et vigoureux de notre vieux tronc gallo-romain quelque peu desséché.

Écoutons le bon géographe, méridional de naissance et méditerranéen de vocation, célébrer, avec un enthousiasme contenu, ces nouvelles générations de Français magnifiquement écloses au

soleil de l'Afrique: « A toute vie, il faut un ferment, à toute naissance un germe, à toute durée un centre et un axe de résistance. L'élément latin est ici tout cela: il crée la tradition, il donne l'orientation, il prépare l'avenir... Néo-latin veut dire ici Néo-Français. Jusqu'à ce jour, notre sang ne contribue que pour moitié, ou un peu plus, à la genèse des Franco-Africains; mais notre langue institue leur esprit; c'est autour d'elle que se cristallisent les éléments variés qu'attire l'Atlantide... »

L'Afrique du Nord est enfin le porche immense et magnifique qui s'ouvre, en notre honneur et pour notre bonne fortune, sur les profondeurs « ténébreuses » du continent noir. Car nous n'avons pas seulement conquis l'Atlantide: par l'Atlantide et pour elle, nous conquerrons tout un monde; la Berbérie (autre nom donné par le géographe à cette Afrique mineure pour l'amour de laquelle il épuise les magnificences d'un riche vocabulaire), la Berbérie est « le lieu de première conquête, de première colonisation, de création de la race néo-française d'Afrique. Ce sera le lieu d'essaimage des Français, des Françaisés, des Berbères, des Arabes, vers le reste du continent; et ce continent lui-même, en son Nord-Ouest, en son Occident, en son milieu, cette Afrique est « l'Empire ». Là est l'espace où le temps bâtit, la longue et large continuité, au midi de l'étroite lisière des terres méditerranéennes... » On voudrait tout citer de ces pages inspirées où l'auteur de « Lâchons l'Asie, prenons l'Afrique » brosse à grands traits, de ce demi-continent devenu français et qui le deviendra bien plus encore, un admirable tableau géographique. Notre Afrique, qui « se compose de pays dispersés le long du rivage de l'Atlantide, mais réunis dans l'intérieur du continent autour du Tchad », a momentanément pour centre « non pas un pôle d'attraction, mais un pôle de répulsion presque aussi farouche que la glace éternelle, là où il est sans arbres, sans arbustes, sans herbes, sans mousses, rien que rocs, sables, soleil épouvante et nudité ». Mais, en marchant vers le Sud, à travers le Sahara, désert par excellence, « plus fort que la mer, et presque aussi puissant que la mort », on rencontre peu à peu des royaumes plus accueillants; « la nature devient humaine, par cercles concentriques: de l'ardeur, on arrive à la chaleur; de la roche allumée de soleil à l'eau pénétrée de rayons, dans la clairière pénétrée d'ombre dans la forêt »; c'est le mystérieux pays que recouvre « la longue forêt vierge, inextricable, épouvantable, étouffante, écrasante comme une chape de plomb » et où deux des plus grands fleuves du monde, le Niger « qui vaut le Nil » et le Congo majestueux épandent leur limon nourricier. Que de richesses encloses dans ces lointaines profondeurs du continent, que de promesses d'avenir économique, lorsque le travail des colons, des laboureurs, des ingénieurs, des hygiénistes aura ouvert à la civilisation, aux échanges, à la culture les étendues illimitées de l'Afrique équatoriale et de l'Afrique occidentale! Et quel réservoir d'énergies humaines! Dans notre Soudan Nigérien, sous l'influence du soleil éveillé d'énergies et de l'islamisme hautain, ce sont les « gaillards athlétiques, les dompteurs du cheval, les maîtres de la lance; les fondateurs ou destructeurs d'empire (parfois l'un et l'autre) et tous ceux qu'après des exploits sans nombre au service de nos droits et de nos ambitions on a pris coutume de nommer les Sénégalais ». Au Congo, c'est le nègre, schéma humain, pure virtualité ethnique, dont notre esprit, par la grâce de notre langue, animera quelque jour les masses indistinctes. Ainsi s'instituera un immense peuple africain, héritier à la fois de Paris et de Rome; ainsi, « pourvu que notre Afrique remplisse sa destinée ou probable ou possible, telle métropole future du Niger ou du Congo, sur tel fleuve auprès duquel la Seine n'est qu'un ruisseau, deviendra la capitale de la race française ».

A des conceptions aussi vastes et aussi lyriquement exprimées, il convient d'accorder l'admiration qu'inspire un beau poème et il serait méprisable de leur opposer des critiques de texte ou de détail. Le thème, en effet, est immense et dépasse toutes observations purement objectives. Il s'agit, en somme, de la France et de son avenir en tant que grand pays, et Onésime Reclus chante cet avenir avec la ferveur passionnée d'un devin. Toutefois, la généralité même du thème traité autorise certaines réserves d'ordre non moins général.

Onésime Reclus refuse à notre pays la possibilité de poursuivre une politique européenne et une politique mondiale. Les raisons qu'il donne de cette impossibilité sont assurément très fortes, mais je ne saurais partager son pessimisme en ce qui concerne la faible natalité de la France...



Où bien alors, il faut être logique et considérer que nous ne ferons rien, faute d'excédent de population, pas plus en Afrique qu'en Europe ou par le reste du monde. C'est entendu : nous nous reproduisons peu ; mais, après avoir fait cette constatation, allons-nous renoncer à vivre ? A adopter semblable attitude, nous méconnaîtrions, semble-t-il, telles leçons de la guerre, la supériorité perpétuelle de la *qualité* sur la *quantité*, le rôle joué par les impondérables, les quelques héros défendant une position contre une ruée, l'importance du nombre, quand c'est le nombre organisé à l'allemande, et sa navrante vanité, quand c'est le nombre désorganisé à la russe.

Pour que la France puisse résolument suivre la politique africaine préconisée par Onésime Reclus, un acte de foi est préalablement nécessaire, un acte de foi dans l'avenir de la puissance française. Cet acte de foi, nous sommes à cette heure tout prêts à y souscrire et les pays sont comme les individus : ils ne meurent que lorsqu'ils s'abandonnent. Mais le monde n'est pas partagé en compartiments étanches. C'est peut-être là une conception de géographe, mais ce ne peut être une conception politique. L'acte de foi, s'il est proféré, ne peut être, dans le fait, qu'un acte de foi *mondial*. Car pourquoi renoncer ici et maintenir là-bas ? Quels raisonnements, quels arguments pourraient être assez forts pour déterminer le renoncement de la part d'un homme d'Etat responsable ? Sans doute un écrivain, un géographe de grand talent comme Onésime Reclus peut librement s'écrier : « Lâchons l'Asie, prenons l'Afrique ! » C'est un cri individuel, c'est le sujet d'un livre et cela n'a pas d'autre importance, encore que certaines oreilles intéressées écoutent ce cri et que des bouches non moins intéressées ensuite le commentent. Quel est le ministre, quel est le chef du gouvernement qui pourrait valablement proposer aux Chambres françaises de renoncer à l'Indochine ? La possibilité d'un semblable renoncement ne peut, ne doit même pas être envisagée un seul instant. La puissance française, en effet, est une, le prestige français est un de par le vaste monde. Le peuple qui renoncerait en Asie ne serait plus fondé à rien ambitionner ni même à rien maintenir en Afrique. Suivant l'expression chinoise, il aurait « perdu la face » et, disqualifié sur le continent jaune, il le serait pas là même sur le continent noir. Rassurons-nous, d'ailleurs : la question ne saurait être posée avec cette légèreté et cette irresponsabilité livresques.

Contrairement à ce qu'affirmait Onésime Reclus, je pense et je crois que la France a encore et aura longtemps encore le droit et le pouvoir — c'est tout un ou, mieux, l'un n'existe pas sans l'autre — de suivre une politique mondiale. En prétendant conserver et maintenir partout sa place dans le monde, la France affirme sa vitalité et sa puissance mêmes. Pétition de principe ? Mais tout n'est que pétition de principe dès qu'il s'agit de l'être qui veut vivre en prenant conscience de sa force. Au reste, pourquoi cette France à faible natalité s'embarrasserait-elle d'un empire africain plutôt que d'un empire asiatique ? Depuis longtemps déjà, notre pays volontairement ou pas, consciemment ou pas, peu importe, a choisi la *qualité*. Cette qualité est assez riche et somptueuse — on peut l'affirmer sans vain orgueil au lendemain de l'Yser et de Verdun — pour qu'il ait le droit de persévérer dans son être intégral. Aucune ambition nouvelle et folle, je le veux bien, mais, non plus, aucun renoncement qui pourrait être interprété comme une abdication ! Quant aux échanges et aux remembrements territoriaux possibles, méfions-nous en comme de la peste, car notre diplomatie ignorante et présomptueuse est capable de tout perdre sans s'en apercevoir sous couleur d'échanger. Les précédents sont nombreux. M. Georges Leygues, l'autre jour, l'a éloquentement rappelé.

Autre point faible de la thèse exclusivement africaine,

c'est son exclusivisme même. Si, en effet, l'empire colonial de la France présente un réel intérêt, c'est précisément en raison de son universalité. Tout, dans cet empire, a sa valeur, morues de Terre-Neuve ou plutôt de Saint-Pierre et Miquelon, dont s'approvisionnent les populations des Antilles et de la Réunion, phosphates de Tahiti, nickels de Nouvelle-Calédonie, oléagineux et bois de l'Afrique, graphites de Madagascar, riz de l'Indochine. Tout cela a valu et vaut pendant la guerre et vaudra plus encore au lendemain des hostilités. Rien de tout cela ne doit être sacrifié et, quelles que soient les prodigieuses ressources latentes du continent africain, il ne faut pas que ce continent soit l'enfant unique ou plutôt, ce qui serait plus injuste encore, l'enfant préféré.

Enfin, pour liquider ce débat qui, je le répète, n'a qu'un intérêt purement théorique, faire porter tout l'effort de la France sur la seule Afrique, ce serait s'affirmer bien ignorant en matière de politique mondiale et ne pas voir où seront placés, au cours des années à venir, les pôles de cette politique. Un des faits les plus considérables de l'après-guerre sera certainement la situation formidable du Japon en Extrême-Orient, du Japon grosse puissance militaire et navale, du Japon qui se fait maintenant le banquier de la Chine, du Japon dont les ambitions en face d'une Russie amoindrie et d'une Chine en pleine anarchie ne sauraient désarmer. En présence de ce fait éclatant, quelle grande puissance pourrait renoncer, sans abdiquer définitivement, à la place qu'elle occupe en Asie depuis de longues années et au rôle qu'elle y joue et qu'elle y doit jouer en vertu d'une politique assise et réfléchie ?

Quel cerveau sérieux pourrait envisager l'abandon total au Japon de la proie chinoise sans aucun contrepoids, sans le contrôle des grandes puissances ? C'est bien de parler de la *société des nations* et d'affirmer, avec un tas d'esprits puérils, encore que bien intentionnés, que cette guerre est la dernière des guerres. Mais ne voit-on pas le drame formidable qui se prépare en Extrême-Orient et au prologue duquel il n'est peut-être pas inutile de veiller ?

Tout ce que je viens d'exposer, je l'ai dit, il y a quelques années, un soir, chez moi, dans mon cabinet de travail à Onésime Reclus lui-même. Il m'avait paru intéressé par mes objections et m'avait même laissé entendre qu'il en tiendrait compte. Puis, le temps à passé. Le grand géographe a poursuivi son œuvre et maintenu son point de vue. Mais, si les conclusions en sont trop exclusives, en sont trop partiales, comment ne pas admirer la verdeur et la générosité de l'esprit qui pensa ces lignes :

Nous avons désormais un but, un espoir, un avenir, une raison d'être. Il n'est qu'un travail immense comme l'instauration, la consolidation, la perfection de l'Empire d'Afrique pour désenvaser la France, pour l'enlever aux mille et une écoles de la science qui ne sont pas l'école de la vie. Lui seul peut nous arracher à la stérilité, à la frivolité, à la stupidité, vaincre l'inertie, la folie, l'utopie, la bureaucratie, la routine...

Au lieu « d'Empire d'Afrique » je lis « Empire colonial », et au grand et noble savant qui repose maintenant dans la tombe je rends avec respect et émotion l'hommage dû à l'écrivain enthousiaste et inspiré et à l'homme que j'ai connu et admiré, à une droite et pure conscience.

CARL SIGER.

**Jérusalem délivrée.** — Discours prononcé à Saint-Julien-le-Pauvre le 23 décembre 1917 en l'honneur de la prise de Jérusalem, par M<sup>sr</sup> BAUDRILLART, recteur de l'Institut catholique de Paris. A Paris, chez Gabriel Beauchesne, une brochure, 0 fr. 75.

Le discours prononcé par M<sup>sr</sup> Baudrillart à Saint-Julien-le-Pauvre contient nombre de passages intéressants parce



qu'ils résument à grands traits l'histoire de Jérusalem et aussi indiquent la part prépondérante de la France dans l'œuvre des nations chrétiennes en Palestine depuis les croisades jusqu'aux travaux scientifiques de ces dernières années.

M. Baudrillart commence par rappeler que Jérusalem est sainte pour trois religions :

Et les trois sortes de sainteté trouvent leur symbole en trois monuments : pour les Juifs le triste mur des lamentations, souvenir de ce qui fut et n'est plus ; pour les musulmans, la mosquée d'Omar, brillant joyau, éclatant trophée de victoire, élevé sur les ruines du Temple ; pour les chrétiens, le Saint-Sépulcre, sur le sommet du Golgotha, le lieu le plus saint de la terre...

Au centre de la mosquée d'Omar, protégé par une double clôture, apparaît le rocher sauvage, sacré pour les trois religions, qui marque le sommet du mont Moriah : c'est l'aire d'Ornan le Jébuséen, où le roi David aperçut l'Ange exterminateur, la main tendue contre Jérusalem, où il dressa l'autel des holocaustes, et où, selon ses instructions, son fils Salomon bâtit le Temple, pour y déposer l'Arche d'alliance, nivelant à grands frais les alentours, mais respectant les irrégularités de la cime parce que l'ange y avait posé le pied.

Dès lors, Jérusalem, déjà sainte parce que David en avait fait sa capitale et y avait mené l'arche, fut, aux yeux de tous les descendants d'Israël, la ville du Temple, la ville sacrée. Le schisme même des dix tribus ne put lui dérober cette suprématie qui s'affirma bien davantage encore lorsque le roi de Juda Josias eut mis en vigueur la loi de l'unité de sanctuaire. Culte qui donne un caractère sublime et souverainement religieux à la douleur des Juifs frappés par Nabuchodonosor. Ils pleurent moins sur eux-mêmes, malgré les douleurs de l'exil, que sur la ville ruinée, sur le Temple détruit. Et ce qui les soutient, ce qui les préserve de l'apostasie, où sombrèrent tant d'autres petits peuples, c'est la pensée entretenue par les prophètes que le Temple ressuscitera. Isaïe annonce l'édit libérateur de Cyrus : « C'est moi Yaveh qui dis de Cyrus : C'est mon berger ; il accomplira ma volonté, disant à Jérusalem : Sois rebâtie ; et au Temple : Sois fondé. »

Reconstruire le Temple, c'est la première pensée, la première passion des Juifs, au retour de la captivité ; Zorobabel s'y consacre. La restauration civile attendra près d'un siècle ; qu'importe ?

Jérusalem devient la ville des grands pèlerinages ; aux fêtes de Pâques, de la Pentecôte, des Tabernacles, on y monte ; un bon Juif ne veut pas mourir sans avoir vu au moins une fois la demeure de Yaveh.

En vain les dominations étrangères se succèdent, les Perses, les Grecs, les Ptolémées d'Égypte, les Séleucides de Syrie, les Romains, la Ville Sainte et son Temple sauvent la nationalité. Les profanations d'Antiochus soulèvent le peuple et si les Juifs retrouvent un siècle d'indépendance avec les Macchabées, c'est encore à la religion qu'ils le doivent.

Sur leur indépendance expirante, c'est toujours le Temple, le temple dont les splendeurs éblouissent les disciples du Sauveur des hommes, le temple d'Hérode, qui jette un rayon d'éclatante lumière.

Sous l'Empire romain le judaïsme et le christianisme commencèrent par être également persécutés. Le siège et la destruction du Temple opérés par Titus éteignirent des reliques chrétiennes comme des reliques païennes.

Souvenirs juifs, souvenirs chrétiens, l'empereur Adrien poursuivit tout avec un égal acharnement ; tandis qu'il massacrait 500.000 Juifs, jetait les débris du malheureux peuple sur toutes les routes du monde, il faisait disparaître sous une longue terrasse le sol qui avait porté la croix du Christ et son tombeau ; la statue de Jupiter couronna le Calvaire et celle de Vénus le Saint-Sépulcre.

Cent soixante-dix-huit ans plus tard, l'édit de Milan donnait la liberté aux chrétiens ; Constantin devenait ensuite maître de tout l'empire ; sainte Hélène, sa mère, en faisant enlever l'esplanade païenne, retrouvait intacts les souvenirs chrétiens ; le culte de la vraie Croix naissait ; la première église du Saint-Sépulcre était bâtie. Dès lors les chrétiens avaient leur sanctuaire.

Les pèlerins affluaient de toutes parts et commençaient, ce qu'ils font encore aujourd'hui, à couvrir de leurs baisers et de leurs larmes les pierres sacrées, témoins de la Passion.

La relation du pèlerinage de sainte Silvie nous montre ces pieuses expéditions organisées, conduites par des clercs, protégées, au besoin par une force armée, — tels les pèlerinages de nos jours.

Bientôt des établissements latins se fondaient en Terre Sainte ; Jérusalem se couvrait d'églises, de monastères et d'hospices ; elle en comptait plus de 300.

Les invasions barbares elles-mêmes n'arrêtaient pas un courant auquel l'exemple de saint Jérôme et de quelques grandes dames de l'aristocratie romaine avait donné un irrésistible élan.

De bonnes relations se nouaient avec les chrétientés d'Orient ; et celles-ci avaient grande influence sur tout le monde jadis romain ; de là, dans tous les domaines, et notamment dans celui des arts, venaient des exemples et des maîtres.

Malheureusement aussi ce monde oriental était sourdement miné par les dissensions religieuses et bien peu préparé à subir de nouveaux assauts. Lorsque ceux-ci se produisirent, ce fut un écroulement.

En 614, les Perses s'emparaient de Jérusalem, en massacraient les habitants, emportaient la vraie Croix. Sans doute Héraclius vainqueur la remplaçait triomphalement au Saint-Sépulcre en 629. Mais huit années ne s'étaient pas écoulées que déferlait le flot irrésistible de l'invasion arabe. En 637, le commandeur des croyants, le calife Omar, prenait possession de Jérusalem et bientôt était entreprise, sous la direction d'architectes grecs, la construction de la mosquée qui porte le nom du conquérant. Ville sainte des Juifs et des chrétiens, Jérusalem devenait la troisième ville sainte de l'islam, après la Mecque et Médine.

C'est à Charlemagne qu'il allait appartenir de commencer à donner une manière de statut aux chrétiens dans la Terre Sainte. Il put le faire grâce à ses relations avec Haroun al Raschid dont la domination brillait en Orient d'un éclat qui était le pendant de celle du règne de l'homme qui allait restaurer la couronne des empereurs d'Occident :

En 767, Charlemagne avait envoyé trois ambassadeurs à Bagdad et, deux ans plus tard, le prêtre Zacharie au patriarche de Jérusalem.

C'est à Rome, le jour où le pape Léon III avait consenti à plaider sa cause contre les adversaires qui le tourmentaient, devant l'assemblée des Francs, le 30 novembre de l'an 800, que la réponse arriva.

Au nom d'Haroun al Raschid, les ambassadeurs remirent solennellement au roi des Francs les clefs du Saint-Sépulcre, l'étendard de Jérusalem et de précieuses reliques. Haroun lui concédait la propriété du Saint-Sépulcre, propriété que Charles devait compléter par quelques autres acquisitions précieuses et saintes ; et même le calife accordait au roi un certain droit de protectorat religieux sur ses sujets chrétiens...

A dater de cette époque, les chrétiens d'Orient ont cessé d'être perdus en terre musulmane et ont pris l'habitude de regarder vers « les Francs », comme ils les appellent encore aujourd'hui. Et c'est ainsi que Charlemagne mérita de passer, comme le veut la légende, pour le premier des croisés.

Le chemin de l'Orient était rouvert ; les pèlerins et les aumônes le suivirent ; de nombreuses églises s'élevèrent en Terre Sainte ; les pieuses traditions se localisèrent. Les Arabes se montraient tolérants, comme l'atteste, en 869, la lettre du patriarche de Jérusalem Théodore au patriarche de Constantinople Ignace.

Et cela alla bien ainsi pendant un peu plus de deux siècles.

L'extravagance d'un fou couronné, Hakem, calife fatimite du Caire (Jérusalem dépendait alors de ces califes), allait tout changer. Brusquement, cet homme ordonna au gouverneur de Syrie, un Turc déjà, Yarouk, de démolir le Saint-Sépulcre et de faire disparaître tout emblème chrétien. Rien n'échappa. Onze années durant, ce fut une chasse impitoyable aux chrétiens et aux Juifs ; beaucoup n'eurent pas le courage de supporter l'épreuve et se sauvèrent par l'apostasie ; les autres durent se désigner eux-mêmes aux sévices et aux avanies ; le chrétien était tenu de porter au cou une croix de dix livres, le Juif un lourd billot de bois, en forme de tête de veau, souvenir du veau d'or. Quant aux pèlerins occidentaux, on les tailla en pièces sans autre forme de procès.

Tout finit ici-bas et l'homme se lasse de tout, même de persécuter ses semblables. Vers 1020, la fureur du tyran s'apaisa, mais le protectorat latin n'existait plus et la confiance, inutile de l'ajouter, avait disparu.



Quant les pèlerinages reprirent, ils changèrent de caractère. Ceux qui se risquaient à les accomplir solitaires se rendirent désormais aux Lieux Saints, à la façon du missionnaire qui s'offre au martyre, heureux de dire au Christ, comme l'un d'entre eux : « Seigneur, vous êtes mort pour moi, mais je meurs pour vous. »

Puis, vinrent les croisades appartenant plus à la France qu'à toute autre nation d'Occident. Godefroy de Bouillon était, par la langue et par la culture, un Français. Ce personnage qui « se refusa à porter la couronne royale, là où le Christ avait porté la couronne d'épines, et n'accepta que le titre d'avoué du Saint-Sépulcre, commença une œuvre qui devait avoir un caractère nettement français par les institutions, la langue et la nationalité des hommes qui la conduisaient ».

(Œuvre vraiment française que la sienne en même temps que chrétienne. La langue des « assises » de Jérusalem, c'est le français; Français sont les compagnons de Godefroy; Français sont les noms des ruines que l'on montre encore aux voyageurs: Français les Lusignan et Français les Brienne. Mais ces Français, souvenons-nous-en, ont fait alliance avec les Syriens indigènes et chrétiens; et c'est grâce à cette alliance que les occupants chrétiens d'Occident ont pu tenir aussi longtemps qu'ils l'ont fait contre les coups répétés des Turcs...

Dès 1187, Saladin, couvert de gloire, maître de l'Égypte et de l'Asie Mineure, entra solennellement dans Jérusalem.

A cette nouvelle, les cardinaux firent vœu de vivre d'aumônes, de ne pas monter à cheval et de parcourir la chrétienté à pied, jusqu'à ce que la Ville Sainte fût reprise.

O illusions de l'homme! Sauf une courte période de quinze ans, où, par suite du traité de Jaffa, Jérusalem devait être placée sous la souveraineté de l'empereur Frédéric II, qui, excommunié, prit le parti de se couronner lui-même, et ne réussit pas à faire respecter la ville, Jérusalem était pour sept cent trente ans entre les mains des Infidèles.

A partir de ce moment, malgré les efforts de saint Louis, l'idée des croisades, tout en continuant à agiter l'Occident et à donner une couleur à nombre de ses entreprises, se meurt lentement et cependant on la voit revivre par instants jusqu'au xv<sup>e</sup> siècle dans les conseils que le P. Joseph donne au cardinal de Richelieu et dans le projet d'expédition contre l'Égypte que le philosophe allemand Leibniz présente à Louis XIV.

Lorsque François I<sup>er</sup> conclut en 1521 son alliance avec Soliman, ce n'est pas pour abandonner les chrétiens d'Orient comme l'a fait l'empereur d'Allemagne, allié d'Abdul Hamid, complice des massacres arméniens et de toutes les violences commises jusqu'en Terre Sainte. Il reprend les idées de Charlemagne et cherche à donner, avec l'autorité de la France, un statut aux institutions chrétiennes de Terre Sainte :

François I<sup>er</sup> fit servir son alliance à la protection habituelle des fidèles du Christ. Et ce fut l'un des objets principaux des fameuses capitulations de 1535, première source officielle et authentique de notre protectorat. D'abord les Français voyageant en Orient furent libres d'y exercer leur religion, et puis d'autres après eux, et puis les communautés latines dans le Levant; même les chrétiens d'autres rites purent invoquer le nom de la France.

Sous Henri II, sous Henri IV qui négocie la précieuse capitulation de 1604, sous Louis XIV, sous Louis XV lui-même, ce protectorat s'exerce, se précise et se renforce.

La Révolution n'est pas close que déjà la tradition se réveille par les ordres que le Directoire donne à son ambassadeur Aubert-Dubayet. Napoléon, cela va sans dire, à peine le Concordat signé, enjoint à ses agents d'assurer, avec plus d'énergie que jamais, la protection efficace des chrétiens de Syrie et des Lieux Saints. Sous Napoléon III la France donnera de son sa g, de 1854 à 1856, pour les Lieux Saints, en 1860, pour la défense des Maronites.

C'est à la troisième République qu'était réservé l'honneur de couronner l'œuvre des siècles. En 1878, l'Europe, au Congrès de Berlin, reconnaît les droits particuliers de la France; et dix ans plus tard, en 1888, le Pape Léon XIII stipule expressément que les missionnaires de tous pays, s'ils ont besoin d'aide, devront recourir aux représentants de la République française.

Plus tard, c'est dans le domaine des institutions scientifiques et des établissements d'éducation que la France brillera en Terre Sainte. Ses titres séculaires sont célébrés par Mgr Baudrillard qui veut qu'ils marquent pour ainsi dire d'une empreinte française les institutions qui seront données à la Palestine restaurée.

Dans l'organisation définitive, on devra tenir compte des droits acquis et des services passés, donc avant tout de ceux de la France qui furent les principaux. On y pense d'ailleurs; nous en avons la preuve, le 16 de ce mois, dans l'entrée solennelle de notre représentant au Saint-Sépulcre, avec les honneurs traditionnels.

Enfin il ne sera pas permis d'oublier que, parmi les populations indigènes, la France a des amis qui lui sont dévoués depuis des siècles et qui lui ont été dévoués jusqu'à la mort. Sous aucun prétexte ces amis ne seront sacrifiés.

Ainsi seulement s'accomplira l'œuvre de justice que nous avons promise au monde.

**The Indian-Corps in France**, par le lieutenant-colonel J.-W.-B. MEREWETHER et le right honorable sir FREDERIC SMITH. — Londres, chez Murray.

Il serait bon d'avoir une histoire de la part prise à la campagne par les troupes qu'ont fournies les différentes colonies françaises. L'Angleterre vient de produire un ouvrage qui retrace les efforts de l'armée anglo-indienne en France pendant les années 1914-1915. On trouve dans ce livre quelques renseignements qui n'avaient pas été publiés jusqu'ici sur les effectifs employés par les Anglo-Indiens et sur les pertes qu'ils ont subies.

Le gouvernement anglo-indien envoya dès la déclaration de guerre son premier corps expéditionnaire qui commença à débarquer à Marseille le 26 septembre 1914. Le 21 octobre, il était employé à boucher les vides qui menaçaient les Alliés d'une catastrophe sur l'Yser. Au début, cette petite armée, composée de troupes anglaises et indiennes, fut de 24.000 hommes, puis elle fut portée à 30.000, après avoir dû naturellement recevoir un certain nombre d'hommes pour combler les vides creusés dans ses rangs par la campagne. Lorsque, en novembre 1915, on décida d'employer les troupes indiennes sur des champs de bataille plus voisins de l'Inde et dont le climat était plus favorable à une bonne utilisation des Indiens, les pertes s'élevaient aux chiffres suivants : tués, 1.930 Anglais et 2.502 Indiens; blessés, 8.751 Anglais et 14.887 Indiens; manquants, 2.126 Anglais et 3.247 Indiens. Tel est le total du sacrifice fait par l'armée anglo-indienne sur notre sol et sur celui de la Belgique.

Les livres à annoncer doivent être envoyés à M. Robert de Caix, 15, avenue de Tourville.

Plusieurs de nos adhérents d'Orient et d'Extrême-Orient nous ont exprimé le désir de nous adresser des correspondances et des notes sur les événements qui se passent dans leur région. Nous recevrons avec empressement toutes les communications de ce genre et nous utiliserons dans notre Bulletin celles d'entre elles qui pourraient être publiées sans inconvénient et seraient de nature à intéresser nos lecteurs.

Le Gérant : A. MARTIAL.